

OCDE/OECD
Club du Sahel

BAD/ADB
Cnergie

CILSS

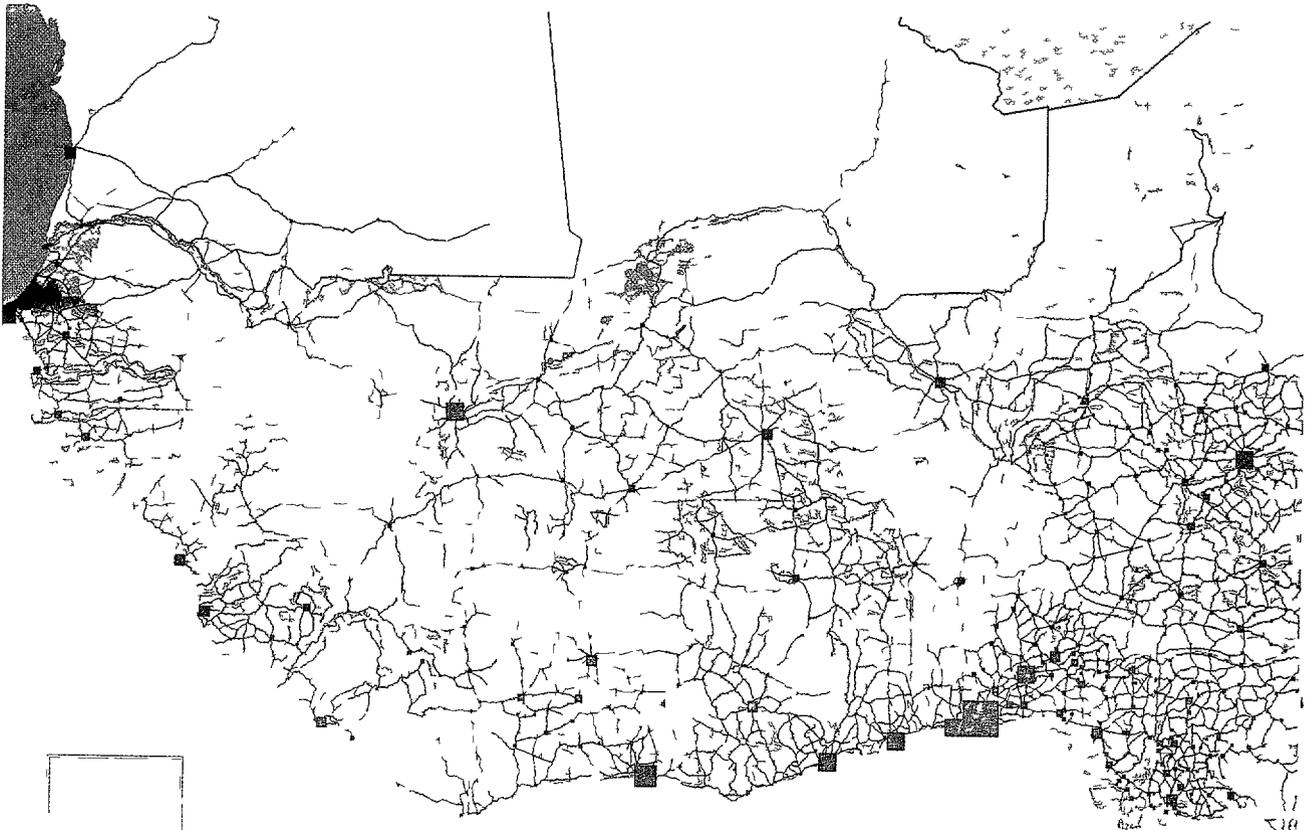
Pour préparer l'avenir de l'Afrique de l'Ouest : Une vision à l'horizon 2020

Symposium de l'élaboration des perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest

Library of USAID/DAKAB
Documentation Center

111111

17



Une étude financée
par la Commission
Européenne avec le
concours de la
Banque Africaine de
Développement, de
la Banque Mondiale,
de la Belgique, du
Canada, des Etats-
Unis, de la France et
des Pays-Bas.

L'étude des perspectives à long terme en Afrique de l'ouest est pilotée par la cellule OCDE/BAD CINERGIE basée à Abidjan

Sa réalisation est assurée conjointement par un groupe d'experts basé au Secrétariat du Club du Sahel à Paris et par plusieurs groupes d'experts africains des pays de la région. Les études de cas nationales et les principales études thématiques relatives aux changements politiques et sociaux, aux migrations régionales, à l'aménagement du territoire et à la gestion des zones frontalières, sont placées sous la responsabilité directe de spécialistes africains.

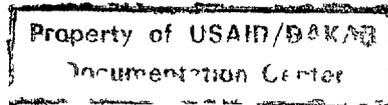
Le comité scientifique responsable de l'orientation des travaux, qui comporte une vingtaine de personnes, est composé pour moitié de chercheurs issus de la région.

Un comité d'experts d'une soixantaine de personnes est également régulièrement consulté. Parmi ces experts, 45 chercheurs et spécialistes ouest-africains constituent l'amorce d'un réseau de correspondants, dont la mission est non seulement de contribuer à l'étude par leurs observations et recommandations, mais aussi de faciliter la dissémination des résultats de l'étude dans leur pays.

Enfin, la cellule CINERGIE assure en permanence les contacts politiques au plus haut niveau et une large couverture médiatique, grâce au réseau régional de journalistes spécialement constitué pour garder le contact avec l'opinion publique et pour mobiliser la presse ouest-africaine sur les thèmes abordés dans l'étude.

ETUDE DES PERSPECTIVES A LONG TERME EN AFRIQUE DE L'OUEST

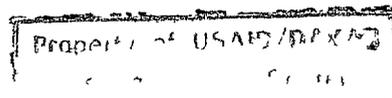
sous la direction de Jean-Marie Cour



POUR PREPARER L'AVENIR DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

UNE VISION A L'HORIZON 2020

SYNTHESE DE L'ETUDE



Serge Snrech

Préface de Anne de Lattre

Décembre 1994

SAH/(94)439

L'EQUIPE DE L'ETUDE DES PERSPECTIVES A LONG TERME EN AFRIQUE DE L'OUEST

L'étude a été dirigée par **Jean-Marie Cour**

Mahamane Brah, directeur de la cellule CINERGIE BAD-OCDE à Abidjan, **Chérif Seye**, chargé de la communication de cette cellule et **Jean-Marc Pradelle** du Secrétariat du Club du Sahel, en ont assuré la coordination

John Igué, directeur du LARES, a apporté son concours à l'équipe de CINERGIE pour l'animation du processus côte africain

Serge Snrech a travaillé en étroite collaboration avec Jean-Marie Cour pour animer l'équipe de l'étude basée au Secrétariat du Club du Sahel à Paris

Cette équipe était constituée de **Jean-David Naudet**, **Benoît Ninnin**, **Michel Arnaud**, **Mukanda Bantu Kalasa**, **Laurent Bossard**, **Roger Pons** et **Vincent Leclercq** ont également apporté des contributions

Anne de Lattre a fait bénéficier l'équipe de ses conseils et de son expérience tout au long de l'étude

Moustapha Dème a coordonné les travaux au Mali, auxquels ont contribué **Bakari Sanogo**, **Ousmane Diallo**, **Sékouba Diarra** et **Bakary Sacko**

Edmond Kabore a coordonné les travaux au Burkina Faso

Ibrahim Jibrin a coordonné les travaux sur les transformations socio-politiques du Nigeria, auxquels ont contribué **D J Abin**, **Z A Bonat**, **M Mamman**, **A Momoh**, **A. Olukoshi**, **C Obi** et **A C Onwumerobi**

J Ebow Bannermann a coordonné les travaux au Ghana auxquels ont contribué **S D Addo**, **K Adarkwa**, **A F Arye**, **J B Abdan**, **G Botche**, **S Nabila**, **K A Ninsin** et **N K. Sowa**

Mamadou Diouf a coordonné les travaux sur les dynamiques socio-politiques auxquels ont contribué **Albert Bourgi**, **Momar C Diop**, **Mamadou Diop**, **Elhmane Fall** et **Pierre Weiss**

Décideurs et chercheurs africains ont partagé les résultats de l'étude au cours d'une série de réunions dont on trouvera la liste en annexe

AVERTISSEMENT

L'étude des perspectives a long terme en Afrique de l'ouest (WALTPS)¹ a été menée sous la coordination scientifique de **Jean-Marie Cour**. Elle a été pilotée conjointement par la cellule CINERGIE de la Banque Africaine de Développement, à Abidjan, et le Secrétariat du Club du Sahel de l'OCDE à Paris, avec l'appui du CILSS à Ouagadougou.

Cette étude propose d'étudier les transformations en cours en Afrique de l'ouest dans une perspective régionale et de long terme, afin de susciter, par un regard nouveau, des réflexions et des débats sur les stratégies de développement, dans les pays de la région, dans les institutions régionales et dans les agences de coopération. Plus qu'une étude, il s'agit donc d'un processus de réflexion, avec des décideurs, sur l'avenir de la région. De ce fait, on ne sera pas étonné que ce travail soulève des questions, autant qu'il apporte des réponses. Les principaux thèmes d'interrogation qui émergent de l'étude donneront lieu, à l'avenir, à de nouveaux développements du processus.

Le présent document donne un aperçu synthétique de l'étude, il vient en complément d'une série d'une quarantaine de documents auxquels ont contribué, entre 1992 et 1994 et à des titres divers, plus de quarante experts et chercheurs, majoritairement ouest-africains. On trouvera en annexe la liste des principaux collaborateurs de l'étude et des documents qu'ils ont produits.

La préface a été rédigée par **Anne de Lattre** et le texte principal par **Serge Snrech**, à partir des documents de travail de l'étude et de contributions originales de **Jean-David Naudet** et **Jean-Marie Cour**. Les commentaires et suggestions de **Laurent Bossard** ont permis d'enrichir la forme et le fond du texte, de même que les relectures de **Vincent Leclercq** et **Jean-Marc Pradelle**.

Comme il est de règle dans ce genre d'exercice, l'auteur a souvent été obligé de forcer le trait pour simplifier le propos. En ce sens, le document ne rend pas toujours justice à la finesse des analyses menées au cours de l'étude. Aussi ne doit-on pas le voir comme une synthèse exhaustive des travaux, mais comme un aperçu de ceux-ci, et une invitation à aller plus loin en consultant les documents de travail de l'étude.

On rappelle enfin que les idées exprimées dans cette synthèse n'engagent que son auteur et ne sauraient être considérées comme reflétant le point de vue de l'OCDE, de la BAD ou du CILSS.

¹ West Africa Long Term Perspective Study

SOMMAIRE

Preface de Anne de Lattre	vii
I L'AFRIQUE DE L'OUEST EN MUTATION DE LONG COURS	1
1 1 Un double choc initial une croissance demographique rapide et une connexion brutale aux marchés internationaux	2
1 2 Les changements se poursuivront avec vigueur au cours des trente prochaines années	4
1 3 Des économies dans lesquelles la satisfaction des besoins élémentaires tient encore une place prépondérante	6
1 4 Les réponses des populations aux mutations de leur environnement ont entraîné une forte mobilité régionale	8
1 5 Les villes ont absorbé les deux tiers du croît démographique Elles continueront a se développer	10
1 6 L'économie s'est adaptée pour faire face a la croissance des villes	12
1 7 L'agriculture est entrée progressivement dans une logique de marché	14
1 8 Villes et campagnes une complémentarité réelle mais qui doit se renforcer	16
1 9 De la naissance de l'Etat à l'émergence du pluralisme	18
1 10 L'émergence de la compétition	20
II QUELQUES REPERES POUR L'AVENIR	23
2 1 Une image a long terme	24
2 2 Les pays du Golfe de Guinée autour du Nigeria le cœur de l'économie régionale	26
2 3 La façade atlantique extraversion ou insertion dans l'espace régional ?	28
2 4 Les grands pays enclavés une marge de manoeuvre étroite et un avenir nécessairement régional	30
2 5 Des scénarios à 10 ans	32

III	LES ENJEUX DU PRESENT	35
3 1	Former et intégrer la jeunesse à la société	36
3 2	Produire et diffuser une information plus adaptée aux enjeux ouest-africains	38
3 3	Appuyer la mutation de l'économie et de la gestion des villes	40
3 4	Favoriser l'intensification agricole en préservant l'environnement	42
3 5	Accompagner les transformations et gérer les disparités de l'espace par l'aménagement du territoire	44
3 6	Du local au régional, une série d'échelles de gestion adaptées aux évolutions socio-économiques	46
3 7	La liberté de mouvement des hommes et des biens, gage d'adaptation aux changements à venir	48
3 8	Le marché régional les atouts de la proximité et de la croissance rapide	50
3 9	Limiter l'ampleur et les effets de la pénurie probable de devises	52
3 10	Définir de nouvelles relations avec la communauté internationale	54
	 ANNEXES	 57
	 Présentation des documents de travail produits dans le cadre de l'étude des perspectives à long terme en Afrique de l'ouest	 59
	Liste des réunions organisées dans le cadre de l'étude	65

PREFACE

Origines de l'étude

En 1991, quatre pays membres du Club du Sahel, le Canada, les Etats Unis, la France, les Pays Bas, ont suggere qu'une etude regionale soit entreprise sur les perspectives a long terme de l'Afrique de l'ouest. Plusieurs pays sahéliens et plusieurs pays côtiers ont soutenu le principe de cette etude.

Pour realiser cette etude regionale, le Secretariat du Club du Sahel et le projet CINERGIE, fruit d'un accord entre l'OCDE et la BAD signe en 1991, ont constitue une equipe multidisciplinaire d'experts africains et non africains. La Commission Europeenne, la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Developpement, les quatre pays precedemment cites et la Belgique ont fourni les moyens financiers.

Deux animateurs, **Jean-Marie Cour**, a Paris, et **Brah Mahamane**, a Abidjan, ont dirige, en concertation, les experts charges de realiser l'etude. A plusieurs reprises, le Secretariat du Club du Sahel et CINERGIE ont reuni un Comite Scientifique et des groupes de conseillers pour leur soumettre les resultats provisoires de l'etude et recueillir leur avis. Les animateurs de l'etude ont entretenu des contacts reguliers avec le groupe d'experts charges par le PNUD, sous la direction de **José Brito**, de piloter des etudes nationales sur les perspectives a long terme des pays africains. Le Secretariat du Club du Sahel et CINERGIE ont dispose de trente mois pour faire l'etude regionale qu'on leur avait confiee.

Dans une etude sur les perspectives a long terme en l'Afrique de l'ouest, il convenait de prendre du recul et de voir loin. Non soumis aux echeances des politiques de court terme, le Club du Sahel et CINERGIE etaient bien places pour utiliser ces angles de vision.

Toutefois, comme le long terme est subordonne aux decisions individuelles et collectives prises a court terme, on espere que cette etude fera reflechir. Elle devrait permettre de donner un cap aux actions accomplies jour apres jour.

Tel etait le souhait des pays qui ont donne au Secretariat du Club du Sahel et a CINERGIE le mandat de realiser l'etude.

Objets et limites de l'étude

L'etude sur les perspectives a long terme en l'Afrique de l'ouest a pour but de mieux comprendre les grands mouvements qui transforment la region depuis environ un siecle et de reflechir aux prolongements qu'auront ces mouvements, au cours des prochaines decennies. Elle a pour but de faire des hypotheses sur le sens des transformations futures afin d'esquisser la vision d'une image regionale vers 2020. Les auteurs font confiance aux progres scientifiques, a l'ingeniosite des hommes, a leur esprit d'entreprise, a leur desir de vivre et de vivre mieux. Ils sont conscients des risques que porte le futur pour l'Afrique de l'ouest. Ils veulent, malgre des perspectives difficiles, dessiner une image porteuse d'avenir. L'image prospective porte, en elle, un projet. Ce projet devra être mûri et mis en oeuvre par les Africains. Toutefois, les acteurs externes soucieux d'aider l'Afrique devraient être en mesure d'accompagner ce projet.

Le but de l'etude est egalement de montrer que les populations de l'Afrique de l'ouest ont fait des efforts importants pour s'adapter aux transformations de leur monde. En toute probabilite, ces populations poursuivront ces efforts. Ceux-ci ont été accomplis dans des conditions difficiles. Les modes de civilisation etaient peu adaptes au monde moderne, l'encadrement politique et administratif etait mal prepare a l'observation et a la direction du changement, les ressources humaines etaient tres faiblement instruites et formees aux techniques modernes, l'accumulation de capital et la capacite de financement etaient infimes, la construction des nations l'emportait sur la

cooperation regionale Pendant un certain nombre d'annees le contexte international a ete favorable au soutien des efforts africains puis il est devenu mouvant, et la competition y est devenue severe L'aide exterieure abondante, pendant environ deux decennies, n'a pas reussi a sortir l'Afrique de la crise et l'a entretenue dans sa dependance Face a la crise economique mondiale, la confiance de l'Occident en l'avenir s'est emousse et, davantage encore, sa confiance en l'avenir de l'Afrique L'aide publique a diminue

Les auteurs de l'etude ne sous-estiment pas les dangers que de tres grandes et tres rapides transformations font courir a l'Afrique de l'ouest Ils sont convaincus, toutefois, que les opportunités et les difficultés des trente dernières années ont constitué un apprentissage et que, en dépit des conditions extraordinairement contraignantes des prochaines décennies, les sociétés ouest-africaines sauront tirer parti des leçons qui ont été apprises Ils prennent le contre-pied de la vision d'une région sans avenir

Pour dresser le tableau des évolutions passées et dessiner la prospective, les auteurs de l'étude ont recouru à une analyse, plus détaillée que de coutume dans les études prospectives, des changements qui se sont produits dans la géographie humaine, science des rapports entre l'homme et son milieu Ils ont demandé à leur équipe d'experts africains et non africains de disciplines variées statisticiens, démographes, économistes, géographes, agronomes, urbanistes, économistes spécialistes des sciences politiques, d'accepter que la géographie humaine soit la discipline de synthèse de leurs contributions

D'abord surpris par un cadre de référence qui ne leur était pas familier, les experts sont convenus, à l'usage, que la géographie humaine présentait des avantages et qu'elle permettait une lecture des réalités africaines, différente des lectures plus habituelles la géographie humaine est bien adaptée à l'un des caractères signifiants de l'Afrique de l'ouest, qui est d'être une région en voie de peuplement Elle est visuelle, elle cartographie Elle s'efforce de saisir le sens des évolutions longues Elle incite à une certaine modestie Elle rappelle que, face à des bouleversements imprévus, la maîtrise des événements est difficile Elle incite à la patience

S'intéressant aux ensembles et à la longue durée, la géographie humaine n'est pas en mesure d'attacher le même poids aux évolutions à court terme Elle n'est pas en mesure d'entrer dans une analyse détaillée de l'ensemble des évolutions sectorielles C'est sa force, sa particularité, c'est également sa limite On ne trouvera pas, dans les documents de travail qui ont préparé cet aperçu général sur l'étude, d'analyses sectorielles dans les domaines de la santé, de l'environnement, de l'industrie On ne trouvera pas non plus de recettes sur ce qu'il faut faire demain, au plus des suggestions sur quelques orientations souhaitables et quelques priorités suggérées par l'étude L'étude des perspectives à long terme de l'Afrique de l'ouest vient en complément des études nombreuses, soigneuses, faites par des spécialistes de toutes disciplines Elle tente de projeter, sur les évolutions de l'Afrique de l'ouest, la lumière de la longue durée et de puiser dans cette lumière un encouragement à poursuivre l'action

L'Afrique de l'ouest, terre de peuplement

La toile de fond de l'étude est celle d'une Afrique de l'ouest dont le caractère a la fois le plus dynamique et le plus contraignant est d'être une terre en voie de peuplement accéléré Ce peuplement est loin d'être terminé Le doublement de la population totale dans les trente prochaines années est une quasi-certitude Jusqu'au début du siècle, le continent africain n'hébergeait qu'une proportion infime du croît démographique planétaire Il accueille aujourd'hui près d'un habitant supplémentaire sur quatre Aux alentours de 2020, un nouveau-ne sur deux pourrait être africain

L'Afrique de l'ouest n'est pas la première région de peuplement accéléré dans le monde L'Amérique l'a précédée au XIX^{ème} siècle, la Chine et le sous-continent asiatique ont été dans le même cas dans la première moitié du XX^{ème} siècle A la différence de ces continents, le peuplement de l'Afrique de l'ouest se fait dans des conditions particulières

■ l'évolution démographique a commencé plus tard qu'ailleurs et elle s'est faite dans des conditions encore plus difficiles la connexion brutale d'un monde archaïque avec le monde moderne contemporain et la connexion avec les marchés mondiaux ,

■ contrairement à l'Amérique du nord, l'Afrique de l'ouest se peuple à partir de son stock autochtone de populations rurales. Elle ne reçoit pas de migrants, urbanisés, capitalistes, entrepreneurs, apportant durablement leurs compétences et leur épargne,

■ contrairement à l'Inde ou la Chine, vieilles civilisations, qui ont pu s'isoler momentanément du monde pour accomplir (cruellement) leur mutation démographique et sociale, l'Afrique de l'ouest est ouverte à toutes les influences extérieures

À ces facteurs, on peut ajouter les progrès de la médecine et de l'information et la capacité d'intervention des pays développés. Ces capacités sont telles que la mortalité peut baisser bien avant que la société soit mûre pour une diminution de la fécondité

Des populations mobiles et dynamiques

Confrontées au peuplement accéléré, les populations africaines ont réagi avec dynamisme et avec individualisme pour tenter d'améliorer leurs conditions d'existence. Leur esprit d'initiative s'est manifesté de différentes façons. La mobilité dans un espace régional en a été le trait principal, notamment la mobilité vers les villes. Dans les villes, les citadins ont investi leur travail et leur épargne pour se doter d'un cadre de vie acceptable. Ils ont multiplié les créations d'emplois pour absorber le flot ininterrompu de migrants. Les paysans de leur côté, se sont rapprochés des concentrations de populations qui offraient, à leurs produits, des débouchés moins incertains que ceux de populations dispersées. Et tous, ruraux comme citadins, ont tiré parti des biens disponibles, à bas prix, sur les marchés mondiaux pour consommer et s'équiper.

Les auteurs de l'étude ne dissimulent pas que les comportements des populations ont créé simultanément des dynamiques positives et des dysfonctionnements majeurs de toute nature : dysfonctionnements économiques, sociaux, écologiques par exemple. Ils pensent, bien entendu, que les transformations auraient pu se faire autrement et mieux, que les politiques auraient pu être bien plus avisées. Il aurait fallu savoir comment maximiser les opportunités, minimiser les risques et en démêler les effets imbriqués. Tel n'a pas été le cas des États africains, plus attentifs à des stratégies volontaristes de rattrapage des pays avancés, de copie de modèles extérieurs, plus soucieux de stratégies privées d'enrichissement que de l'observation soignée et de l'orientation intelligente des comportements populaires. Tel n'a pas été le cas, non plus, des agences de coopération. Elles n'ont pas saisi l'importance et la rapidité des transformations de la région, elles n'ont pas suffisamment appréhendé le possible et l'impossible. Les auteurs de l'étude ne portent pas de jugement sur le passé : ils s'efforcent plutôt de le comprendre.

De leur point de vue, l'un des résultats positifs de la politique des États africains a été l'attitude de laisser faire. Les gouvernements, à quelques exceptions près, n'ont pas freiné la mobilité des hommes dans l'espace régional. Et cette mobilité, malgré les inconvénients, a été en quelque sorte la respiration d'une région en croissance démographique accélérée.

L'urbanisation facteur principal de la structuration du peuplement

L'urbanisation rapide a été le phénomène le plus frappant des mouvements de la population dans l'espace. L'urbanisation a été l'agent de changement le plus actif de la transformation des mentalités et des comportements.

Contrairement à ce que beaucoup de gens pensent, l'Afrique de l'ouest n'est déjà plus essentiellement rurale. Elle le sera encore moins demain. Contrairement à une opinion courante, l'urbanisation n'est pas nécessairement nocive. Porteuse de stabilisation, elle est également facteur de restructuration et de progrès vers un nouvel équilibre.

L'urbanisation accélérée, en Afrique de l'ouest, s'est faite, jusqu'à présent, sans drame et de façon équilibrée. Si les grandes villes côtières et les capitales se sont développées, c'est également le cas des petites et moyennes agglomérations. Le Nigeria offre sans doute l'image actuelle de ce que pourrait être, dans vingt ou trente ans, l'urbanisation des pays environnants : une majorité

d'urbains vivant dans un monde dur, appelée à mobiliser toute son énergie pour assurer son quotidien, mais qui, finalement, entre progressivement en production

Loi de vider les campagnes, l'urbanisation n'a pas empêché la population rurale de croître d'environ 60 % entre 1960 et 1990. Et la ville a contribué à restructurer le peuplement rural en incitant les paysans à se rapprocher des marchés. Son influence sur la répartition spatiale des populations rurales et de leurs productions restera certainement très forte dans les années futures.

Depuis la crise, la croissance urbaine s'est ralentie. Les Africains de l'ouest ont adapté leurs comportements à des circonstances plus âpres. Toutefois, même si l'on peut imaginer que, dans les prochaines décennies, la croissance urbaine sera moins forte que pendant la période 1960/1990, elle reprendra son cours. L'image de l'urbanisation à l'horizon 2020 esquissée dans l'étude est à la fois saisissante et plausible : une trentaine de villes millionnaires au lieu de 6 en 1990, plusieurs villes côtières formant un cordon urbain de haute densité, soixante villes de plus de 500 000 habitants au lieu de onze en 1990, environ 300 villes de plus de 100 000 habitants, et un semis de quelque 6 000 centres urbains. À l'horizon 2020, entre Benin City et Accra on recensera vraisemblablement 5 villes millionnaires contenant environ 25 millions d'habitants.

On mesure l'effort à faire pour installer les populations et les mettre au travail. De telles évolutions supposent des investissements massifs pour l'équipement et les services sociaux. Elles supposent qu'émergent des talents politiques et administratifs singuliers, aptes à gérer les déséquilibres, les inégalités et les tensions durables, aptes à rassembler les efforts pour des tâches d'intérêt général d'équipement et de formation.

De telles évolutions, que l'imagination peine à concevoir, supposent également des talents de négociation régionale, que la raison, sinon l'inclination, devrait susciter. L'image urbaine des années 2020 fait, en effet, l'hypothèse que les systèmes urbains nationaux, incités à l'autonomie après les indépendances, tendront à s'intégrer en un petit nombre de systèmes sous-régionaux, centres chacun sur une métropole sous-régionale, qui exercera son influence au-delà des frontières nationales. Cette tendance s'accorde avec les pratiques des populations dans l'espace, dont les comportements migrateurs gommant les frontières nationales.

L'urbanisation et la croissance économique

Le développement des villes et l'image urbaine futuriste esquissée dans l'étude ont suscité de nombreux débats parmi les experts associés à l'équipe prospective. Si ces experts se sont entendus sur la contribution de l'urbanisation à la croissance économique depuis trente ans, en revanche ils se sont interrogés sur les caractères particuliers de cette croissance et ils sont convenus que les modèles existants devraient évoluer très fortement pour devenir plus performants.

L'accumulation d'un capital urbain

L'accord a été général sur le fait que, partant d'un capital urbain beaucoup plus faible que celui d'autres régions du monde, l'Afrique de l'ouest a réalisé des efforts considérables au cours des trente dernières années. On estime le capital urbain accumulé à environ 300 milliards de dollars. Ce capital est constitué d'infrastructures publiques, de routes, de marchés ainsi que, tout simplement, de maisons. Les citoyens d'Afrique de l'ouest ont travaillé durement pour financer, largement par leurs propres moyens, le stock de constructions privées réalisées depuis les indépendances qui serait de l'ordre de 200 milliards de dollars, soit les deux tiers du capital urbain total. Les statistiques de comptabilité nationale sous-estiment largement ces investissements. Ces chiffres peuvent être rapprochés du montant total des transferts nets, en valeur actuelle, reçus par l'Afrique de l'ouest entre 1960 et 1990 (environ 50 milliards de dollars).

Compte-tenu de l'image urbaine prospective, les investissements autochtones devront se poursuivre et croître. Or ils ralentissent depuis la crise. Il en est de même des investissements extérieurs publics dans le secteur urbain. Les transferts de ressources nécessaires au financement d'équipements à rentabilité lointaine et différée ont beaucoup diminué. Si le retard pris dans les investissements de fonction locale venait à se prolonger, le cadre de vie des populations en souffrirait durablement et, par ricochet, l'effort productif de l'entreprise, des services et du commerce

qui doit permettre progressivement à la ville de devenir plus solvable et à l'agriculture de trouver, dans les marchés urbains, une plus grande prospérité

La création d'emplois dans les villes

Recevant sans cesse, depuis trente ans, des flux de ruraux en quête de travail et de vie meilleure, les villes africaines se sont adaptées à la demande comme elles le pouvaient. Les entreprises modernes étrangères, exigeantes en qualifications, en productivité, en débouchés, soucieuses d'amortir rapidement le capital investi dans un contexte risqué, n'étaient en mesure d'absorber qu'une minorité de migrants. C'est en réponse à une demande massive d'emplois, que le secteur informel, sollicité, s'est étendu comme un raz de marée.

L'informel se prêtait bien à l'offre de travail d'une main d'œuvre peu instruite et sans grande qualification. Il offrait l'occasion d'un apprentissage de la division du travail peu pratiquée dans le milieu rural. Il obligeait à une productivité suffisante pour couvrir des besoins financiers plus élevés en ville qu'à la campagne, mais sans montrer à cet égard beaucoup d'exigence. Il permettait de satisfaire des besoins essentiels en recourant à des techniques simples. Bref, sa vocation était -et reste toujours- d'accueillir et d'occuper le maximum possible de nouveaux venus et non d'accroître la productivité, au sens de la production croissante de biens et de services par unité de travail.

Malgré la faible productivité du secteur informel, les villes sont des lieux de croissance de la productivité grâce à la densification du peuplement et des échanges. Le milieu urbain concentre une part croissante de l'activité économique et du produit régional brut, sa participation est passée de 38 % en 1960 à 66 % en 1990 et cette participation aurait été plus forte si la crise n'avait pas fortement réduit les progrès de l'économie en Afrique de l'ouest. L'économie urbaine fait déjà une contribution significative aux évolutions de la région.

Cette contribution devrait, toutefois, s'accroître pour que la ville devienne en quelque sorte le moteur du développement. Et c'est sur cette éventualité que les experts ont exprimé des opinions différentes.

■ pour les uns, le modèle actuel, inégalitaire et excessivement rentier, de l'économie urbaine pourrait bien bloquer les avancées de la ville, donnant la tentation à l'État, très sensible au pouvoir de pression des citoyens, de procéder à des ponctions sur tout ce qu'il peut trouver. L'aide extérieure, le milieu rural, le commerce extérieur, le foncier, voire le trafic illicite de la drogue. Dans ce cas, la vision que l'on peut avoir du développement de l'Afrique est pessimiste,

■ pour les autres, les probabilités d'une ville sans progrès de la production sont faibles. À leur avis, certains signes encourageants permettent de penser que la société urbaine pourrait sécréter, en son sein, de nouveaux dynamismes. Ces signes, de nature différente, peuvent être regroupés autour du concept nouveau pour l'Afrique de "compétitivité". Quels sont, à l'heure actuelle, ces signes avant-coureurs de changements porteurs d'avenir ? Ce sont en particulier les suivants

- la société civile se différencie, elle s'organise face au pouvoir politique. La lutte entre intérêts divergents s'y fait plus forte, la nécessité de survie dans un monde de plus en plus plein se fait exigeante, de sorte que la compétition politique devient un facteur de changement. Jusqu'à présent les sociétés africaines, essentiellement rurales, étaient hiérarchisées et égalitaires,
- le moteur des échanges traditionnels avec le monde extérieur s'essouffle. L'Afrique est obligée de prendre en compte la concurrence mondiale. La récente dévaluation du franc CFA montre que l'essor des productions locales agricoles et industrielles, les échanges régionaux, la diminution du prix des services sociaux et la compétitivité des exportations africaines ont fini par prendre le pas sur les considérations politiques. D'autres mesures suivront pour aviver l'économie. Il se peut que ces mesures donnent une plus grande chance aux productions nationales pour les échanges régionaux et pour l'exportation,
- une classe d'entrepreneurs africains commence à émerger. Sa formation, ses connaissances, son esprit, favorisée par les contacts avec l'extérieur, la rapproche des classes d'entrepreneurs existants dans d'autres régions du monde. L'esprit de compétitivité fait partie du caractère des nouveaux entrepreneurs africains.

Malgré ces évolutions, les progrès de l'économie urbaine seront, bien entendu, difficiles et lents. L'étude des perspectives à long terme en Afrique de l'ouest ne croit pas à une forte croissance du secteur industriel, commercial et des services modernes. Les circonstances financières, juridiques, économiques et politiques n'y seront pas favorables et la concurrence avec d'autres régions du monde sera trop forte pour que les investissements étrangers affluent en Afrique de l'ouest. Le secteur informel restera le grand pourvoyeur d'emplois peu productifs. La majorité des urbains continueront dans les années 2020 d'en tirer de maigres revenus. Toutefois, le secteur informel africain pourrait connaître une différenciation progressive. On assisterait à la création d'entreprises intermédiaires, petites et moyennes, dont les promoteurs seront des citoyens, nés de parents citoyens, disposant d'une certaine culture urbaine. Dans les régions de forte densité, ces entreprises commenceront à disposer de marchés significatifs. Elles deviendront, sans doute, plus attentives qu'elles ne l'ont été jusqu'à présent, à la conquête de ces marchés.

Comme on l'a déjà montré, ces transformations seront malaisées. Compétition et concurrence fortes dans des économies de pénurie sont porteuses d'inégalités sociales fortes, c'est à dire de progrès mais également de tensions et de relations sociales brutales. De tels modèles sont antipathiques aux occidentaux, imprégnés de la sensibilité sociale du XX^{ème} siècle. Ces modèles n'en restent pas moins, pour la fraction optimiste des auteurs de l'étude, les modèles les moins improbables du développement urbain des prochaines décennies en Afrique de l'ouest.

Les ruraux en quête de marchés

Reagissant aux besoins alimentaires de populations en croissance accélérée, et de plus en plus urbanisées, les performances de l'agriculture vivrière en Afrique de l'ouest n'ont pas été mauvaises. En combinant différentes méthodes pour compenser le caractère peu fiable des statistiques, les auteurs de l'étude ont estimé que la production vivrière avait augmenté de 2 % par an entre 1960 et 1990. Cette augmentation n'a pas été suffisante pour couvrir les besoins. Le solde est venu des importations commerciales et des aides alimentaires abondantes (trop abondantes) que les gouvernements ont reçues. Toutefois, le retard de la production vivrière par rapport à la croissance de la population n'est que de trois années et le taux des importations alimentaires, exprimées en calories, a un peu plus que doublé par rapport à 1960 (14 % au lieu de 6 %). Ce niveau de dépendance reste relativement modeste par rapport à celui d'autres régions du monde.

Les cartes de répartition spatiale de la population agricole montrent que les sollicitations des marchés urbains ont joué un rôle significatif dans la performance de l'agriculture vivrière. Les paysans se sont rapprochés des villes pour augmenter et sécuriser leurs revenus. Outre la mobilité physique, les paysans ont commencé à modifier la productivité, les rendements, les structures et les techniques de production. Certes, l'intensification de l'agriculture est encore timide et localisée. Les conditions de l'intensification et les conditions d'une agriculture durable sont encore rarement réunies. Le marché régional joue encore un faible rôle dans les échanges alimentaires. Toutefois, les évolutions de l'agriculture vivrière au Nigeria offrent peut-être un exemple de ce qui pourrait se passer dans d'autres pays d'Afrique de l'ouest et dans la région. Les États de la Fédération nigérienne trouvent, dans leur espace, une part croissante des produits nécessaires à leur alimentation et n'en importent plus guère. La densité des populations, les liaisons intérieures entre marchés, financées lorsque le prix du pétrole était élevé, la pénurie de devises endémique depuis que les marchés de l'énergie se sont retournés, ont été propices au développement du vivrier national - dans une faible mesure encore du vivrier régional - et défavorables aux importations en provenance des marchés mondiaux.

Si la production vivrière s'est relativement bien comportée en Afrique de l'ouest, en revanche, l'agriculture d'exportation a déçu depuis une dizaine d'années. Ce sont les performances médiocres de cette agriculture qui expliquent l'insuffisance des progrès agricoles d'ensemble. L'évolution des prix mondiaux, le taux de change du franc CFA, les insuffisances des politiques étatiques et les ponctions rentières des États ont joué un rôle important dans le comportement des paysans et dans l'affaiblissement de la compétitivité africaine. Comme l'agriculture d'exportation restera, dans l'avenir, un des principaux pourvoyeurs de devises, les insuffisances des politiques antérieures devront être redressées.

Les auteurs de l'étude ont estimé, d'un commun accord que, malgré les problèmes à résoudre - nombreux et complexes - malgré les risques écologiques très graves dans certaines régions, en particulier les zones sahéniennes et les zones littorales de plus en plus densément occupées, les perspectives du développement agricole vivrier ne sont pas défavorables en Afrique de l'ouest. Plusieurs facteurs devraient contribuer à une évolution heureuse, mais qui peut aller dans le bon sens. Ces facteurs sont les suivants :

- les populations paysannes continueront de se déplacer vers les espaces agricoles utiles, comme elles l'ont déjà fait au Nigeria. Au cours des trente prochaines années, l'occupation de l'espace agricole utile sera pratiquement achevée pour l'ensemble de la région, ce qui contraindra les agriculteurs à passer de la phase extensive actuelle à une phase d'intensification et de rendements croissants,

- les paysans continueront à se rapprocher des marchés urbains. Pour répondre à la demande croissante de ces marchés, des exploitations agricoles capitalistes se mettront en place progressivement. L'implantation de ces exploitations sera dictée, essentiellement, par les opportunités foncières. On assistera, probablement, à la mise en place d'une agriculture moderne, marchande, prioritairement orientée vers le marché intérieur et vers le marché régional.

Ces évolutions envisagées par l'étude, se feront moins difficilement si les États résistent aux sollicitations pressantes du marché mondial. Elles se feront moins difficilement si la mobilité des populations paysannes peut être préservée. Ces conditions contrarient fortement certaines conceptions du développement de l'Afrique. Elles contrarient certains intérêts du monde occidental. En outre, la vision donnée dans l'étude pour le développement de l'agriculture vivrière comme pour le développement de l'économie urbaine est fortement inégalitaire. La pression démographique, la qualité des ressources physiques disponibles et l'existence de débouchés commerciaux donneront un potentiel d'intensification très variable selon les zones et nombreux seront les paysans qui, aux côtés d'une fraction de paysans aisés, trouveront difficilement leur place dans le processus de transformation de l'agriculture. Pour les auteurs de l'étude, le progrès, dans une économie de peuplement accéléré, est à ce prix, un prix qui comporte des tensions sociales permanentes et parfois aiguës. Mais le plus important n'est-il pas qu'il y ait progrès ?

Une région en voie de peuplement, en déséquilibre prolongé

Au terme de cette brève introduction à l'étude sur les perspectives à long terme en l'Afrique de l'ouest, on fera quelques observations et l'on posera quelques questions dans les lignes suivantes :

L'Afrique de l'ouest, région de peuplement accéléré, sera, pendant une longue période, une région en déséquilibre. Même si tout doit être fait pour diminuer la fécondité des femmes, ces efforts ne se traduiront, dans la croissance démographique, qu'à moyen et surtout à long terme. Le doublement de la population en trente ans est une quasi-certitude. C'est même, de toutes les données dont on dispose sur l'avenir de la région, la donnée la moins incertaine. Si ce fait est reconnu et accepté, la question cruciale que l'on doit poser est celle des dispositions à prendre pour que le peuplement puisse se faire dans des conditions acceptables. Quelles sont les conditions prioritaires que la bonne organisation du peuplement de la région nécessite ? On en citera deux qui paraissent très importantes : la décentralisation de l'État et l'organisation de la société civile. La décentralisation de l'État doit permettre, après une réflexion concertée sur l'aménagement du territoire, de responsabiliser les villes et les communautés villageoises en la matière. L'organisation de la société civile doit permettre de réfléchir au présent et à l'avenir, d'amortir les chocs prévisibles en les négociant et de prévoir les moyens locaux de financement des biens collectifs liés au peuplement.

L'Afrique de l'ouest, région de peuplement accéléré en déséquilibre prolongé, sera soumise à de fortes tensions politiques, économiques, sociales, écologiques, etc. Les évolutions de la région seront heureuses, instables et contrastées. Comment faire au mieux pour accompagner les évolutions positives et minimiser les risques et les régressions ? L'une des sources majeures de tensions sera probablement les migrations des régions pauvres vers les régions mieux dotées en ressources et vers les villes. Les estimations de l'étude tablent sur des migrations entre pays de la région d'environ vingt millions de personnes au lieu de huit millions entre 1960 et 1990. Comment éviter que les migrations à l'échelon national et régional soient sources de conflits ? Et quel pourrait être l'ordre

de grandeur des migrations vers le monde extérieur si le développement ne suit pas l'évolution des besoins d'emplois de populations croissantes ? Dans ce domaine, comme dans d'autres, une société civile beaucoup plus consciente et beaucoup mieux organisée peut contribuer aux arbitrages et aux négociations qui devront se faire pour protéger les migrants de l'arbitraire et de la précarité

L'Afrique de l'ouest, région de peuplement accéléré, devra gérer, en permanence, la pénurie des ressources financières, techniques et humaines. Au cours des trente prochaines années, les écarts entre l'offre et la demande de ces ressources resteront aigus. Les tentations de solutions illégales resteront fortes.

Les ressources des États seront relativement modestes par rapport aux besoins, quelles que soient les tentatives d'accroître les prélèvements. Le capital foncier rural et la richesse urbaine augmenteront lentement. Les États devront compléter les prélèvements directs et indirects par des prélèvements sur les transactions commerciales. Ils devront cependant modérer, dans ce domaine, les excès passés, faute de quoi la compétitivité des exportations et de la production pour les marchés nationaux et régionaux serait compromise. Que faire pour trouver les ressources nécessaires au financement des besoins collectifs énormes ? Ne faudrait-il pas, en complément des investissements publics et privés, recourir à des formes nouvelles d'investissement-travail pour mieux satisfaire la demande d'éducation, de santé publique et pour l'entretien des infrastructures, par exemple ? Ne faudrait-il pas entreprendre des expériences novatrices dans l'éducation de masse en se servant des technologies modernes, aujourd'hui disponibles ? Pour résoudre l'immense problème de l'instruction des jeunes, la pensée et l'action sont restées, jusqu'à présent, indigentes.

Les évolutions de l'aide publique extérieure sont difficiles à prévoir. L'analyse des tendances passées fait ressortir le caractère cyclique de l'aide : abondante pendant les années de prospérité, plus limitée pendant les années de crise et fortement érodée par l'endettement. L'endettement vis-à-vis des organismes multilatéraux risque de poser, dans l'avenir, des problèmes sérieux à certains États. L'étude plaide en faveur d'aides extérieures publiques prévisibles, concessionnelles, ciblées pour suppléer à la faiblesse de l'épargne intérieure. Elle plaide pour que l'aide publique soit consacrée, dans une mesure significative, aux investissements de peuplement : infrastructures économiques, infrastructures urbaines, investissement de fonction locale, aménagement du territoire. Les auteurs de l'étude croient que les populations qui ont fait preuve, jusqu'à présent, d'ingéniosité, d'esprit de mouvement et d'ajustement aux circonstances sauront utiliser les infrastructures mises à leur disposition pour travailler, produire, échanger. Comme l'aide publique est actuellement partagée entre le redressement des grands équilibres et une quantité d'objectifs plus ou moins utiles, comme la part de l'investissement à long terme est devenue congrue, les propositions faites dans l'étude supposent des choix rigoureux et des changements auxquels il serait utile de réfléchir. L'aide extérieure ne se donne-t-elle pas trop d'objectifs et trop de fonctions ? Doit-elle être recentrée ?

Les évolutions futures des ressources extérieures privées sont nuancées. L'Afrique de l'ouest peut exploiter bien mieux qu'elle ne l'a fait ses produits de base mais les tendances longues ne sont guère haussières, malgré les poussées cycliques, à l'exception de l'énergie. Les exportations non traditionnelles vers les marchés mondiaux augmenteront de façon mesurée. Les prêts et les investissements extérieurs privés peuvent croître mais la concurrence des régions dynamiques d'Amérique latine et d'Asie sera forte. La pénurie de devises risque donc d'être endémique en Afrique de l'ouest, ce qui n'a pas que des inconvénients, en particulier pour la naissance de l'entreprise africaine et l'expansion du marché régional. Comment favoriser cette naissance et cette expansion ?

Les auteurs de l'étude sont bien conscients que les circonstances actuelles se prêtent difficilement à une réflexion sur la longue durée. La crise économique des pays développés n'est pas encore dissipée, les ajustements à de nouvelles circonstances seront longs. L'esprit du temps est dominé par l'incertitude. L'Afrique a mauvaise presse. Toutefois, les experts qui ont travaillé dans le cadre de l'étude sont convaincus qu'une vision plus claire de l'avenir pourrait mieux justifier les actions de court terme et leur donner un cap. Abandonner à lui-même un continent en peuplement, qui donne la preuve de son dynamisme malgré la précarité de sa condition, serait une erreur grave et, en quelque sorte, un aveuglement sur les conséquences de cette politique.

Aussi fera-t-on, pour terminer, quelques suggestions communes aux africains et aux pays qui veulent aider l'Afrique. Ces suggestions sont destinées à préparer l'avenir, à éclairer les choix, en espérant que les décisions qui devront suivre, après un temps de maturation, ne seront pas trop longtemps différées.

Quelques suggestions de travail pour tirer parti de l'étude

La negociation et l'arbitrage des conflits

On espere que l'etude aura montre, avec des preuves suffisantes, que parmi les caracteres specifiques de l'Afrique de l'Ouest, il en est deux qui exerceront une influence determinante sur l'avenir être pour longtemps une region en voie de peuplement , être pour longtemps une region en desequilibre On espere egalement que l'on aura montre avec suffisamment de clarte qu'a l'avenir, de même qu'au cours des trente dernieres annees, la mobilite des populations, le changement de leur repartition spatiale resteront parmi les conditions essentielles des progres du developpement

Peuplement accelere, desequilibre prolonge et migrations importantes mettront l'Afrique de l'ouest en danger permanent de desordres et de conflits Les migrations previsibles vers les villes et vers les regions les mieux dotees en ressources risquent d'aiguiser les tensions nationales et regionales, en particulier aux plans social et ethnique Ces menaces de tensions sont tres dangereuses dans des pays ou les institutions sont faibles et ou la societe civile, mal organisee, n'est pas en mesure d'attenuer les chocs

Les africains sont conscients de ces problemes Ils ont commence a discuter des mesures qui permettraient d'arbitrer les conflits Ils envisagent la creation d'une force africaine d'intervention

Il semble que la reflexion et l'action necessaires pour le developpement a long terme de l'Afrique de l'ouest puissent difficilement être dissociées d'une reflexion sur l'arbitrage et la negociation des conflits nationaux et regionaux Comment cette jonction pourrait-elle être faite ? Ne serait-il pas necessaire, dans un premier temps, de porter les resultats de l'etude au niveau politique le plus eleve, en Afrique, afin de sensibiliser les responsables aux opportunités et aux risques de l'avenir et aux mesures qui devraient être prises pour maximiser les uns et minimiser les autres ?

Choisir les grands investissements prioritaires

L'etude montre que les besoins d'investissements publics, lies au peuplement, seront immenses en Afrique de l'ouest, alors que les ressources locales et etrangeres pour les couvrir seront insuffisantes D'ou la necessite ineluctable de faire des choix Les choix seront cruels Il seront plus proches de l'economie de guerre (gerer la penurie) que de l'economie de paix (gerer l'abondance)

L'essentiel des besoins d'investissements publics, economiques et sociaux, devra être couvert par les Africains eux-mêmes Les ressources de l'Etat n'y suffiront pas Les etudes nationales sur les perspectives de developpement a long terme devraient être l'occasion d'un debat sur les methodes et les moyens de mobiliser la societe civile pour completer les actions de l'Etat Les secteurs aux besoins particulierement critiques sont l'education de masse (alphabetisation), la sante publique et l'hygiene de base, la preservation des ressources naturelles et l'entretien des infrastructures Les aides etrangeres ne pourront couvrir que tres partiellement les besoins dans ces domaines

Pour les auteurs de l'etude, l'aide exterieure doit être conduite, a l'avenir, par la vision d'une Afrique de l'ouest en voie de peuplement Le fil directeur de son action doit être de favoriser la fluidite des relations economiques dans l'espace regional , investissements d'infrastructure de communication pour faciliter les echanges et la mobilite des hommes, investissements de fonction locale dans les villes, bref, investissements a rentabilite lointaine et differee pour lesquels l'epargne locale ne suffira pas Comme il s'agit d'investissements lourds et longs, il conviendrait que les agences de cooperation acceptent de rechercher un accord avec leurs partenaires africains sur les modalites d'un programme d'investissement a moyen terme

Soutenir les evolutions de l'agriculture

L'agriculture continuera a jouer un rôle essentiel dans les societes ouest-africaines Elle va rester durablement un des principaux pourvoyeurs de devises de la region, qui dispose d'atouts importants dans la production des produits tropicaux , elle devrait montrer le chemin de l'intensification des echanges regionaux a l'horizon 2020, on estime que la moitie environ des importations alimentaires

des pays ouest-africains devrait provenir de pays voisins , enfin, la capacité des zones rurales a reguler les emissions de migrants en fonction de la sante economique des villes sera un element essentiel de la stabilite sociale et politique de la region

Pour être en mesure de jouer durablement ces trois rôles fondamentaux, l'agriculture doit passer de pratiques essentiellement basees sur la consommation minière des ressources naturelles, qui buttent sur la saturation progressive de l'espace cultivable et son epuisement, a des pratiques assurant le renouvellement de la fertilite des terres Cette evolution mene a une agriculture plus intensive, utilisant a la fois plus de travail et plus d'intrants a l'hectare

La capacite de passer a cette agriculture intensive est fortement determinee dans l'espace par la qualite des ressources naturelles, le degre de saturation dans leur utilisation, et les incitations du marche dans la zone consideree (existence de marches remunerateurs) On sait par avance que toutes les zones ne pourront realiser simultanement cette intensification certaines zones moins bien dotees ou depourvues d'opportunités auront du mal a compenser les ponctions effectuees sur le milieu naturel Les evolutions du volume et du dynamisme de la demande urbaine seront tres importantes pour determiner les capacites d'investissement des ruraux Il existe toutefois une serie de dynamiques et d'orientations susceptibles de maximiser le nombre des ruraux qui participeront de ce mouvement vers l'intensification, en particulier

- les collectivites locales doivent s'organiser pour obtenir des outils adaptes a la gestion de systemes de production en pleine mutation (cadres legislatifs adaptes, en particulier dans le domaine foncier, structures decentralisees de credit agricole, aménagements concertés des terroirs) ,
- les producteurs agricoles doivent egalement pouvoir s'organiser et influencer sur la definition des politiques agricoles, de pair avec les commerçants, transformateurs et consommateurs des produits agricoles ,
- la transparence et la previsible des marches des produits agricoles doivent être optimises, l'environnement macro-economique de la production doit être favorable, il doit, en particulier, limiter la pression a l'importation de produits subventionnes ou declasses

Encourager la cooperation regionale

L'etude montre que les risques d'essoufflement des exportations traditionnelles, les difficultes de penetration des marches mondiaux pour les exportations nouvelles, la modicite des prêts et des investissements prives et l'insuffisance de l'aide publique entraineront des penuries de devises endemiques Ces penuries frapperont malheureusement l'equipement mais elles pourraient avoir des effets plus benefiques sur le ralentissement des importations de produits de consommation

Les penuries de devises pourraient donner plus de chances au marche regional

Les esprits africains sont mal prepares a laisser faire le marche regional Les Etats - plus que les peuples- considerent la concurrence a l'echelon regional comme nefaste, de la même façon qu'ils consideraient jusqu'a recemment, la competition sur les marches nationaux comme dangereuse

Les agences de cooperation, malgre leurs declarations, ne sont pas tres favorables, non plus, a la cooperation regionale Elles sont moins hostiles qu'on ne le pense a la balkanisation La coupure de fait qui s'est etablie entre les pays francophones et les pays anglophones, revelee par exemple dans le trace des reseaux de transport et dans l'organisation des marches, paraît a certains preferable a des relations plus etroites Les infrastructures regionales et les equipements regionaux ne se developpent pas au rythme des besoins L'existence de zones monetaires differentes complique les transactions commerciales regionales

Les Africains de l'ouest doivent prendre, eux-mêmes, l'initiative d'un dialogue documente sur les avantages et les inconvenients de la situation actuelle et sur les perspectives des marches regionaux Un dialogue africain serieux, fonde sur l'observation soigneuse des faits, engageant simultanement les fonctionnaires et les hommes d'affaires devrait être soutenu par les agences de cooperation

Accompagner le développement de la société civile

Le Club du Sahel et la cellule CINERGIE ont pris l'initiative de créer un réseau de l'entreprise en Afrique de l'ouest parce qu'ils ont pensé que la création progressive d'un tissu d'entreprises africaines qui se modernisent est l'une des conditions principales de l'amélioration des revenus citadins et indirectement des revenus ruraux. Ils ont estimé également qu'une meilleure organisation des entrepreneurs peut faire évoluer les attitudes et les comportements de l'Etat vis-à-vis de l'entreprise et aider les entrepreneurs à se prendre en main.

De nombreuses conditions sont nécessaires pour favoriser le dynamisme des entrepreneurs africains, par exemple

- l'organisation de réseaux d'entrepreneurs à l'échelon national et régional. Outre l'amélioration du climat général de l'entreprise, ces réseaux peuvent mieux partager qu'ils ne l'ont fait jusqu'à présent les expériences techniques, gestionnaires, commerciales. Les exportateurs pourraient tirer ensemble les leçons des blocages et des opportunités sur les marchés mondiaux. Ils pourraient mieux saisir les opportunités d'association pour vendre sur les marchés régionaux,
- l'organisation de réseaux financiers à l'échelon national et régional afin de tirer parti des expériences en cours (marchés des valeurs, sociétés de capital risque, création de banques d'affaires locales etc) en vue d'acquies de l'expérience et de l'autonomie.

Bien d'autres associations peuvent être créées par la société civile africaine. Les associations professionnelles agricoles, à l'échelon national et régional, les associations éducatives, religieuses, artistiques, les associations de bénévolat et d'entraide pour la satisfaction des besoins collectifs (santé, hygiène, propreté de la ville, etc)

Les associations politiques émanant de la société civile ont également un rôle de plus en plus important à jouer pour recueillir l'information, réfléchir et faire réfléchir, former les cadres, alerter les politiques avant que les situations ne deviennent conflictuelles.

La société civile, en Afrique de l'ouest, se trouve déjà et se trouvera encore davantage face à des défis qu'il lui faudra relever. Elle se trouvera face à des carences de l'Etat qu'elle devra combler. Une réflexion d'ensemble sur les progrès accomplis, les progrès à faire, sur les mesures d'accompagnement possibles pourrait être entreprise à la lumière des perspectives tracées dans l'étude.

L'observation et l'analyse des faits

Tout au long de leur temps d'étude, les experts se sont attachés à recueillir et à traiter le maximum de faits et d'observations sur les évolutions longues en Afrique de l'ouest. Ils ont constitué, ainsi, en dépit des insuffisances des statistiques disponibles, une base de données originale rapprochant des sources démographiques, géographiques, économiques et sociales.

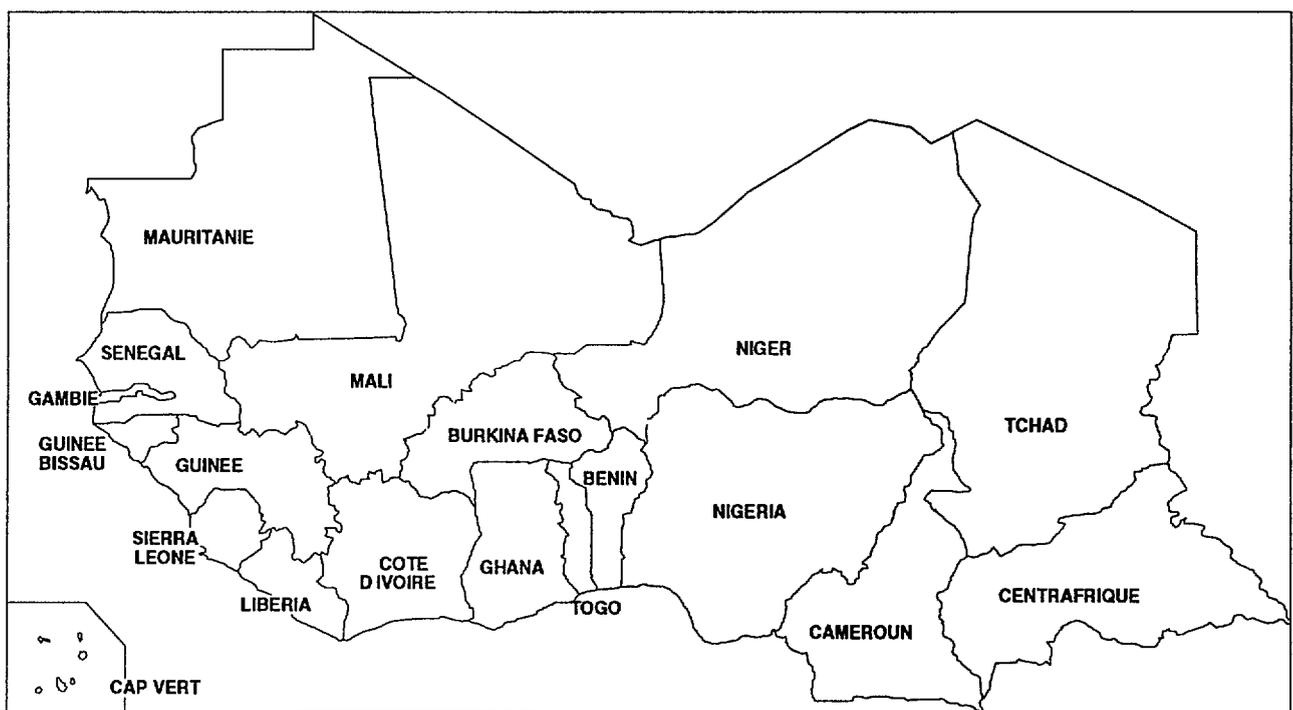
L'étude montre que les grandes transformations régionales qui seront la conséquence du peuplement, des migrations, de l'urbanisation, des dynamiques économiques nouvelles, des relations entre villes et campagnes, des interactions entre la production et les marchés exerceront des effets positifs et négatifs sur le développement. Il faudra être en mesure d'accompagner les tendances positives et de minimiser les tendances négatives.

La connaissance étant la condition première des décisions clairvoyantes, on espère que les Etats d'Afrique de l'ouest et les aides étrangères se doteront de moyens plus fiables pour observer, comprendre, anticiper ces changements et les besoins d'une région en peuplement accéléré. Il serait possible de commencer modestement ce travail en bâtissant sur les acquis de l'étude.

Le Club du Sahel, le CILSS et la cellule CINERGIE-BAD-OCDE travaillent ensemble pour faire avancer ces objectifs. Ils espèrent que les agences de coopération voudront bien s'y associer.

Anne de Lattre

***Le champ de l'étude
des perspectives à long terme
en Afrique de l'ouest :***



***... les pays sahéliens
et les pays côtiers
du golfe de Guinée.***

PREMIERE PARTIE

L'AFRIQUE DE L'OUEST

EN MUTATION DE LONG COURS

Depuis les indépendances, l'Afrique de l'ouest a connu une double pression une croissance démographique d'une rare ampleur, assortie d'une connexion brutale aux marchés mondiaux (→ 1 1)

Cette pression, qui a profondément marqué l'évolution de la région, devrait rester élevée dans les trente prochaines années, entraînant de nouveaux changements c'est pourquoi la réflexion de long terme y est nécessaire (→ 1 2)

En dépit de l'ampleur de ces défis, grâce à la souplesse de l'économie populaire, les économies ouest-africaines ont su fournir les biens et services essentiels à leurs populations Mais cela s'est fait au détriment d'une croissance économique plus classique (→ 1 3)

La manifestation la plus visible du processus d'adaptation des populations ouest-africaines a été l'importance des mouvements migratoires vers le sud, vers les côtes et, surtout, vers les villes (→ 1 4)

À elles seules, ces dernières ont réussi à accueillir près de 70 millions d'habitants supplémentaires répartis dans près de 3000 villes (→ 1 5) et à leur fournir revenus et logement (→ 1 6)

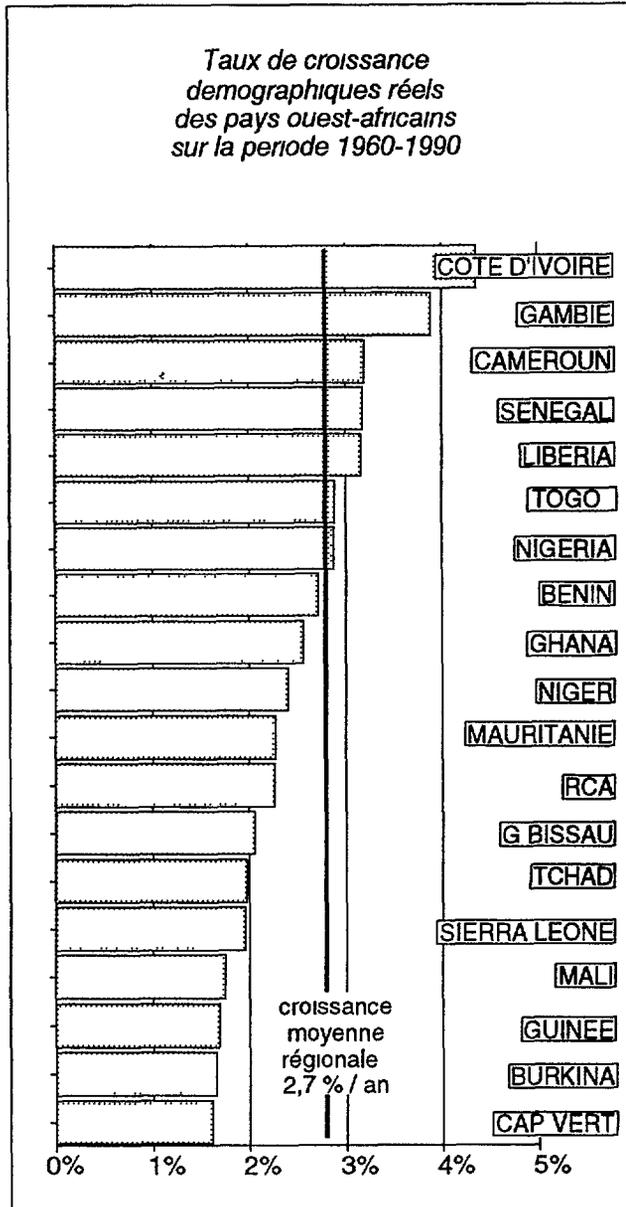
L'agriculture s'est engagée progressivement dans l'économie de marché (→ 1 7) Elle a répondu, avec un retard finalement peu important, à l'augmentation de la demande alimentaire, le marché vivrier prenant une importance croissante dans l'économie rurale (→ 1 8)

Les trente dernières années se caractérisent ainsi par des apprentissages multiples Les élites des jeunes États indépendants doivent défendre un bilan mitigé face à une concurrence croissante pour le pouvoir (→ 1 9)

Plus généralement la période passée a vu l'apogée puis le déclin de systèmes organisés autour du partage des rentes et l'émergence de la compétition économique et sociale (→ 1 10)

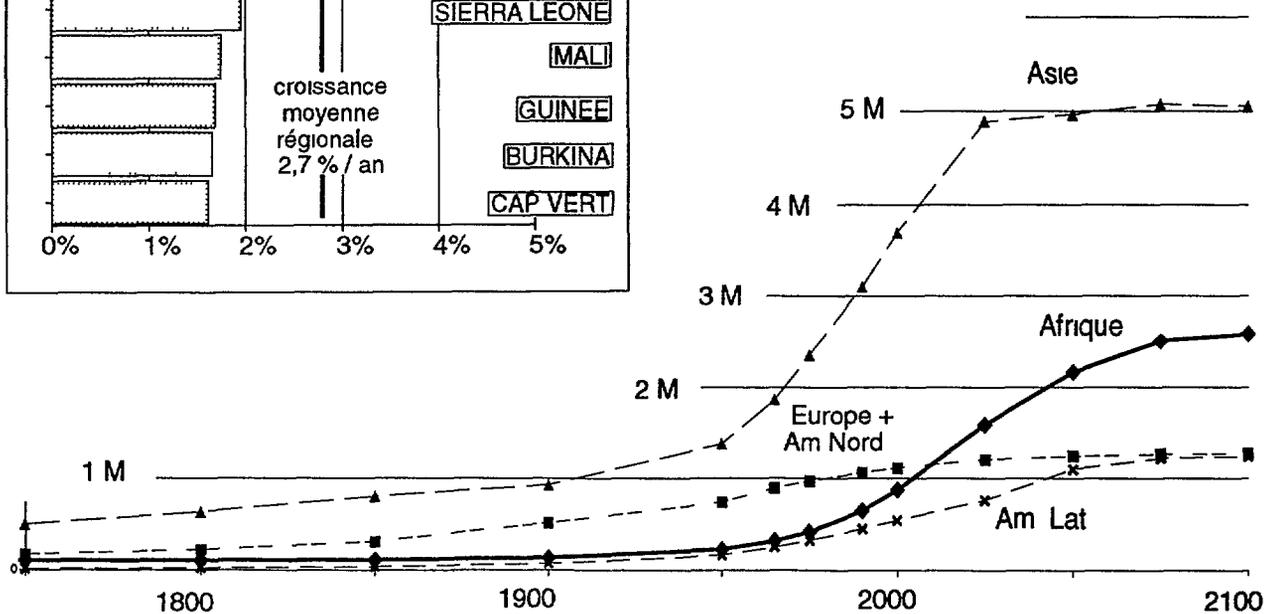
1 1 UN DOUBLE CHOC INITIAL UNE CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE RAPIDE ET UNE CONNEXION BRUTALE AUX MARCHES INTERNATIONAUX

L'Afrique de l'ouest a été confrontée depuis 1960 à un double choc. A l'intérieur, une croissance démographique d'une rare ampleur. A l'extérieur, une immersion brutale dans une économie internationale elle-même en mutation rapide. Ces deux chocs simultanés ont obligé la région à changer en profondeur en comptant d'abord sur ses propres forces.



La population de l'Afrique au sud du Sahara, et en particulier de l'Afrique de l'ouest, a stagné jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle, tandis que la plupart des autres continents étaient déjà en pleine croissance démographique. Elle n'a commencé à croître de façon significative qu'au début du XX^{ème} siècle. Mais ce n'est qu'après la deuxième guerre mondiale, avec l'amélioration des conditions sanitaires et médicales, que le boom démographique a pris son essor. Depuis cette époque, la région enregistre régulièrement des taux de croissance démographique élevés, proches de 3% (2,7% par an en moyenne régionale sur la période 1960-1990). Cette croissance soutenue a mené la région d'un effectif total de 40 millions d'habitants en 1930 à 85 millions en 1960 et 215 millions aujourd'hui.

De tels taux de croissance, qui entraînent un doublement de la population tous les 25 à 30 ans, constituent un choc auquel peu de régions dans le monde ont été confrontées. Ce choc est d'autant plus violent qu'il s'accompagne d'une profonde mutation des conditions de développement économique.



Evolution des effectifs des grandes régions du monde entre 1750 et 2100 en milliards d'individus

Une connexion rapide à l'économie internationale

En effet, la croissance démographique exceptionnelle de l'Afrique de l'ouest s'accompagne d'une autre mutation majeure sa connexion à l'économie internationale, pour l'essentiel après la deuxième guerre mondiale et surtout à partir des indépendances

La période précoloniale et la période coloniale ont peu préparé la région à la compétition économique. La faible valorisation économique était essentiellement basée sur l'exploitation des avantages comparatifs "naturels" matières premières minières ou produits agricoles tropicaux

Lors des indépendances, les jeunes États ouest-africains sont entrés de plain-pied dans les marchés mondiaux, siège d'une compétition économique à laquelle ils étaient peu et mal préparés

Pour faire face aux besoins d'une population croissante, pour construire des nations modernes, pour satisfaire aux exigences d'une jeune classe dirigeante aspirant à rattraper rapidement les pays développés, les besoins étaient immenses. Confrontés à ces énormes besoins, les pays ouest-africains ont continué à baser leur croissance économique sur leurs atouts naturels, les plus

faciles à mobiliser : une agriculture pionnière vivant de ponctions sur les ressources naturelles et l'exploitation de matières premières minérales lorsqu'ils en détenaient. À cette source sont venus s'ajouter les transferts internationaux, qui dans certains pays sont devenus dominants

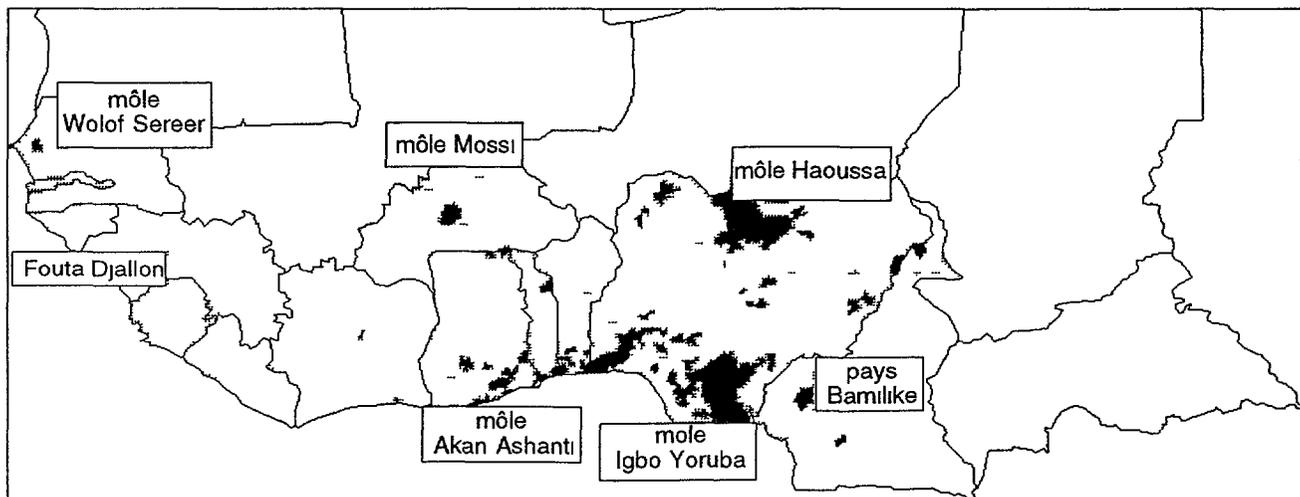
Sous la pression des multiples demandes exprimées dans les sociétés, peu d'investissements ont été consentis pour diversifier les sources de revenu des économies nationales. Ces dernières sont restées, sur l'ensemble des trente dernières années, extrêmement dépendantes des cours de matières premières et des transferts internationaux

Un double choc qui oblige les sociétés à changer

Ce double choc a entraîné une véritable révolution dans les sociétés ouest-africaines, une rupture rapide et irrévocable de la plupart des équilibres anciens. L'essentiel des efforts consentis par les populations au cours des trente dernières années a répondu, directement ou indirectement, à la nécessité de s'adapter aux changements induits par ces deux chocs initiaux

C'est le sens et les résultats de ces efforts que l'on essaie de comprendre dans les pages qui suivent, ainsi que leurs évolutions à venir

En 1960, la répartition de la population ouest-africaine est encore très fortement marquée par l'histoire. De 1960 à 1990, elle va se réorganiser profondément pour répondre aux sollicitations de l'économie régionale et internationale



Densité de population rurale en 1960



densité inférieure à 20 hab/km²



densité comprise entre 20 et 60 hab/km²



densité supérieure à 60 hab/km²

1 2 LES CHANGEMENTS SE POURSUIVront AVEC VIGUEUR AU COURS DES TRENTE PROCHAINES ANNEES

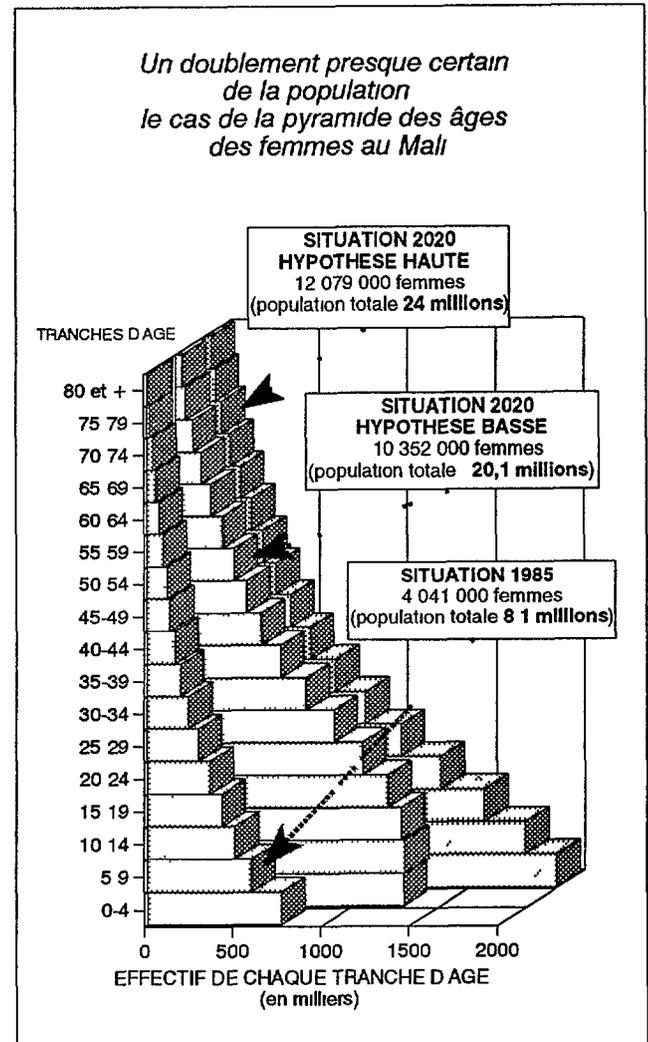
La mutation entamee a la veille des independances est loin d'être terminée La region va poursuivre sa croissance demographique et n'échappera pas a une intégration croissante aux marchés mondiaux On peut d'ores et déjà prévoir de nouveaux déséquilibres et de nouvelles mutations C'est pourquoi une réflexion sur le long terme s'impose elle permet de dégager certaines grandes lignes des reorganisations a venir, et de débattre des stratégies de développement

La croissance demographique des trente prochaines années est inscrite dans la structure de la pyramide des âges Avec une fertilité moyenne qui est aujourd'hui supérieure a 6 enfants par femme, on a plus de trois petites filles, futures mamans de 2020, pour chaque mere actuelle C'est dire que même une forte baisse de la fertilité n'empêchera pas une croissance rapide de la population, car elle sera contrebalancée, dans un premier temps, par l'augmentation du nombre des meres

A l'horizon 2020, il est donc probable que la region comptera au moins 430 millions d'habitants Cette hypothese, retenue par l'étude, constitue le bas de la fourchette des projections généralement admises L'hypothese haute porte la population regionale a 470 millions d'habitants Dans tous les cas, la population totale de la region aura été multipliée par dix en moins de cent ans

Cependant, le fait que le doublement de la population soit quasiment acquis a l'échelle d'une génération ne doit pas masquer l'impérieuse nécessité d'une réduction rapide de la fertilité, bien au contraire A très long terme (50 ans et plus), les scénarios demographiques divergent de plus en plus fortement Ils pourraient faire la différence entre un défi difficile a relever (hypothese basse croissance rapide a court terme mais baisse rapide de la fertilité) et un défi sans doute insurmontable (hypothese haute ralentissement très progressif de la fertilité)

Quant au SIDA, il n'empêchera pas la croissance demographique dans la region Touchant plus fortement les jeunes actifs, il risque surtout d'augmenter le taux de dépendance (nombre d'inactifs pour chaque actif) et donc la difficulté



pour les actifs, de faire face aux besoins de l'ensemble de la population Il y a, la encore, de toute évidence, des actions urgentes a entreprendre

Taux de fécondité des pays ouest africains la source d'une croissance demographique rapide							
Benin	7,1	Cote d'Ivoire	7,4	Liberia	6,8	Senegal	6,1
Burkina Faso	6,5	Gambie	6,1	Mali	7,1	Sierra Leone	6,5
Cameroun	5,7	Ghana	6,0	Mauritanie	6,5	Tchad	5,9
Cap Vert	4,3	Guinee	7,0	Niger	7,1	Togo	6,6
Centrafrique	6,2	Guinee Bissau	5,8	Nigeria	6,4		

Source FNUAP Etat de la Population Mondiale 1993 New York 1993

Des investissements énormes nécessaires pour l'installation des habitants de la région

Pour que 430 millions d'habitants trouvent à se loger, que les adultes travaillent et puissent former plus de 200 millions d'enfants aux exigences du monde moderne, la région aura besoin, plus encore que par le passé, de mobiliser toutes les énergies disponibles sur place, et de disposer de capitaux importants. Face à ces besoins largement prévisibles, puisqu'ils sont dictés par les évolutions démographiques, les perspectives de recettes restent incertaines.

Un environnement international en pleine mutation

Les économies de la région se sont construites sur l'exportation de matières premières, agricoles et minières. Cette option, qui a parfaitement fonctionné jusqu'à la fin des années 1970, a été maintenue au-delà, alors que les marchés des matières premières amorçaient un nouveau cycle. Les progrès technologiques au Nord ont en effet permis d'utiliser moins de matières premières dans la fabrication des produits industriels et d'incorporer de plus en plus de produits de substitution, tandis qu'au Sud, l'offre de ces produits devenait de plus en plus importante, avec la compétition des producteurs asiatiques.

Entre 1970 et 1990, la part des produits primaires dans les recettes d'exportation est passée de 53 % à 20 % dans les pays en voie de développement d'Asie du sud et du sud-est, de 90 % à 68 % dans les PVD d'Amérique Latine. En revanche, elle n'a diminué que de quelques points en Afrique au Sud du Sahara (de 93 % en 1970 à 89 % en 1990).

Faibles perspectives de diversification rapide

Dans les années 70, le système de sous-traitance industrielle fondé sur la délocalisation d'activités des pays développés vers les pays en développement dotés d'une main-d'œuvre abondante et bon marché a constitué un modèle de développement pour de nombreux pays asiatiques et sud-américains. La plupart d'entre eux ont enregistré des taux de croissance élevés et une augmentation du niveau de vie de leurs populations.

Cette forme de délocalisation continue d'exister, en tendant à se concentrer dans des zones franches. Cependant, là encore, la tendance a changé. Désormais, les délocalisations privilégient les pays avancés, pays industrialisés et PVD dynamiques, qui disposent d'un marché intérieur dynamique et d'une offre de travail qualifiée, plutôt que les pays pauvres disposant d'une main-d'œuvre bon marché. Il sera donc dans l'avenir très difficile pour de nouveaux pays pauvres, notamment en Afrique, de

parvenir à pénétrer le système de sous-traitance internationale.

Tandis que l'Afrique perd des parts de marchés dans ses créneaux traditionnels et éprouve les plus grandes difficultés à diversifier ses exportations, elle reste ouverte aux importations. Avec la crise économique, ces importations ont pris un tour nouveau et inquiétant. La baisse de pouvoir d'achat a coïncidé avec l'arrivée, sur les marchés mondiaux, d'excédents massifs de produits agricoles subventionnés et de toutes sortes de marchandises déclassées ou usagées, qui partent en Afrique pour une seconde vie, condamnant presque toute tentative de production concurrente locale.

De nouveaux changements sont inéluctables

Jusqu'à présent, les économies africaines ont parié au plus pressé la croissance démographique et la nécessaire restructuration du peuplement. Elles n'ont pas su (ou pas pu), dans le même temps, se diversifier pour assurer la pérennité des financements nécessaires à leur développement, alors qu'elles restent très dépendantes des marchés internationaux pour satisfaire nombre de leurs besoins essentiels. Elles sont de ce fait confrontées à un déficit croissant de leur balance commerciale.

Au-delà des transferts internationaux (palliatif dont l'avenir est incertain), la réponse à ce problème de fond ne pourra venir que d'une mutation accélérée de l'économie régionale, que ce contexte devrait stimuler. L'Afrique de l'ouest devra continuer à changer rapidement et profondément pour s'adapter simultanément à sa croissance démographique et aux contraintes croissantes de son environnement international.

En fait, la région n'est qu'au milieu d'un processus de changement de long terme, au cours duquel elle élabore sa propre modernité économique, culturelle, sociale et politique. Le processus peut sembler long à l'observateur pressé, et il peut avoir des doutes sur le chemin à suivre dans les périodes de crises comme celles que traverse la région aujourd'hui.

C'est pour retrouver le sens de ces transformations de long terme que l'étude WALTPS a choisi d'examiner les mutations qui se sont déroulées dans la région au cours des trente dernières années. C'est ce dont traite cette première partie. À la lumière des mécanismes mis en évidence dans ces transformations, elle a essayé d'esquisser quelques évolutions probables, que l'on présente en deuxième partie. Autour de ce bilan et de ces quelques lignes d'évolution, elle a défini une série d'enjeux qui devraient, à son avis, faire l'objet de débats approfondis aussi bien dans les pays de la région que chez leurs partenaires en coopération. Ces enjeux sont présentés dans la troisième partie.

1 3 DES ECONOMIES DANS LESQUELLES LA SATISFACTION DES BESOINS ELEMENTAIRES TIENT ENCORE UNE PLACE PREPONDERANTE

Les economies ouest africaines en sont encore au debut du processus de division du travail et de complexification progressive qu'ont connu les autres pays du monde dans le passe A cote d'un secteur moderne aujourd'hui profondement en crise, une large part de l'economie reste informelle et tourne vers la satisfaction des besoins de base des individus s'alimenter, se loger, se vêtir, se deplacer Un monde simple mais, paradoxalement, difficile a apprehender pour les statisticiens

Les economies ouest-africaines sont encore a un stade elementaire de developpement En termes d'infrastructures, de technologies, de formation des cadres leur processus d'accumulation n'a commence, pour l'essentiel, qu'apres la deuxieme guerre mondiale et reste inacheve

En 1960, la region etait caracterisee par un immense secteur agricole, vivant encore en semi-autarcie, et une petite frange urbaine (13 % d'urbains en 1960), ou cohabitaient une majorite de cadres et d'employes du secteur moderne (salaries des entreprises, fonctionnaires), et une fraction minoritaire qui constituait l'ebauche d'un secteur informel Secteur moderne, informel et agricole sont restes les trois elements-clefs de la structure des societes ouest-africaines au cours des trente dernieres annees

Alors que toute l'attention des decideurs nationaux et de leurs partenaires allait au developpement du secteur moderne, vu comme la norme du progres, les trente dernieres annees on vu les effectifs de ce secteur stagner entre 10 et 15 % de la population Au contraire, la principale transformation des societes ouest-africaines a consiste en un basculement de la population du secteur agricole vers le secteur informel, majoritairement urbain, qui apparait clairement sur le graphique ci-contre Ces deux secteurs constituent ce que l'on appelle dans la suite "l'economie populaire", et que Fernand Braudel appelait, quant a lui, l'economie "domestique"

Cette economie populaire, au contraire de celle du secteur moderne, est une economie tres rustique, essentiellement destinee a satisfaire les besoins les plus essentiels de ceux qui la pratiquent Mais, paradoxalement, du fait même de sa simplicité, cette economie echappe aux instruments de mesure de l'economie moderne, conçus pour apprehender les realites du secteur moderne

C'est parce que le secteur moderne represente moins de 15 % de la population que l'equipe WALTPS a juge necessaire de realiser une deuxieme lecture de l'economie regionale, basee sur une analyse des comportements des individus Cette lecture dite "demo-economique" permet de mieux comprendre la dynamique de l'economie populaire (encadre)

La matrice de comptabilite sociale (MCS)

Les comptes demo economiques tentent de construire une vision de l'economie basee sur les principaux groupes sociaux qui y contribue plutot que sur des secteurs economiques Ces comptes sont presentes dans une matrice de comptabilite sociale (MCS), tableau carre dont les lignes et les colonnes representent les ressources et les emplois des divers comptes consideres Le point de depart adopte pour la construction de la MCS est la depense finale des diverses categories de menages et les administrations A chaque categorie de menage urbain et rural identifiee dans la matrice de peuplement est affectee une depense totale (provisoire), repartie par poste et par origine, interieure ou importee De proche en proche, les revenus qui expliquent cette depense les biens et services qui sont utilises par les agents et les activites, les transferts qui assurent l'equilibre des comptes courants et de capital, etc sont determines La matrice etant equilibree les revenus des divers agents (menages et administrations), engendres par le processus de production et par les transferts, sont egaux aux depenses de ces agents

Les principales donnees exogenes sont les donnees de structure relatives aux depenses finales et intermediaires, ainsi que les flux de biens et services et les flux financiers entre le pays et le reste du monde, fournis par les balances des paiements, qui forment les conditions aux limites imposees au systeme

L'image de l'economie reelle fournie par la MCS est plus sommaire que celle issue des comptes nationaux dans certains domaines comme les comptes du secteur public, mais elle est plus complete pour ce qui concerne les relations entre offre et demande interieure, l'identification des contributions du milieu urbain et du milieu rural a l'economie, la production et la consommation des biens et services non echangeables et la contribution du secteur informel a l'economie

Une société a deux niveaux

L'approche demo-economique souligne, effectivement, l'existence d'une societe a deux niveaux

■ l'economie "moderne" a connu une croissance rapide jusque dans les annees 1980, puis une chute plus rapide encore entre 1980 et 1990 Sa productivite moyenne a chute de plus de 10 % en dix ans, tandis que ses effectifs ont pratiquement stagne sur la même periode C'est la frange des economies ouest-africaines qui est connectee a

"l'économie monde" Cela lui permet de connaître des taux de croissance rapide dans les situations propices, comme cela a été le cas dans les années 1960-1975 ou le secteur moderne, dopé par les dépenses publiques, a été le moteur de l'urbanisation. Réciproquement, cette fraction de l'économie est très vulnérable aux retournements de conjoncture.

■ l'économie populaire est plus enracinée dans le milieu. Elle a mieux résisté à la crise, elle s'est adaptée aux évolutions de la conjoncture notamment en régulant les flux entre villes et campagnes. Mais cette économie est d'abord une économie de survie, dans laquelle la fonction sociale est dominante. Elle cherche à limiter les risques et à satisfaire les besoins de chacun. Elle constitue la source de la résistance des sociétés africaines aux chocs multiples qui les frappent. En revanche, cette économie est peu propice à une croissance rapide.

Cette forte dichotomie de l'économie régionale met en évidence *a contrario* l'extrême faiblesse de l'économie d'échange régional, intermédiaire entre économie domestique et économie monde. On verra plus loin que c'est un enjeu majeur pour l'avenir.

Deux diagnostics contrastés de l'évolution économique de l'Afrique de l'ouest

Le pessimisme dont sont généralement frappés les analystes qui font le bilan de l'Afrique vient en partie de l'incapacité de leurs instruments (et, bien souvent, de leur paradigme) à prendre en compte les profonds changements en cours dans la société ouest-africaine.

La construction urbaine, par exemple, essentiellement informelle, est très mal mesurée. Si on se référait exclusivement à la comptabilité nationale, on aurait bien du mal à comprendre comment se sont logés les 66 millions de nouveaux urbains apparus depuis 1960 ! Une réévaluation de l'accumulation de capital immobilier a été réalisée, basée sur le coût moyen du logement des divers groupes sociaux, et les effectifs de ces groupes.

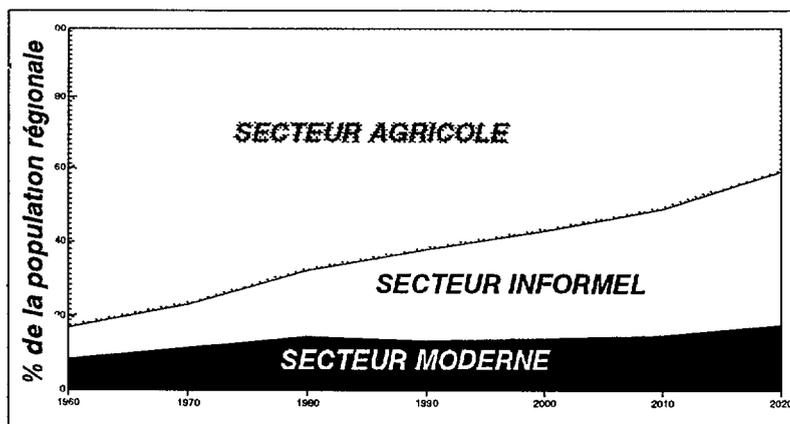
Cette réévaluation amène à doubler l'estimation du capital immobilier. Dans la mesure où l'investissement d'installation a été une des principales composantes de l'investissement privé, cette même réévaluation amène à revoir significativement le taux d'investissement "réel" : il serait de l'ordre de 20 à 30 % du produit régional brut (PRB), donc tout à fait significatif. De même, l'analyse du montant et de la structure des dépenses d'alimentation dans le budget des ménages (généralement de 40 à 60 % des dépenses) donne une vision de l'économie agro-alimentaire différente de celle que proposent généralement les statistiques agricoles.

Plus généralement, selon le point de vue choisi, on peut faire deux lectures sensiblement différentes des évolutions de la région depuis trente ans.

Si l'on considère les seuls agrégats macro-économiques, les performances de la région ont été moyennes pendant les trente dernières années. Si on ne considère que la décennie 1980-1990, elles sont même franchement mauvaises, du fait de la dégradation de l'environnement international et de la crise du secteur moderne. Même si elle propose des chiffres différents, l'analyse démographique ne contredit pas les grandes lignes de cette analyse.

En revanche, si l'on prend en compte la variable démographique, on s'aperçoit qu'au-delà de ces médiocres performances, la région a su faire face à la très forte croissance de la population régionale, sans catastrophe ni paupérisation massive, ce qui était, de fait, sa priorité. Ceci est, en soi, un résultat remarquable.

Certes, la valeur ajoutée moyenne par habitant a pratiquement stagné sur l'ensemble de la période, et même régressé au cours de la dernière décennie, particulièrement dans les villes. Pourtant, la croissance urbaine a été productive. Elle s'est accompagnée d'une importante création de capital, essentiellement privée. Elle a permis d'amorcer la division du travail à grande échelle. Elle est la principale manifestation du passage d'une économie de subsistance à une économie marchande.



Les trois secteurs des sociétés ouest-africaines

Tandis que tous les regards étaient braqués sur le secteur moderne et sur l'agriculture, la principale transformation des trente dernières années aura été le rapide développement du secteur informel urbain. Ce secteur devrait devenir majoritaire d'ici à 2020.

1 4 LES REPONSES DES POPULATIONS AUX MUTATIONS DE LEUR ENVIRONNEMENT ONT ENTRAÎNÉ UNE FORTE MOBILITE REGIONALE

La mobilite a joue un rôle essentiel dans l'adaptation des populations ouest africaines a un contexte changeant Principalement motivee par des changements rapides de la geographie économique, elle a pris trois formes mobilite du nord vers le sud dans presque tous les pays, mouvement général de l'intérieur de la region vers les zones côtières et, surtout, urbanisation rapide

Au debut du XX^{ème} siecle, la penetration coloniale a fige les grands mouvements de population dans l'espace ouest-africain De ce fait, en 1960, la carte du peuplement regional coïncidait encore a peu pres avec celle grands espaces de peuplement historique

Ces espaces correspondaient *grosso modo* aux zones les plus adaptees a la ceréaliculture de subsistance et aux axes du commerce transsaharien, source predominante de richesse de la region dans le passe De ce fait, les zones soudaniennes et saheliennes etaient relativement densément peuplées D'autres zones de peuplement s'étaient developpees sur les côtes, du fait notamment du demarrage de l'économie de traite (commerce de l'or et des esclaves, puis des cultures tropicales)

A l'oree des independances, les caracteristiques du peuplement ouest-africain ne repondaient donc que partiellement aux canons de l'économie atlantique a laquelle la region allait se connecter certains pays parmi les mieux dotes (Côte d'Ivoire, Cameroun) etaient tres peu peuplées, tandis que des zones peu favorisees se trouvaient fort densément peuplées, en particulier dans les zones saheliennes

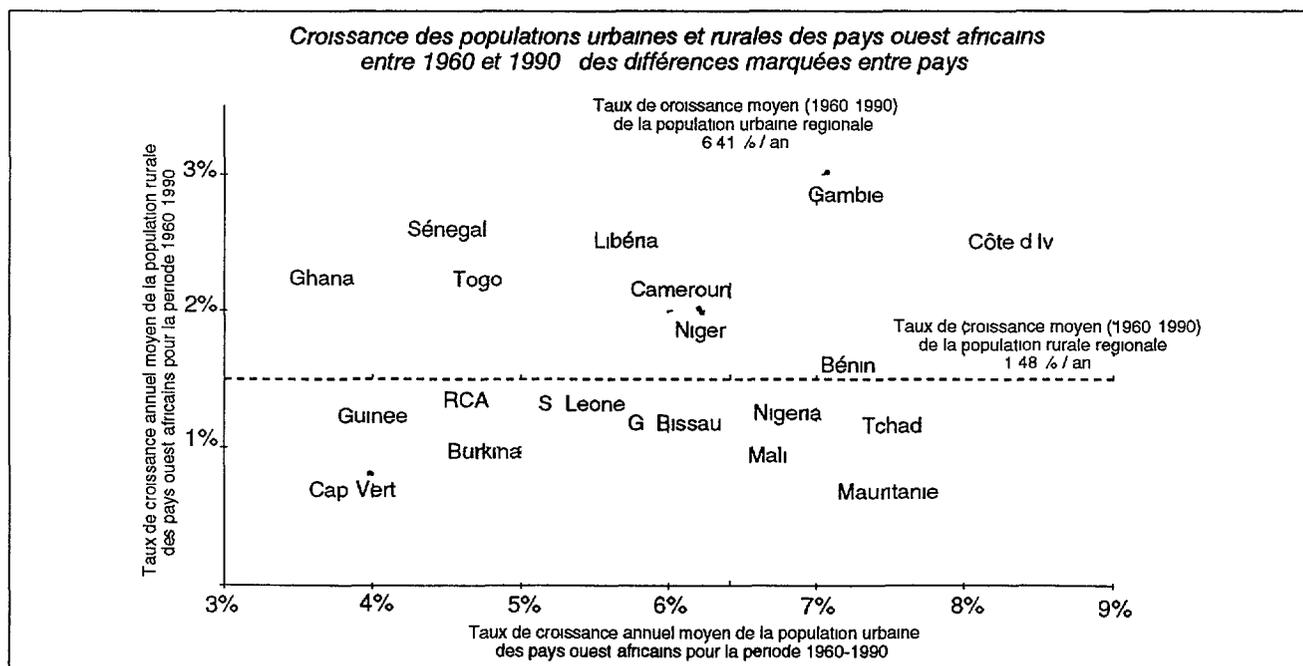
Les independances et l'entree dans l'économie de marche ont amene un bouleversement du paysage

économique On a assiste a un developpement tres rapide des exportations, entraînant une croissance rapide dans les zones de cultures de rente On a surtout assiste a une taxation de cette richesse par les jeunes Etats, et a sa redistribution pour la creation de relais administratifs dans le territoire et pour le developpement du secteur industriel, principalement dans les capitales Ce changement de la geographie économique a entraîne une formidable mise en mouvement de la population ouest-africaine, qui a suivi trois grandes directions

- un mouvement du nord vers le sud dans la plupart des pays ,
- un mouvement general de l'intérieur de la region vers les zones côtières ,
- enfin, souvent associe aux deux premiers mouvements, un mouvement rapide des campagnes vers les villes

Des facteurs socio-politiques se sont greffes sur ces mécanismes de base pour augmenter l'attraction exercee par certains pays (appel a la main-d'oeuvre immigrée en Côte d'Ivoire) ou, au contraire, la reduire (faillite du Ghana, repression en Guinee)

Au total, l'étude a distingue quatre grandes zones dans lesquelles les dynamiques de peuplement ont évolué de façon relativement homogène au cours des trente dernières années



■ la zone 1 rassemble les principaux pôles de croissance urbaine dans les pays côtiers et leur arrière-pays immédiat

Cette zone se caractérise par une forte densité de population (moyenne 124 habitants par km², 41 % de la population régionale pour 8 % de la superficie totale) et par un niveau élevé d'urbanisation (55 % en 1990) C'est la zone qui a connu la plus forte croissance sur les trente dernières années, avec un flux d'immigration nette de 8,3 millions de personnes, soit un taux d'immigration de 0,4 % par an (0,6 % hors Nigeria)

■ la zone 2 rassemble le reste de l'espace proche des côtes

Avec 28 % de la population totale sur 25 % de la superficie régionale, cette zone est relativement peu peuplée au regard de ses potentialités Elle est, de même, peu urbanisée C'est une zone d'émigration au cours des trente dernières années, mais qui pourrait à l'avenir se transformer en zone d'accueil

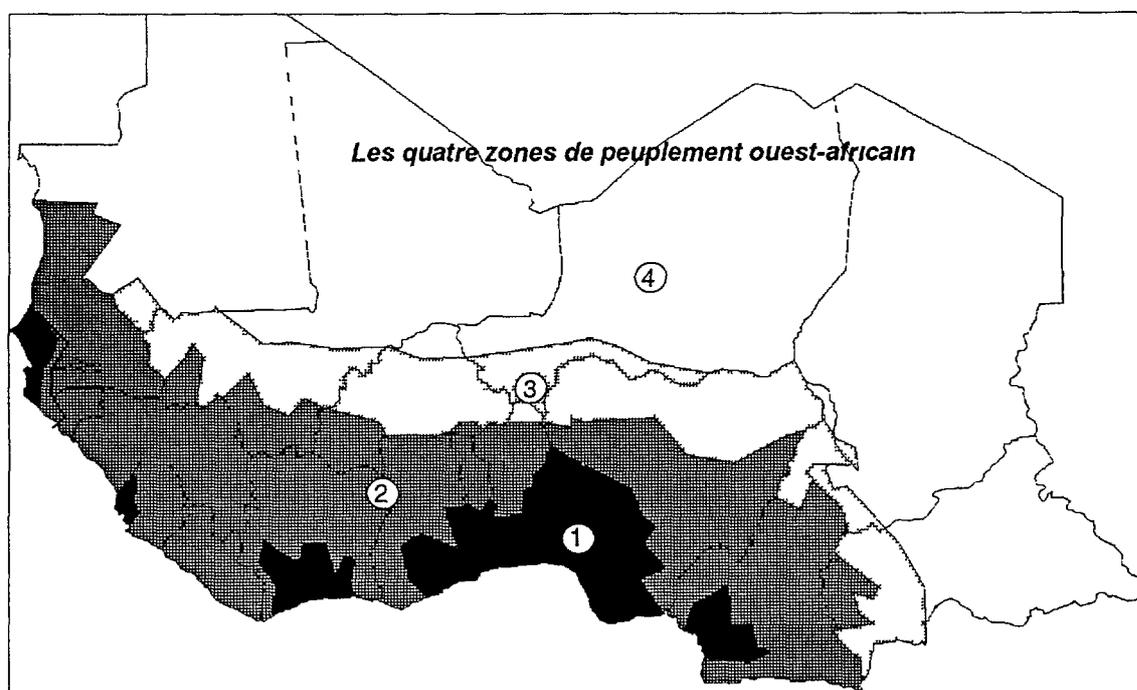
■ la zone 3 correspond approximativement aux mûles de peuplement dense sahéliens et comprend les parties les plus dynamiques des pays sahéliens

Elle rassemble 25 % de la population sur 13 % du territoire Plus urbanisée que la zone 2, mais confrontée à des contraintes fortes, c'est aussi une zone d'émigration (-0,3 %),

■ la zone 4 couvre le reste de l'espace sahélien

C'est la zone dont le potentiel de croissance démographique et économique est le plus limité et qui constitue l'un des principaux foyers d'émigration (-0,7 %)

Ce découpage de la région en quatre zones met en évidence la forte attraction exercée par les zones côtières Elles attirent à la fois les populations des zones moins dynamiques des pays côtiers (zone 2) et celles des pays sahéliens (zones 3 et 4) C'est dans cette zone que se concentre la migration vers les côtes



	part de la superficie totale (%)	part de la population totale (%)		taux de croissance de la pop totale (%)	proportion d'urbains (%)		taux de croissance de la pop urbaine (%)
		1960	1990	1960/90	1960	1990	60/90
zone 1	7	35	41	3,2	25	55	5,9
zone 2	25	29	28	2,6	10	30	6,4
zone 3	13	27	25	2,4	8	32	7,5
zone 4	55	9	6	1,7	6	22	6,0
region	100	100	100	2,7	14	40	6,3

1 5 LES VILLES ONT ABSORBE LES DEUX TIERS DU CROÎT DEMOGRAPHIQUE ELLES CONTINUERONT À SE DEVELOPPER

L'évolution la plus marquante des trente dernières années est le développement très rapide des villes elle accueillent aujourd'hui 40% de la population contre seulement 13% en 1960 Au delà de la croissance spectaculaire de quelques mégapoles, comme Lagos, ce développement urbain a été relativement équilibré Au cours de la dernière décennie ce phénomène a connu un net ralentissement Il est néanmoins probable que le niveau d'urbanisation sera voisin de 60 % en 2020

Le nombre d'urbains* est passé de 12 à 78 millions entre 1960 et 1990, les villes absorbant près des deux tiers du croît démographique total

L'urbanisation est apparue comme résultant à la fois d'un facteur d'attraction et d'un facteur de repulsion

■ L'urbanisation a été la caractéristique des économies riches comme au Nigeria dont le niveau d'urbanisation, dopé par le boom pétrolier, passe de 15 à 49 % et en Côte d'Ivoire, dont la réussite agricole se traduit par une rapide croissance urbaine (17 à 47 %)

■ Elle s'est également développée dans des pays ayant subi une crise écologique aiguë comme la Mauritanie (de 9 à 42 % d'urbains), ou en proie à une grave instabilité politique (Tchad, de 6 à 24 %)

Il n'est pas rare de voir ces facteurs se mêler dans un même pays Ainsi, au Mali, toutes les villes moyennes ont connu une croissance rapide Mais, alors que la croissance de Mopti, Gao, ou Tombouctou est essentiellement imputable aux deux sécheresses qui ont chassé les populations rurales de leurs terres, la croissance de Kita, Koutiala et des autres villes du bassin cotonnier résulte clairement d'une diffusion de la richesse du coton et de son effet d'entraînement

L'émergence d'un réseau urbain relativement bien équilibré

Le phénomène de croissance urbaine ne se limite pas au développement de quelques mégapoles Tandis que la population urbaine a été multipliée par 6,5, le nombre de villes de plus 100 000 habitants est passé de 12 à 90 et celui des centres urbains de plus de 5000 habitants de 600 à 3000 La distribution rang/taille des villes est relativement normale, les distributions au sein de chaque pays marquant une primatialité un peu plus accentuée Le réseau urbain commence à se structurer même si les grandes villes (plus de 500 000 habitants) n'assurent encore qu'un maillage assez lâche de l'espace régional Elle sont séparées par des distances de l'ordre de 1000 km

Un réseau urbain ancien les villes Yoruba du Nigeria

Si la plupart des villes ouest africaines sont récentes, il existe tout de même une ancienne tradition urbaine en particulier au Nigeria L'urbanisation en réseau dense du pays Yoruba, par exemple, reflète l'organisation forte et ancienne de cette société Voici ce qu'en dit Camille Camara "c'est en effet dans l'Etat de l'ouest (du Nigeria) que nous rencontrons l'urbanisme le plus dense qui soit en Afrique tropicale Il suffit de parcourir quelques dizaines de kilomètres dans quelque direction que ce soit pour s'en convaincre Du sud au nord, voilà Lagos, la capitale fédérale, grand port du Golfe du Bénin A 65 km environ de là, c'est Shagamu, 65 km plus loin, on découvre Ibadan puis tout droit c'est Oyo, et enfin Ogbomosho Ogbomosho est située à 50 km environ d'Oyo, lequel se trouve à la même distance d'Ibadan D'ouest vers l'est, on rencontre Ilaro et Abeokuta distantes l'une de l'autre de à peu près 60 km, écart que l'on retrouve entre Abeokuta et Ibadan d'où l'on atteint les villes d'Iwo à 40 km, d'Ife à 80 km De là, 55 km de route vous mènent à Ondo puis à Akure et Owo toujours à un rythme d'environ 55 km D'une façon générale, les distances urbaines varient de 45 à 90 km, la cadence de 45 à 50 km étant toutefois plus fréquente Ce peu d'écart entre les villes est totalement inhabituel en Afrique tropicale'

Camara (C) L'organisation de l'espace géographique par les villes Yoruba Annale de géographie n 439 pp 257 287 (1971) cite par John Igue in Etats frontiers et dynamique d'aménagement du territoire Waltps 1993

Plus de 60 % d'urbains en 2020 ?

Même si, du fait de la crise, on a pu observer récemment des mouvements localisés de désurbanisation, la proportion d'urbains devrait selon toute probabilité continuer à croître sur la longue période La principale inconnue est la vitesse à laquelle s'effectuera cette croissance

Le rythme de l'urbanisation connaîtra un ralentissement structurel, du fait de la réduction de la taille du réservoir rural (voir encadré) Il sera amplifié ou minué par la situation économique des villes En hypothèse basse, l'étude retient 53 % d'urbains en 2020 En cas de reprise de l'économie

* confrontée à des définitions très variables de la ville selon les pays l'équipe a retenu de considérer comme urbaine toute agglomération de plus de 5000 habitants Si on avait retenu le seuil de 20 000 habitants souvent mentionné on aurait trouvé des proportions d'urbains plus faibles mais des taux de croissance plus élevés

urbaine (hypothese privilegiee par l'etude), on arriverait a cette date aux environs de 63 %

Un ralentissement structurel de l'urbanisation

On doit considerer que le paroxysme de l'urbanisation est désormais passé en Afrique de l'ouest. Les taux de croissance démographique des villes au cours des trente dernieres années (pendant lesquelles certains pays ont dépassé 8 % de croissance urbaine moyenne sur trente ans) n'ont guere de chance de se reproduire le changement du rapport d'effectif entre villes et campagnes interdit désormais de telles variations

La region comptait, en 1960, 13 % d'urbains. Dans de telles conditions, si 1 % des ruraux migre chaque année vers les villes (moyenne regionale 1960-1990), ces dernieres enregistrent une croissance voisine de 10 % par an, dans laquelle les migrants ruraux representent les 2/3 des nouveaux urbains

En revanche, dans une situation comme la situation presente, ou la population urbaine represente 40 % de la population totale, le même taux d'emigration rurale debouche sur une croissance urbaine qui n'est plus que de 4,5 % par an, et dans laquelle les ruraux ne comptent plus que pour 1/3 de l'accroissement total de la population urbaine

Un maillage regulier de l'espace régional par les villes millionnaires

Ces hypotheses ne sont evidemment pas sans consequence sur la structure du reseau urbain. Mais, même si le poids relatif des metropoles et des villes secondaires est susceptible de varier légèrement, la structuration du reseau urbain restera largement determinee par l'heritage des trente dernieres années.

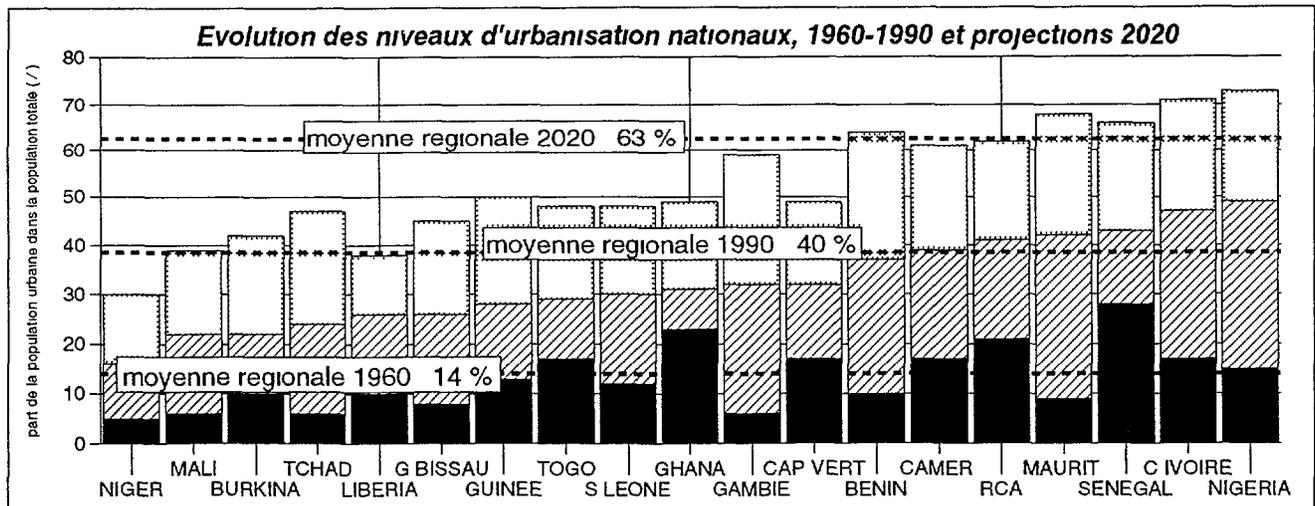
■ Les principales villes auront une evolution "personnalisee", fonction de leur capacite a imposer leur rôle au niveau regional, voire international. Du fait du ralentissement de la croissance urbaine, les

reclassements dans la hierarchie seront relativement rares. On peut toutefois penser que Accra et Conakry, apres leur relative stagnation dans les dernieres decennies, pourraient connaître une croissance plus rapide que la moyenne. Reciproquement, Dakar et plusieurs villes du Nigeria pourraient retrograder dans le classement urbain. Parmi les 30 plus grandes villes de 1990, la plupart devraient devenir millionnaires. En depit d'une hierarchie urbaine légèrement atténuee du fait de l'existence de 19 capitales dans l'espace regional, la polarisation de l'espace par le Nigeria et le rôle de Lagos comme coeur du complexe urbain regional devraient continuer a s'affirmer. L'agglomeration de Lagos pourrait attendre a terme 12 a 15 millions d'habitants.

■ L'ensemble des villes de plus de 100 000 habitants (environ 280, contre 90 en 1990) devrait evoluer vers un maillage regulier de l'espace regional. Peu de bouleversements sont a prévoir dans ce mail-lage, qui pour l'essentiel est déjà en place. Il reste en effet tres peu d'espaces vierges de villes, susceptibles d'evoluer rapidement, si ce n'est du fait de la decouverte de gisements de matieres premieres (petrole au sud-Tchad, or dans l'ouest du Mali). D'une façon generale, la decentralisation devrait accentuer le rôle des villes secondaires et accroître, dans le même temps, les disparites entre ces villes du fait de la diminution progressive des redistributions de l'Etat central dans leur economie.

■ Les petites villes evolueront en fonction du maillage des grandes villes et, surtout, de la dynamique demographique et economique du monde rural. En depit d'une croissance urbaine rapide dans la periode passee, les centres urbains des zones defavorisees devraient plafonner a l'avenir.

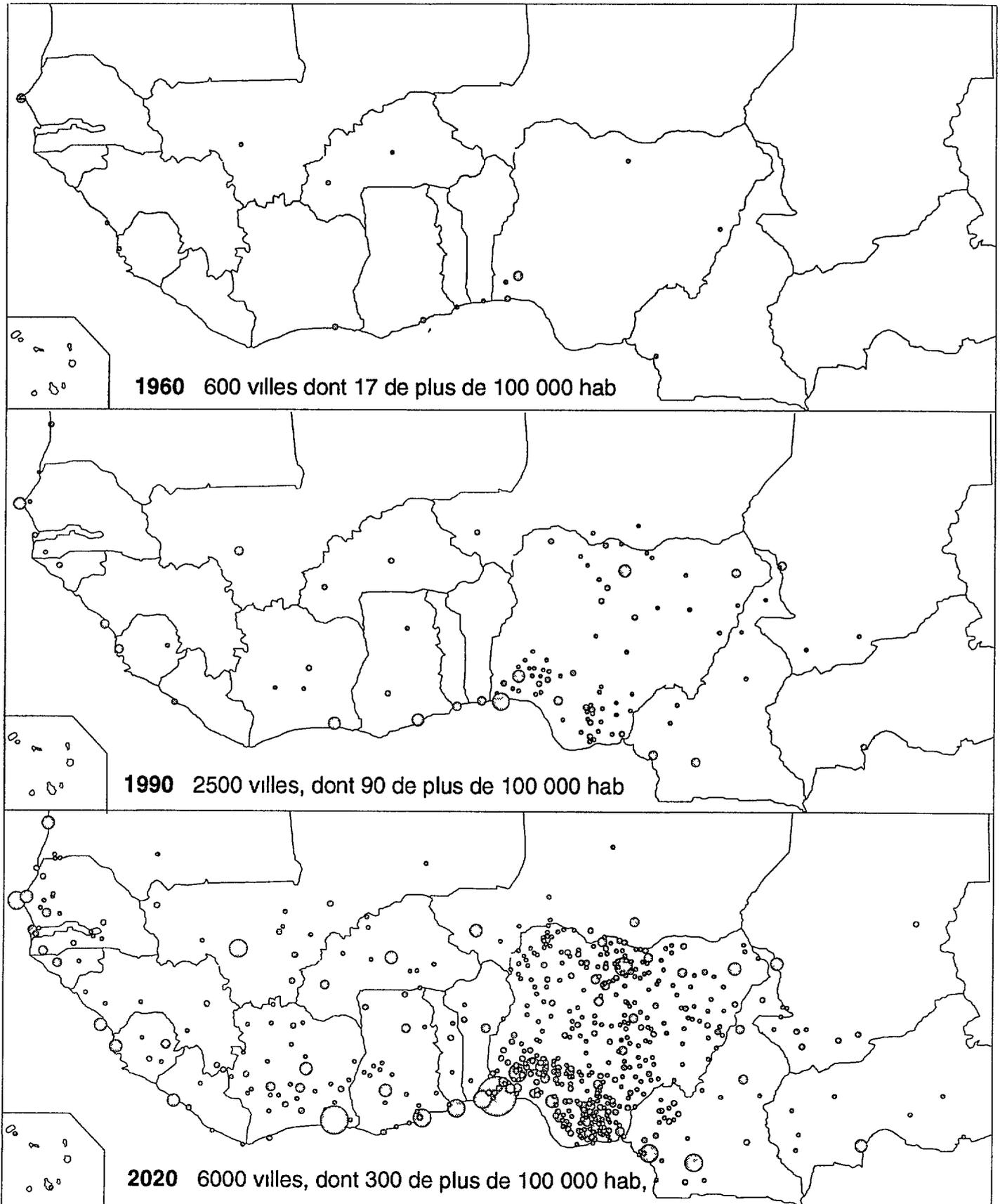
Cette nouvelle progression des effectifs urbains (qui seront multiplies par trois environ en l'espace de 30 ans) induira, comme par le passe, une importante demande d'investissements, prives et publics.



Population des villes

**EVOLUTION DU RESEAU DES VILLES
DE PLUS DE 100 000 HABITANTS
EN AFRIQUE DE L'OUEST
1960-1990 ET PROJECTION 2020**

- 100 000 à 200 000
- 200 000 à 500 000
- ◌ 500 000 à 1 million
- 1 à 2 millions
- ◉ 2 à 5 millions
- ◐ 5 à 10 millions
- ◑ plus de 10 millions



1 6 L'ECONOMIE S'EST ADAPTEE POUR FAIRE FACE À LA CROISSANCE DES VILLES

La premiere fonction de l'economie urbaine a ete de repondre a la formidable pression des candidats a l'immigration les habitants des villes ont partage le travail plutot que cherche une plus grande productivite Parallelement, ils ont consacre des sommes considerables a leur installation La mise en place de ce capital urbain represente des investissements tres importants, plusieurs fois superieurs aux transferts internationaux

Alors que les villes ont connu une tres grande croissance de leurs effectifs (d'un facteur 6,5 en trente ans), les revenus par tête du secteur informel sont restes remarquablement stables sur la même periode Ce paradoxe n'est qu'apparent

Le secteur informel est compose majoritairement de neo-urbains ayant garde de forts liens avec leur milieu d'origine Ces derniers subissent une forte pression de la part des candidats au depart dans les villages De ce fait, toute croissance economique en ville, au lieu de se traduire par une croissance des revenus *per capita*, entraîne plutot la venue de nouveaux ruraux, qui ramene la base des revenus du secteur informel urbain au voisinage du minimum vital

C'est parce qu'ils sont determines par un ensemble de besoins fondamentaux qui varient peu dans le temps que les revenus du secteur informel sont relativement stables la regulation de ce secteur ne se fait pas par les revenus, mais par la modulation des flux migratoires C'est ce mecanisme qui explique la nette correlation entre croissance economique et urbanisation

Ainsi, le boom economique des annees 60-70 s'est traduit par une rapide croissance des villes, superieure a 7 % par an , en revanche, la crise de la derniere decennie a fortement ralenti le mouvement, ramenant le taux de croissance urbaine au voisinage du taux de croissance naturel (+4,5 % par an)

Dans ce contexte de relative stabilite des PIB par tête dans chaque strate, la croissance s'opere par le changement de taille relative des differents secteurs en phase de croissance, la strate agricole, qui a les revenus les plus bas, voit son importance diminuer, tandis que les autres groupes s'etoffent C'est la croissance par repartition

Priorite à la creation d'emplois

Les villes ont donc multiplie les emplois pour accueillir les migrants, mais dans bien des cas cette multiplication s'est plus apparentee a un morcellement du travail qu'a une division du travail developpant les complementarites et l'efficacite economique A preuve, l'extrême importance des activites de circulation (commerce et petits services) dans les economies ouest-africaines, que laissent entrevoir les quelques

enquêtes disponibles En revanche, a l'exception des activites jouissant d'une protection naturelle (produits perissables - maraichage, petit elevage, boulangerie , ou pondereux - brasserie), les activites de production et de transformation se sont peu developpees

Une gestion inadaptee

Le plus souvent, la dynamique d'urbanisation, processus majoritairement informel, a ete tres peu et mal geree par les politiques, qui l'ont soit ignoree, soit diabolisee Il en est resulte une tres faible prise en compte des besoins specifiques de ces populations au faible pouvoir d'achat par les planificateurs urbains De ce fait, plusieurs mondes coexistent au sein des villes ouest-africaines une ville formelle, planifiee, qui occupe 20 a 40 % de l'espace, mais accueille une proportion plus faible de la population urbaine (15 a 20 %), a l'autre extremite, un habitat tres precare et peu structure, qui rassemble egalement 15 a 25 % de la population , enfin, entre les deux, la majorite des urbains, qui vit dans des quartiers largement informels mais neanmoins mieux structures et qui se dote progressivement de l'ensemble des attributs de l'urbanite

Des investissements prives considerables

La croissance rapide des villes a entraîne une forte creation de capital immobilier infrastructures publiques (voirie, assainissement, services publics), et surtout investissements prives de residence

Le capital urbain ainsi accumule au cours des trente dernieres annees dans la region est tres mal repere dans les comptes nationaux Les outils mis au point dans le cadre de l'etude ont permis de realiser une estimation nette de l'ordre de 300 milliards de dollars US (dont environ deux tiers ont ete le fait d'investissements immobiliers prives et 20 % consacres a des constructions non reglementaires) Ces investissements sont tres superieurs au total cumule des transferts financiers dont a beneficie la region au cours des trois dernieres decennies Ils representent plus de deux fois le produit regional brut actuel

Autre element d'appréciation ce capital foncier et immobilier accumule depuis 1960 serait ainsi de l'ordre de 4000 dollars par habitant en milieu urbain

1 7 L'AGRICULTURE EST ENTREE PROGRESSIVEMENT DANS UNE LOGIQUE DE MARCHÉ

L'agriculture a fait son entrée dans l'économie de marché, par le développement rapide des cultures d'exportation, et par la conquête du marché vivrier urbain naissant. L'agriculture vivrière de rapport, qui prend un essor rapide quand la demande urbaine atteint une taille suffisante, se développe actuellement au Nigeria et dans certaines régions de la Côte d'Ivoire et du Ghana. La modernisation rapide de l'agriculture qui s'en suit ne concerne cependant qu'un nombre limité d'agriculteurs.

En 1960, la région était majoritairement rurale (87 % de sa population) et principalement orientée vers les activités de subsistance. Entre 1960 et 1990, de nombreuses exploitations agricoles se sont connectées à l'économie de marché.

La connexion au marché s'est faite de façon très visible par la production des cultures d'exportation. Il existait une réelle convergence d'intérêt dans les sociétés pour exploiter cette richesse. Ces productions ont souvent donné lieu à des filières bien organisées, avec une intervention directe des États, pour qui elles représentaient une source essentielle de revenus, et une participation active des populations, à qui elles procuraient des revenus appréciables. Le développement de ces cultures de rentes a souvent permis de diffuser l'équipement, les intrants de production et les innovations techniques dans les zones rurales concernées.

La connexion aux marchés s'est faite également, bien que plus discrètement, par le développement du marché vivrier. Ce marché est longtemps resté un marché résiduel par rapport à l'autoconsommation. Avec 20 % d'urbains, par exemple (situation courante dans les années 1960, et que l'on rencontre encore au Sahel), on ne trouve encore qu'un client potentiel pour quatre producteurs. C'est bien peu. Aussi, tous les producteurs n'ont-ils pas eu accès au marché des vivriers. Ceux qui se trouvaient suffisamment bien reliés aux villes ont saisi les premières opportunités commerciales, entraînant une différenciation croissante des espaces ruraux. Les politiques vivrières des États, en donnant la priorité à l'approvisionnement à bas prix des villes, n'ont guère encouragé le dynamisme du marché intérieur. En dépit de ces contraintes, le marché vivrier régional a toujours représenté une part majoritaire du revenu agricole moyen. Sous

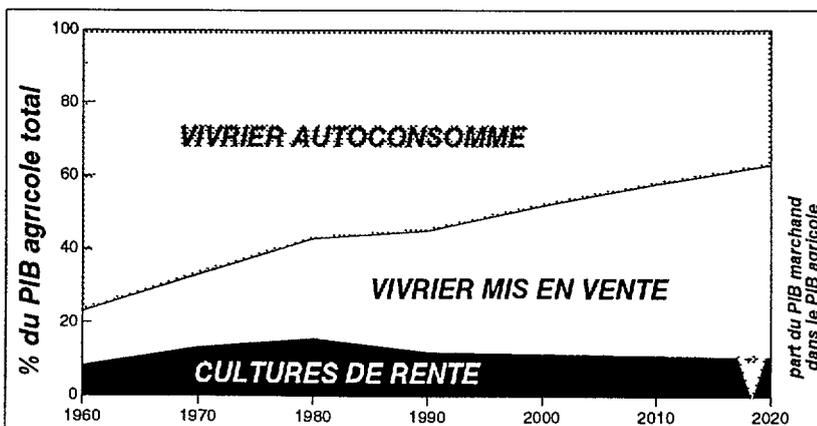
l'effet de la croissance très rapide des volumes et des prix des produits de rente, la part du vivrier dans le PIB agricole marchand a connu un point bas à 56 % en 1970. Du fait de la progression régulière de la production vivrière mise en marché, le marché intérieur est remonté à 73 % du PIB agricole marchand en 1990.

Les marchés urbains structurent le peuplement rural et la production agricole

Les opportunités de marché des produits agricoles ont exercé une influence forte sur l'organisation du peuplement rural. L'équipe a réalisé, pour les besoins de l'étude, une carte de l'influence des marchés sur les espaces ruraux (voir encadré).

Cette analyse montre que, à l'exception de quelques zones agricoles dont les conditions pédo-climatiques étaient les moins favorables, l'évolution de la densité du peuplement rural a suivi le développement des marchés urbains. L'hétérogénéité du peuplement rural s'est renforcée au cours des trente dernières années par une croissance démographique rapide des zones à fortes opportunités économiques et une stagnation démographique des autres, du fait d'un exode massif (cf page 8).

Plus on se rapproche des villes, plus les incitations à produire pour l'alimentation sont importantes (disponibilité de l'information et faible coût de mise en marché). Mais, dans le même temps, les contraintes à la production sont plus élevées du fait d'une plus grande densité de population. L'étude a montré que, dans ce jeu de forces contraires, les forces du marché l'emportent sur les contraintes à la production. À proximité des centres urbains, la productivité est plus élevée, par unité de surface et par agriculteur, que lorsqu'on s'en éloigne.



Evolution de la structure du PIB agricole

La part de la production mise en marché a augmenté régulièrement depuis 1960, d'abord surtout du fait des cultures de rente puis, de façon croissante, du fait du vivrier. Ce dernier a toujours été dominant sur la période 1960-1990 et devrait renforcer sa place dans le revenu agricole à l'avenir.

En fait, l'agriculture ouest-africaine est dans une phase de transition. Certaines exploitations agricoles sont désormais bien insérées dans le marché, et fonctionnent dans une logique pleinement marchande, alors que pour nombre de

menages, l'agriculture reste encore et avant tout un mode de vie (voire de survie). Même dans l'hypothèse d'un développement rapide des marchés, cette dualité de l'agriculture restera durablement une caractéristique de la région.

Mesurer la connexion des espaces ruraux au marché

Pour mesurer l'intensité des interactions villes campagnes, on a créé un indicateur représentant l'intensité du signal émis par les villes en direction de l'espace rural. L'indicateur élaboré, appelé "tension de marché", prend en compte :

- le poids des différents marchés, l'éloignement de ces marchés,
- l'hétérogénéité du coût de franchissement des distances, due aux infrastructures, au relief, à l'hydrographie,
- les conditions de l'offre de surplus agricoles (caractéristiques agro climatiques, niveau de peuplement rural),
- les effets de concurrence entre les différents marchés dans l'allocation de ces surplus,
- les éventuels effets de "clapet" qui limitent les tensions de marche à un certain niveau, au-delà duquel les produits importés deviennent plus compétitifs.

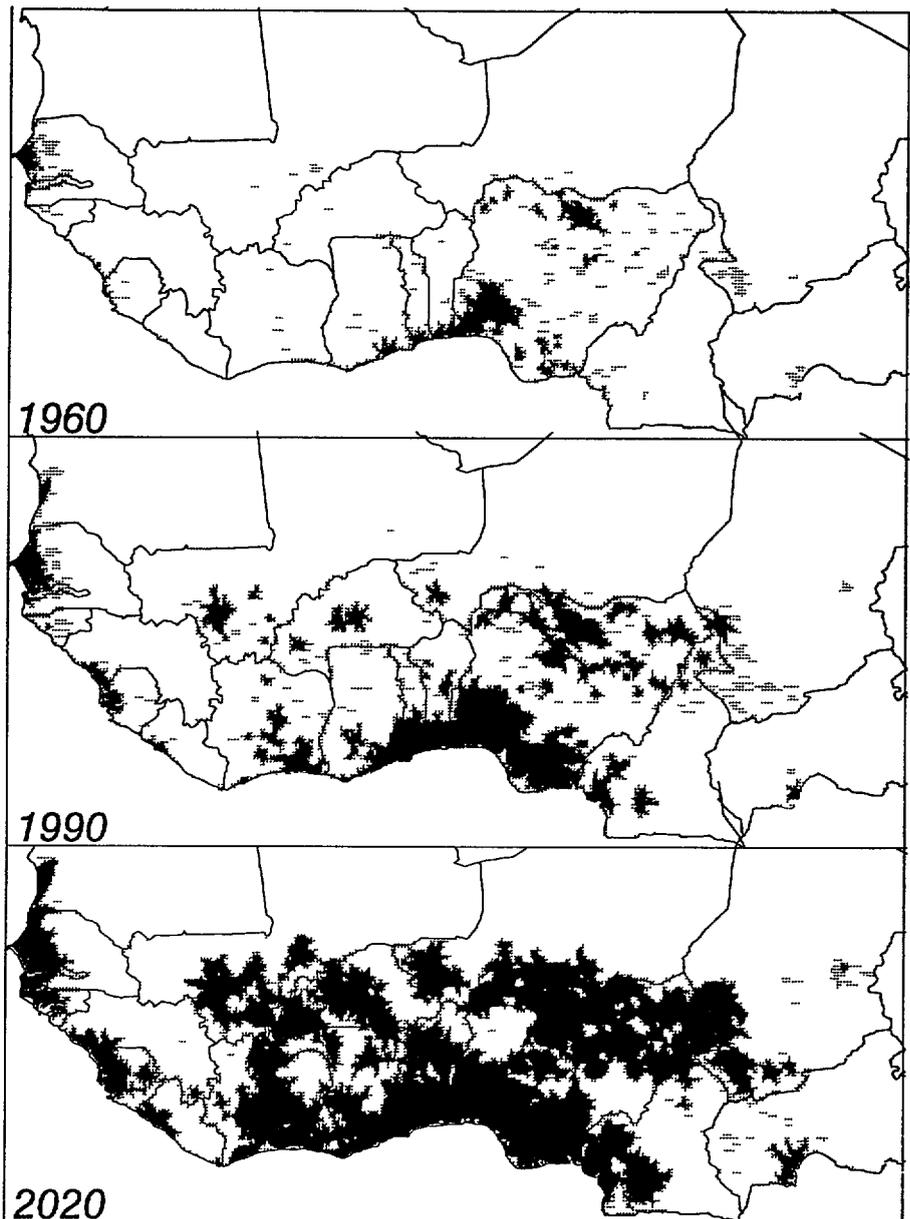
Les trois cartes ci-contre donnent une représentation schématisée de la valeur de cet indicateur pour 1960 et 1990. On a utilisé les projections du peuplement et un jeu d'hypothèses complémentaires pour réaliser une image 2020 (Ninnin, 1994). Les zones en noir sont fortement connectées au marché, les zones en gris modérément, et les zones en blanc très peu.

On a ensuite étudié les liens existant entre les variations dans l'espace des tensions de marché et d'autres variables pour lesquelles on disposait de données spatialisées. On a ainsi montré que :

la densité du peuplement rural est très bien corrélée avec la tension de marché. Plus une zone est "exposée" au marché, plus sa densité de population est élevée. À l'échelle ouest-africaine, cette relation permet beaucoup mieux d'expliquer les fortes variations de densité de peuplement que les critères agro-écologiques, qui n'interviennent de façon très significative qu'aux densités élevées de population.

la production par hectare et par habitant rural est également apparue étroitement corrélée aux "tensions de marché". Ces dernières permettent ainsi d'expliquer d'importantes différences de productivité entre régions aux mêmes conditions agro-écologiques.

les cartes de tensions de marché permettent en outre de visualiser les "bassins de marché" : les zones appartenant à un même marché. On voit sur les cartes ci-contre que jusqu'à présent les principaux marchés restent disjointes. Ils ne se connectent fortement qu'à l'horizon 2020, époque à laquelle le commerce agro-alimentaire sera pour moitié d'origine régionale.



La demande urbaine joue un rôle structurant sur la géographie de l'offre de produits agricoles. Cette offre a suivi l'évolution de la demande avec un retard qui, après avoir culminé à 5 ans, est aujourd'hui de trois ans et continue, semble-t-il, à diminuer. Face à une croissance démographique rapide, l'urbanisation joue un double rôle d'allègement de la pression sur les terres et de développement d'une demande solvable pour ceux qui restent. Un phénomène prometteur, à condition que le fonctionnement du marché soit satisfaisant et que la complémentarité des échanges villes-campagnes puisse se développer.

Faiblement extravertie à la veille des indépendances, la région a connu une phase de forte croissance de ses importations agro-alimentaires entre 1970 et 1980 puis un ralentissement brutal dû à la crise économique et à l'ajustement structurel. Certes, ces importations sont excessives au regard des devises disponibles, mais elles ne sont pour autant "aberrantes", à l'exception des pays à la fois sahéliens et côtiers (voir page 28). Elles sont passées de 6 % à 14 % de la ration calorique entre 1961 et 1990, après avoir culminé dans la première moitié des années 1980 aux alentours de 20 % (tableau ci-contre).

La croissance démographique n'implique pas automatiquement la dépendance alimentaire

Le déficit calorique peut en fait être interprété comme un décalage dans le temps entre l'offre et une demande régionale qui croît à un rythme proche de 3 % par an. Ce décalage s'explique par la différence de comportement alimentaire des urbains, par la rapidité de la croissance urbaine et par l'âpreté de la concurrence extérieure.

En 1980, au plus fort de la crise agricole, ce retard de l'offre était environ de 5 ans. Le niveau de la production correspondait alors à la demande exprimée en 1975. La rapidité du processus d'urbanisation et la facilité de l'importation expliquent en grande partie ce retard dans la réponse de la production. Mais il est intéressant de constater qu'en 1993, ce retard n'est plus que de 3 ans, la production régionale correspondant à cette époque à la demande de 1990.

Il y a donc un phénomène de rattrapage qui prouve que les agriculteurs ouest-africains sont capables d'augmenter leur production à un rythme plus élevé que celui de la croissance démographique, lorsque les conditions climatiques, institutionnelles et économiques s'améliorent.

La Côte d'Ivoire en offre un exemple remarquable : ses agriculteurs sont aujourd'hui en mesure de satisfaire l'intégralité de la demande calorique intérieure et de dégager un petit surplus, alors qu'en trente ans, la population totale a été multipliée par 3,5 et la population urbaine par 10.

La fausse évidence de l'extraversion croissante des comportements de consommation urbains

Les habitudes de consommation alimentaire varient selon le milieu de résidence. Le processus d'urbanisation n'est évidemment pas sans influence sur l'évolution de la dépendance alimentaire. Dans la région, le blé et le riz représentent 13 % de la consommation alimentaire rurale de base (céréales et féculents) et 50 % de la consommation alimentaire urbaine (FAO). Mais contrairement à une idée répandue, les habitudes alimentaires n'ont généralement pas évolué dans le sens d'une extraversion croissante. Si l'on prend soin de faire la distinction entre le milieu urbain et le milieu rural, on s'aperçoit que, dans chacun de ces deux milieux considérés séparément, les importations alimentaires par tête en 1990 sont comparables à celles des années 1960.

Le Sénégal présente à juste titre comme le cas typique de l'extraversion alimentaire urbaine, importait 370 calories par habitant et par jour en moyenne sur la période 1960-65. Un quart de siècle plus tard, sur la période 1985-89, il en a importé 390, alors que le niveau d'urbanisation est passé, entre temps, de 29 % à 39 %. Si la dépendance alimentaire du Sénégal reste excessive, elle ne s'est pas sensiblement aggravée avec l'urbanisation croissante.

Un désir de diversification que l'agriculture régionale pourrait satisfaire

L'étude de la consommation alimentaire de la population d'Abidjan sur une période de 25 ans (Resquier Desjardins, 1989) révèle une augmentation relative de la quantité de tubercules et féculents et une baisse de la consommation de céréales et en particulier du pain (!) et seulement une légère croissance de celle de riz. Le seul mouvement d'extraversion qui apparaît est la forte augmentation de consommation de viande (le dernier point d'observation date de 1985) essentiellement importée.

L'élévation des niveaux de vie se traduit plus par une volonté de diversification que par le mimétisme avec un modèle importé (J Egg, J Coste, 1991), à l'image de l'extension de la consommation de manioc dans les pays sahéliens. Ces comportements sont parfaitement réversibles dans les situations de crise, comme le montre le retour aux tubercules de base au Nigeria (A S Afouda, B G Soule, 1992) ou au Cameroun (F Roubaud, 1994).

Le développement du marché, condition de l'intensification agricole

L'analyse de la période 1960-1990 montre que, en Afrique de l'ouest comme ailleurs, l'urbanisation, qui est la première forme de division du travail à grande échelle entre producteurs et consommateurs, est une condition de la croissance des revenus en milieu rural et de l'intensification agricole

Cependant, cette condition n'est pas suffisante en soi, elle n'est efficace que si

- La demande urbaine est suffisamment forte ,
- les connexions entre les villes-marchés et les zones de production fonctionnent bien ,
- l'environnement macro-economique et les politiques de commerce extérieur sont favorables

La période passée a vu les foyers ruraux diversifier de plus en plus fortement leurs activités hors de l'agriculture. Pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, on considère que la part non agricole des revenus des ménages ruraux est désormais de l'ordre de 25 à 30 %. Sur un échantillon de pays sahéliens de l'Afrique de l'ouest, on arrive à un total de l'ordre de 40 % du revenu total (Reardon, 1992)

Si l'agriculture reste généralement leur activité dominante, les ménages ruraux sont donc de plus en plus ouverts aux diverses sources de revenus

Dans ce contexte de fluidité croissante des activités et des investissements, l'agriculture ne peut espérer progresser significativement que si elle s'avère compétitive vis-à-vis des autres activités économiques. C'est en particulier le cas pour l'adoption des innovations techniques qui nécessitent des investissements supplémentaires en travail ou en capitaux. Lorsque ces innovations s'avèrent rentables, elles sont rapidement adoptées et peuvent être financées par des revenus exte-

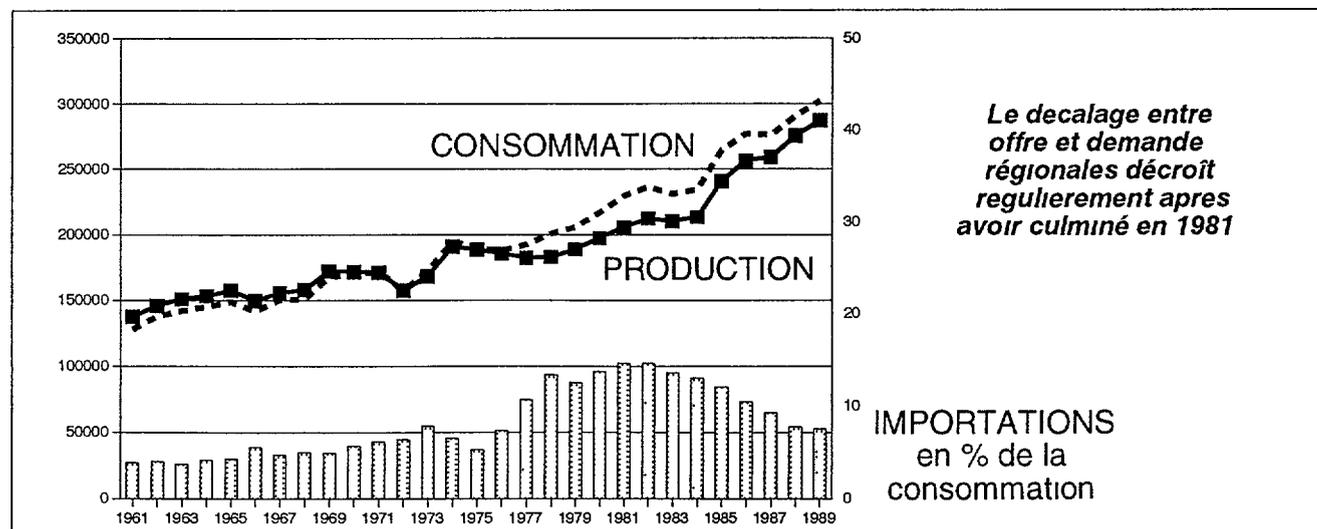
rieurs à l'activité agricole, comme cela a été observé, par exemple, dans la zone de Kano (Mortimore 1994). La multiplication des conflits fonciers à proximité des villes montre bien la forte mobilisation des intérêts privés autour de cette agriculture marchande

L'offre de biens et services urbains le maillon faible de la relation ville campagne

Les ventes de produits ruraux au milieu urbain ne sont pas sans contrepartie. Les exportations de biens et services du milieu urbain vers le milieu rural sont en effet d'un ordre de grandeur comparable à celui des exportations totales des pays vers le reste du monde. Mais ces flux entre le milieu rural et le milieu urbain sont en général déséquilibrés au détriment du milieu rural, qui reçoit moins qu'il ne donne.

Ainsi, par exemple, les villes du Ghana "importent" du milieu rural un montant total de biens et services équivalant à 15 % du PIB, tandis que le milieu rural n'importe du milieu urbain que l'équivalent de 11 % du PIB. Bien qu'un certain niveau de déséquilibre de la balance commerciale et financière du milieu urbain par rapport au milieu rural soit quasiment inévitable dans les pays en voie d'urbanisation, les villes de plusieurs pays de la région comme la Guinée, le Ghana et le Cameroun n'assurent pas toujours à leur hinterland rural une offre de biens et services effectivement accessibles et adaptés et des opportunités d'investissement suffisamment incitatives, par exemple dans le foncier urbain et la construction.

Dans le mécanisme d'ajustement de l'offre agricole (rurale) à la demande (urbaine), la qualité et la disponibilité effective des biens et services offerts par les villes à la consommation des ruraux jouent donc aussi un rôle essentiel. Dans les circonstances où les biens et services non agricoles deviennent indisponibles ou moins accessibles (du fait du rationnement, de l'inorganisation des marchés, de la détérioration des infrastructures), il faut s'attendre à ce que l'offre agricole marchande s'ajuste, si nécessaire à la baisse. La crise qui frappe les secteurs productifs urbains privés et publics risque ainsi de pousser les agriculteurs à se réfugier dans l'autarcie.



L'Etat a fortement change au cours des trente dernieres annees Directement issu du systeme colonial, en situation de monopole sur la vie economique et politique lors des independances, il a commis de lourdes erreurs en essayant d'assumer un double contrat avec les societes Aujourd'hui, il est sans doute a un tournant de son histoire la crise financiere limite ses moyens et ses ambitions, de nouveaux acteurs emergent, la decentralisation est a l'ordre du jour

Contrairement aux pays asiatiques, les pays africains n'avaient pas encore acquis, a l'oree de la periode coloniale, l'experience de la gestion contraignante des hommes et de l'espace Les populations de la region n'etaient pas, non plus, habituees a se penser en collectivites nationales La periode coloniale a apporte un changement important, en creant les espaces nationaux et en y introduisant une gestion finalisee

Les puissances coloniales se sont fortement appuyees sur les autorites coutumieres dans les pays francophones, les chefs traditionnels ont ete transformes en relais de l'administration, dans les pays anglophones l'"indirect rule" leur a donne en apparence plus d'autonomie Partout pourtant, ces autorites traditionnelles ont ete progressivement disqualifiees de la gestion des pays, parce que le decoupage des territoires coloniaux ne repondait pas de logiques ethniques, mais plutot de la defense, par les puissances coloniales, de leurs interets strategiques et commerciaux La periode coloniale a ainsi cree les ensembles multi-ethniques qui allaient devenir les Etats-Nations dans lesquels les autorites traditionnelles ont ete marginalisees, sans pour autant former une elite nationale de rechange

Ce n'est pas des chefs coutumiers, mais des auxiliaires coloniaux et des travailleurs urbains que va venir la revendication independantiste meme s'ils s'opposent a eux pour l'acces au pouvoir, ces derniers sont en effet plus proches de la logique des colonisateurs et des Etats qu'ils ont crees Cette coalition d'interets heteroclités va progressivement reclamer puis assumer le pouvoir

Le double contrat des independances, limite a une faible part de la population

Pendant deux ou trois ans, les independances ont pu porter l'illusion d'un changement en profondeur L'Etat est perçu comme l'entrepreneur ideal, qui va permettre le progres generalise et l'equite sociale Cependant, des 1962 ou 1963, l'illusion se dissipe La personnalisation du pouvoir s'affirme dans presque tous les pays, par des coups d'Etat, par l'instauration du parti unique ou simplement par l'exercice solitaire du pouvoir (voir page 21)

Les independances etaient porteuses d'un double contrat propose par la nouvelle elite africaine un

contrat social celui d'un developpement materiel rapide, et un contrat national l'affirmation de l'Etat-Nation comme nouvel espace dominant d'expression de la solidarite collective

Des les premieres annees, le contrat social va apparaître pour ce qu'il etait des le depart un contrat qui ne s'adresse qu'au "secteur moderne", essentiellement urbain (salaries, scolaires) Les paysans sont presentes comme une masse homogene et peu eclairee, a la fois essence de la Nation mais ayant besoin d'être dirigee par l'elite, dont elle assure l'essentiel des revenus Quant au secteur informel urbain, encore peu developpe dans les petites villes de l'independance (il n'y a que 13 % d'urbains a cette epoque¹) il passe pour un phenomene transitoire On considere generalement que ce petit artisanat, stigmate du sous-developpement, est appele a se resorber de lui même au gre du developpement industriel Ce biais "moderne" des pays de la region a fortement marque les choix et les evolutions des trente dernieres annees

L'heterogeneite des societes nationales, l'absence de sentiment d'appartenance a la collectivite nationale ont rendu le "contrat national" difficile a mettre en oeuvre En l'absence de processus admis collectivement pour arbitrer de maniere pacifique les conflits d'interet, en l'absence d'une autorite suffisante (morale ou pratique) des jeunes Etats pour pallier cette lacune, les gouvernements ont dû diverter une grande part de leur energie et de leurs ressources pour acheter, au jour le jour, la paix civile entre les groupes Il en est resulte, dans la plupart des Etats, une tres faible capacite a effectuer des perequations entre groupes sociaux et entre espaces au sein de la Nation

Les jeunes Etats ouest-africains etaient donc peu prepares a se gerer comme des Nations Manquant d'experience, de competences et de cohesion interne, ils ont donne lieu a l'accaparement du pouvoir par une petite elite administrative Cette elite a la legitimité tenue a dû a son tour proceder a de fortes redistributions pour asseoir son pouvoir, en premier lieu vers l'administration et le secteur moderne, mais aussi - bien qu'a des degres moindres - dans l'ensemble de la societe

Le faible enracinement de l'Etat a ete mis a nu par la crise des années 1980

Tant que les ressources étaient abondantes, ce fonctionnement s'est maintenu dans un relatif consensus. L'Etat taxait les producteurs qui conservaient néanmoins des marges suffisamment attrayantes pour continuer à produire et tout le monde touchait finalement quelques dividendes du système. L'assèchement progressif des finances publiques entraîne par la baisse des cours des matières premières puis l'épuisement des capacités d'endettement à remis en cause la capacité de redistribution des Etats et, avec elle, le consensus qu'elle avait permis de créer.

Les "friches étatiques", espaces dans lesquels les Etats n'ont plus de présence affirmée, se sont multipliés. La déconnexion avait commencé très tôt dans les lieux les plus enclavés ou les plus informels. Et, progressivement, les gouvernements se sont totalement détachés des sociétés pour ne plus exercer de gouvernance que sur le seul secteur moderne dont ils émanent.

Jeunes diplômés des chômeurs très actifs !

Au fil des ans on constate dans les enquêtes l'apparition de jeunes diplômés qui se déclarent chômeurs alors que ces mêmes enquêtes montrent que plus de la moitié d'entre eux sont au travail. Il est symptomatique que des individus exerçant une activité répondent qu'ils sont sans travail. Cette revendication du statut de chômeur traduit de leur part d'intenses frustrations et une insatisfaction lourde de conséquences même après plusieurs années de travail informel, ces jeunes continuent de se porter sur le marché du secteur moderne, considéré comme le seul vrai travail. On constate que la durée de ce chômage s'allonge dramatiquement, pouvant dépasser deux ans comme au Bénin par exemple.

D'après J. Charmes Face à l'ajustement, quelles activités, quels revenus ? Colloque Jeunes villes emplois Paris 1992

La chute brutale des ressources extérieures dans les années 1980 a accéléré le retrecissement de la clientèle de l'Etat, jusqu'à éroder les bases de son propre support : le secteur moderne. Les salaires impayés pendant des mois, les compressions et déflations diverses, les privatisations, le démantèlement progressif des articles les plus contraignants du droit du travail, la suspension de l'embauche systématique des étudiants ont alimenté le flot des mécontents, et ont souvent débouché sur des "alternances" politiques.

Pourtant, les oppositions qui accèdent au pouvoir n'ont pas réalisé les ruptures nécessaires. Elles n'ont pas, jusqu'à présent, su renouveler le contrat social ni le contrat national. Au contraire, elles sont venues au pouvoir en dénonçant l'incapacité des gouvernants à faire respecter ces contrats fondateurs. Ces nouveaux dirigeants se trouvent progressivement pris à leur propre piège même

lorsqu'ils ont la volonté de dialoguer sur une large base, ils sont soumis aux forces qui ont renversé les anciens pouvoirs et les ont mis en place. Les mécontents du secteur moderne, à commencer par les étudiants.

La crise de l'Etat post-colonial peut-elle permettre l'émergence d'une modernité politique africaine ?

Deux facteurs laissent toutefois penser que les changements en cours devraient à terme dépasser la simple alternance et qu'on s'achemine vers une modification de la logique même du système : le développement d'une concurrence entre les élites et le rôle croissant de la société civile.

On assiste aujourd'hui à la résurgence d'élites concurrentes des élites administratives nées dans le sillage des indépendances. Il s'agit d'une bourgeoisie ancienne (notamment les commerçants de l'époque coloniale), d'acteurs structures du secteur privé (comme les petits commerçants Baol-Baol de Dakar), de mouvements religieux comme les confréries islamiques. Ces élites avaient été occultées par la toute puissance de l'Etat, elles resurgissent aujourd'hui du fait de la libéralisation qui leur permet de se recréer une base économique, et d'assumer de nouvelles fonctions. La concurrence entre élites pour l'accès au pouvoir devrait se renforcer et son résultat est déterminant pour l'évolution des sociétés. En effet, il ne s'agit pas simplement de choisir entre des individus au sein d'un système consensuel et bien rôdé. Derrière la concurrence des élites pour le pouvoir, ce sont d'importants choix de société qui se dessinent, dans une période où les Etats redefinissent leur rôle.

Par ailleurs, l'accroissement numérique de la population, la complexification progressive des champs économique et social, la faible prise de l'Etat sur ces évolutions, ont amené les mouvements privés à se structurer pour prendre une ampleur et une cohésion nouvelles. Bien que les Etats n'aient pas encore pris acte de cette nouvelle donne en lui adaptant les institutions, les dynamiques privées seront désormais une composante majeure de la vie politique des pays de la région. La dynamique de décentralisation, le développement du syndicalisme agricole, l'organisation du secteur privé (voire celle du secteur informel) sont des réalités qui prennent de plus en plus corps, face auxquelles les Etats devront, de manière croissante, définir et justifier leur rôle.

En tout état de cause, que l'Etat actuel se réforme, qu'il se radicalise ou soit remplacé par d'autres formes de gouvernance, il semble bien que la période de l'Etat post-colonial s'achève. Une modernité politique plus spécifiquement africaine est en train de voir le jour.

1 10 L'EMERGENCE DE LA COMPETITION

Les trente dernieres annees ont vu l'apogee puis la chute de regimes bases sur une forte implication de l'Etat dans la gestion economique et sociale, regimes permis a la fois par une conjoncture economique favorable et par la faible structuration des societes nationales La tendance generale a la globalisation economique mondiale et la concentration humaine liee au doublement de la population, le developpement economique et social ont rendu ces regimes obsoletes La competition s'installe desormais dans tous les compartiments d'une societe qui n'y etait guere preparee Elle est pourtant appelee a y jouer un rôle central dans l'avenir, en particulier si elle est acceptee comme un moteur de changement

En 1960, les pays d'Afrique de l'ouest n'avaient guere de tissu industriel, d'entrepreneurs, de personnel politique ou de cadres nationaux Ils etaient portes par l'espoir, partage par une large partie des observateurs internationaux, d'un rattrapage rapide des pays plus avances, espoir entretenu par la forte croissance enregistree dans les annees 1950 Inspires par des modeles issus des pays developpes, les pays se sont orientes vers des strategies volontaristes d'organisation de la societe destinees a en acclereler la modernisation Ces strategies reposaient sur une segmentation de la societe en groupes sociaux, unitaires en leur sein et complementaires entre eux

Des sociétés organisées autour de la distribution publique

La societe etait cloisonnee en secteurs dont les rôles respectifs devaient s'harmoniser Le secteur moderne, fonctionnant largement sur la base de monopoles, etait charge de la modernisation du pays et de l'approvisionnement du marche interieur Le secteur exportateur, agricole ou minier, base sur l'exploitation des avantages comparatifs naturels, devait approvisionner l'economie en devises, essentiellement absorbees par le secteur moderne Le reste du secteur agricole avait pour mission d'assurer l'autosuffisance nationale Enfin, le secteur informel assumait tout le reste c'est-a-dire tres peu en theorie (puisque l'Etat affirmait se charger de tout) et beaucoup en pratique

Les accrocs a cette organisation du developpement ont ete nombreux le secteur moderne n'est jamais parvenu a fonctionner de façon autonome, il a toujours vecu aux depens des secteurs pourvoyeurs de devises La complementarite theorique ne s'est pas developpee, le fonctionnement economique est reste base sur l'entraînement de toute l'activite par le secteur d'exportation des matieres premieres (complete, dans certains cas, par les transferts de capitaux) Les situations de concurrence, cantonnees aux secteurs traditionnels et hors de la sphere contrölee par l'Etat, etaient rares et limitees

A ce systeme economique correspondait un systeme de valeurs lui aussi compartimente une culture rurale fortement valorisee et un modele urbain

moderne tres cosmopolite, cense représenter l'avenir Les autres formes sociales ont plus ou moins ete considerees comme transitoires, et delibereement ignorees Il en est resulte une societe bâtie autour de deux classes sociales, supposees unitaires et indivisibles la paysannerie et l'elite moderne

Les discours prönaient dans tous les domaines la mise en commun des efforts et denonçaient toute expression d'un particularisme comme un facteur de division La competition economique et sociale etait perçue comme un gaspillage et une nuisance Elle etait exclue du fonctionnement de la societe Dependante de l'Etat, basee sur l'exploitation d'avantages naturels, dominee par des situations de monopole (ou d'oligopole), l'economie a conserve, voire même renforce, le fonctionnement rentier qui caracterisait deja la periode coloniale anterieure Dans le champs politique, c'est le regne du parti unique la democratie est presentee comme un eparpillement des efforts, un luxe incompatible avec la mobilisation de toutes les forces

En depit de quelques succes, ce modele a atteint ses limites

Il est facile, aujourd'hui, de presenter le modele integrateur comme un echec parce qu'il apparaît inadapte a la situation presente Il a pourtant coincide avec une croissance de l'economie regionale pendant plusieurs decennies Il a contribue a la modernisation de la societe, a l'amelioration des niveaux educatifs et sanitaires, a la transformation du territoire, a l'accueil sans probleme majeur de pres de 70 millions de nouveaux urbains Son volet social a connu de reels succes pendant deux decennies, en formant et integrant des cohortes de jeunes gens issus de toutes origines dans un cadre coherent, par le partage de valeurs communes

En revanche, les societes et leurs dirigeants n'ont pas vu que les evolutions, internes et externes, rendaient progressivement caduc ce modele excluant la competition et qu'elles devaient se preparer a affronter une autre realite L'environnement international et les evolutions internes des societes ont en effet amene la competition a jouer un rôle croissant dans l'ensemble des activites economiques et sociales

Pour certains, l'Afrique de l'ouest n'est pas compétitive il serait plus juste de dire que, jusqu'à récemment, elle n'était pas en compétition

La compétition externe, en rareifiant les ressources, a développé la compétition interne

Des les années 1970, le modèle de fonctionnement des économies a été fortement mis à mal. Les pays asiatiques sont entrés en compétition sur le terrain des matières premières tropicales. Plus tard, au début des années 1980, la concurrence sur les marchés intérieurs s'est exacerbée sous l'influence d'éléments externes : réussite des pays asiatiques, excédents mondiaux, et internes : dynamisme commercial, divergence des évolutions économiques et monétaires, porosité des frontières.

À l'intérieur des économies, la compétition a pris progressivement de plus en plus d'importance, encouragée par les politiques d'ajustement. L'intervention publique a diminué, le secteur moderne s'est retréci. Pendant ce temps la compétition nationale et internationale a pénétré les secteurs traditionnels, en particulier le secteur vivrier. Le secteur informel dont la croissance était freinée par la crise urbaine a vu la concurrence se développer en son sein. Des entreprises moyennes émergent de cette concurrence dans de multiples secteurs (santé, éducation, transport, BTP, commerce, etc.), mais rarement encore dans les activités de transformation. L'État, discrédité par la faillite des entreprises parapubliques et à cours de ressources, a sensiblement réduit son emprise sur la société.

Dans le domaine social, la compétition a fait voler en éclat le caractère intégrateur et unitaire du modèle précédent. Le *melting pot* urbain, loin de déboucher sur un consensus "cosmopolite" entre les groupes nationaux, a vu au contraire la compétition s'installer entre ces groupes.

C'est un choc violent pour les économies et les sociétés ouest-africaines. Non seulement l'émergen-

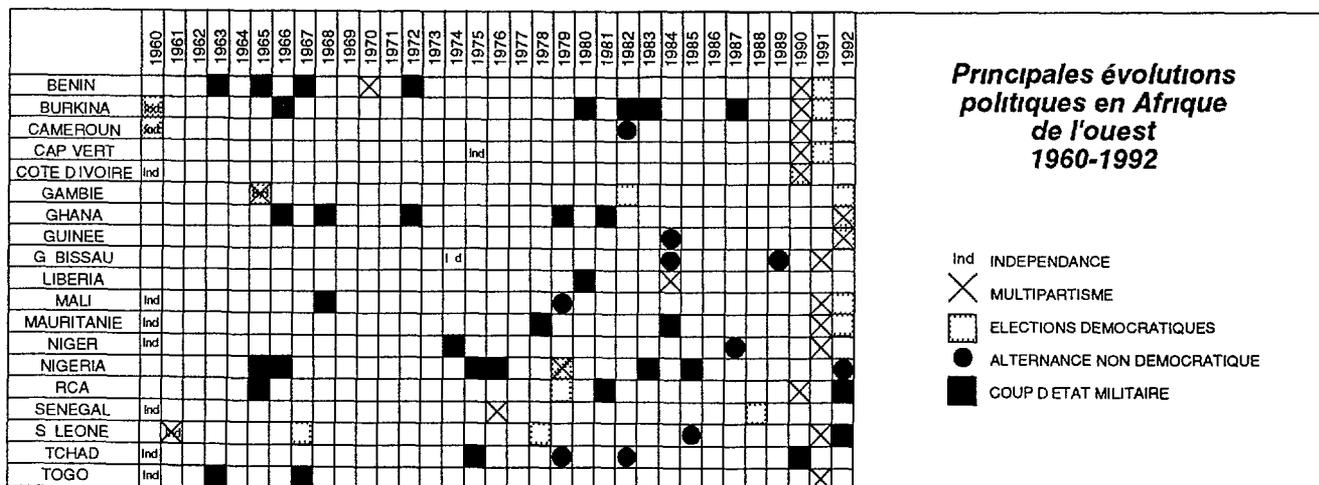
ce de la compétition n'a pas été prévue ni voulue, et encore moins accompagnée par les États et les acteurs économiques, mais elle s'est déroulée dans une conjonction de circonstances extrêmement défavorables : chute des cours des matières premières, retournement des tendances des transferts nets. L'État a vu son emprise sur la société décliner alors même qu'il devenait l'interlocuteur de groupes sociaux de plus en plus nombreux. Profondément destabilisé, il n'a guère pu gérer cette période de turbulences.

La compétition source de changements économiques et de tensions sociales

Une tendance générale se dessine vers la diversification des activités économiques et des formes sociales en Afrique de l'ouest : apparition d'un secteur intermédiaire et d'une classe moyenne privée, émergence du niveau local, différenciation sociale accrue, densification de l'économie régionale. Cette diversification va accroître les opportunités économiques mais aussi le nombre d'acteurs en compétition pour les saisir. Le processus de transformation des sociétés ouest-africaines sous l'emprise de cette compétition n'en est donc qu'à son début. Il doit être vu comme une des mutations majeures de l'avenir de la région.

La crise actuelle ne doit pas cacher que les sociétés s'adaptent à ces nouvelles contraintes. Cela est sensible dans le domaine économique : dans le secteur vivrier, en progression depuis le milieu des années 1980, dans le secteur privé, qui se diversifie et se professionnalise lentement. Dans les domaines politique et social, les transformations ont été également rapides depuis le début des années 1990.

Mais cette adaptation ne pourra s'imposer que si la compétition, tant intérieure qu'extérieure (y compris régionale), est diagnostiquée et acceptée (et éventuellement organisée) comme un élément moteur du fonctionnement économique et social de l'Afrique de l'ouest. Cela nécessite une rupture claire avec les modèles anciens, que les dirigeants ont encore du mal à réaliser.



DEUXIEME PARTIE

QUELQUES REPERES POUR L'AVENIR

Deux demarches complémentaires ont été adoptées pour l'analyse prospective

■ *La première consiste à décrire une vision de l'avenir à l'horizon d'une génération. Par définition, cette vision prend de la distance avec la conjoncture - c'est la un de ses principaux intérêts. La vision est exprimée sous forme d'une **image à long terme** de la répartition des hommes et de leurs activités. Cette image tente de répondre aux questions initialement posées par l'étude : *ou vivront les 430 millions d'ouest Africains en 2020, et comment vivront-ils ? Elle est le résultat de "projections" établies sur la base des mécanismes identifiés dans la rétrospective longue (1960-1990) et de jeux d'hypothèses plus ou moins volontaristes (→ 2 1)**

Les pays du golfe de Guinée, autour du Nigeria, resteront le poumon économique de la région, mais la date et le rythme de la reprise du géant nigérian, dépendants du règlement de ses tensions politiques internes, conditionneront les évolutions de l'ensemble de la zone (→ 2 2)

Les pays de la façade atlantique auront le choix entre une extraversion croissante et une insertion, plus difficile à court terme, dans l'ensemble régional (→ 2 3)

Enfin, les grands pays enclaves n'auront, sans doute, d'avenir durable que dans l'exportation, sur le marché régional principalement, de leur main-d'œuvre et de leurs produits agricoles (→ 2 4)

■ *La seconde démarche consiste à explorer **divers scénarios d'évolution à moyen terme** et à en apprécier les conditions et les implications. Par nature, cette seconde démarche tient largement compte des contraintes actuelles - elle est marquée par le souci du réalisme (au sens du respect des contraintes), même si certains scénarios évoqués supposent des choix volontaristes*

Partant non plus de la vision du futur mais de la situation présente et des tendances actuelles, on peut distinguer trois lignes d'évolution à l'horizon décennal : 1 l'évolution tendancielle débouchant sur le renforcement du caractère rentier des économies et l'enfoncement à terme de la région dans une crise durable, 2 le développement de certains pôles selon des stratégies de croissance libérales orthodoxes, tandis que les zones les moins favorisées restent en marge et constituent éventuellement des facteurs de déstabilisation régionaux, 3 le renforcement des dynamiques régionales, scénario plus favorable à long terme, mais qui suppose des ruptures et éventuellement des tensions à plus court terme (→ 2 5)

L'image a long terme fait l'hypothese d'un redemarrage de l'economie urbaine et d'un rapprochement progressif de l'Afrique des comportements "normaux" observes dans le reste du monde. Le developpement probablement rapide, des echanges regionaux n'empêche pas les echanges internationaux de conserver une place preponderante dans le commerce de la region, les besoins de d'importation pour la consommation entrant en concurrence directe avec l'investissement. L'image met en evidence une sortie de crise difficile au cours des 10 prochaines annees, apres laquelle une acceleration de la croissance redevient possible.

A partir des transformations previsibles de la structure du peuplement et des economies, et des mecanismes de reponse a ces transformations mis en evidence dans le diagnostic, l'etude WALTPS a elabore une vision, parmi d'autres possibles, de la region a l'horizon 2020

Les grandes transformations de la société ouest-africaine entre 1990 et 2020

- La population urbaine regionale croît au taux moyen de 4,2 % entre 1990 et 2020, contre 6,3 % entre 1960 et 1990 et atteint 3,5 fois l'effectif actuel, le niveau moyen d'urbanisation passant de 40 a 63 %. La population rurale augmente de 1,0 % par an, et son effectif augmente de 40 %. Les migrations intraregionales restent fortes

- Les effectifs des salaries du secteur moderne augmentent moins vite que la population urbaine, la fraction de la population non agricole accueillie dans ce secteur continue donc a décroître, d'un tiers aujourd'hui a un quart a l'horizon 2020

- Ceci implique une croissance du secteur informel de 5 % par an. Il accueille ainsi plus de 50 % du croît demographique total. Ce secteur tend a se differencier a la premiere generation de micro-entrepreneurs recemment arrives en ville, se substitue progressivement une deuxieme generation de "promoteurs intermediaires" nes de parents citadins, disposant d'un minimum de capital et d'une "culture urbaine". Le "secteur intermediaire" devient progressivement la source d'un developpement industriel et tertiaire endogene

- La poursuite de la croissance urbaine induit l'emergence progressive d'une agriculture vivriere de rapport, s'organisant pour le marche et capable d'investir car disposant de revenus bruts croissants. Ce phenomene, tres net au-dela d'un taux de 50 % d'urbains, n'implique qu'une proportion limitee des agriculteurs, mais se developpe, a des degres divers, dans une grande partie de la region

- Les disparites sociales augmentent. En milieu rural un petit nombre d'exploitants agricoles dynamiques produit une forte proportion du surplus destine au marche regional. Ces entrepreneurs s'organisent pour defendre leurs interets economiques et s'impliquent de maniere

croissante dans la gestion des entites decentralisees (communes rurales, petites villes). En ville, l'apparition d'une classe d'entrepreneurs issus du secteur informel rompt la dichotomie actuelle de la societe urbaine en deux grandes categories, moderne et informelle. Un continuum social, offrant une gamme plus diversifiee d'activites et de revenus, se met en place

Grandes lignes de l'image économique

Ces hypotheses sont plausibles au regard des evolutions passees, même si elles sont volontairement optimistes. Elles ont ete utilisees pour effectuer une projection a long terme (2020). On leur a ajoute un jeu d'hypotheses complementaires sur l'evolution des ressources exterieures. L'etude retient une croissance de 3 % des exportations agro-alimentaires et de 4 % pour les produits energetiques. Les autres exportations augmentent proportionnellement au taux de croissance de la population du secteur moderne urbain. Pour l'ensemble des autres parametres des echanges exterieurs, on fait l'hypothese que la region rejoint, en 2020, le comportement "normal" mis en evidence au niveau mondial

Cette projection de l'economie de la region est construite a partir de la matrice de comptabilite sociale de l'annee 1990 choisie comme annee de base (→ 1.4)

- Le produit regional brut (PRB) quadruple, passant de 130 a 510 milliards de dollars (taux moyen de croissance 4,6 %, soit un point de plus que sur la periode 1960-1990). Le PRB moyen par habitant atteint un peu moins de 1200 dollars par habitant en 2020, soit un accroissement de 75 % par rapport a 1990 et une croissance moyenne de 1,9 % par an

- Le secteur agricole fournit 14 % du PRB pour 40 % de la population regionale. La valeur ajoutee agricole croît en moyenne de 3,2 %, dont 3,1 % pour la production destinee au marche interieur des pays, 2,6 % pour la production exportee vers le reste du monde et 8,2 % pour la production destinee au marche regional, qui atteint 6 % de la production agricole totale. La production moyenne par agriculteur progresse de 85 % par rapport a 1990 et celle mise en marche est multipliee par 2,4

- 25 millions d'agriculteurs (soit 15 % du total) produisent les quantites necessaires a l'approvisionnement de 40 % des consommateurs, soit 100 millions de personnes leur productivite atteint cinq fois le niveau d'autosuffisance, cependant que la productivite moyenne des 150 autres millions d'agriculteurs reste voisine de la moyenne actuelle 2 fois le niveau d'autosuffisance

- Le secteur informel et intermediaire accueille 60 % du croit demographique total Il rassemble, en 2020, 44 % de la population totale et contribue a 23 % du PRB La productivite moyenne de ce secteur, dont une partie s'est transformee en secteur intermediaire, atteint 600 dollars, le rapport de productivite avec le secteur agricole baisse pour atteindre 1,5, voire moins dans les pays les plus urbanises ou le taux de migration du milieu rural vers les villes ralentit fortement

- Le secteur moderne non agricole rassemble 15 % de la population totale et contribue, comme en 1990, a 63 % du PRB total

- Les villes contribuent a 82 % du PRB total, contre 66 % en 1990 Le PRB moyen par habitant s'accroit de 40 %, l'ecart de productivite moyenne entre miheux urbain et rural restant constant, aux environs de 3,3 Le PRB par habitant retrouve, en 2020, le maximum historique atteint en 1980

- La croissance economique est plus rapide au Nigeria (taux moyen 2,1 % par habitant) que pour le reste de la sous-region (1,6 %) Cela est dû aux ressources exceptionnelles et a la structure economique de ce pays

- L'evolution des echanges intraregionaux et exterieurs associee a cette image se traduit par un taux d'ouverture total (rapport entre importation plus exportation et PRB) de 39 %, voisin de celui de 1990 Mais le taux d'ouverture de la region au reste du monde est sensiblement reduit, de 36 % a 30 % C'est le commerce regional qui explique cette difference, puisqu'il contribue a 22 % du total des importations des pays contre 9 % en 1990 La part importee de la demande agro-alimentaire des pays augmente de 11 % a 15 %, mais les echanges intraregionaux assurent pres de la moitie des

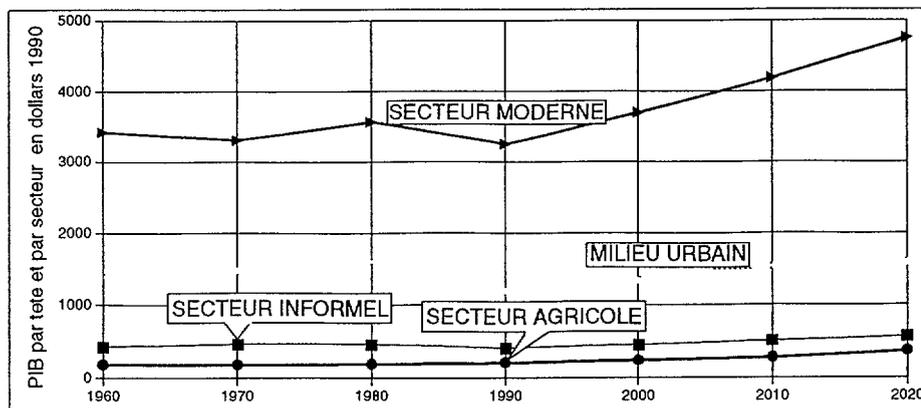
importations dans ce domaine, contre 14 % seulement en 1990 Pour qu'il en soit ainsi, le taux moyen de croissance du commerce agro-alimentaire intraregional devrait se maintenir aux environs de 9 % sur trois decennies Mais, même dans cette eventualite, les echanges intraregionaux ne contribueraient encore qu'a 7 % de la consommation regionale totale Le Nigeria, dont la balance commerciale totale est excedentaire par rapport au reste de la region, sera importateur net de produits agro-alimentaires

L'image intermediaire a l'horizon 2005

Dans un deuxieme temps, une image intermediaire a l'horizon 2005 a ete esquissee, qui permet de distinguer deux etapes dans les trente prochaines annees la sortie de la crise (1990-2005) suivi d'une phase de croissance soutenue (a partir de 2005)

Selon cette image, le taux moyen de croissance du PRB sur la periode 1990-2005 est moins eleve que sur le reste la periode (de l'ordre de 4,1 % par an), mais superieur a celui de la population totale Le taux de croissance du PIB atteint 5,0 % au Nigeria, apres la profonde recession des années 1980-1990, et 3,8 % en moyenne dans le reste de la region La poursuite, a un taux ralenti, de la division du travail entre le milieu urbain et le milieu rural permet aux marches interieurs et au marche regional de poursuivre leur developpement Les echanges intraregionaux commencent a decoller, mais sont encore modestes ils n'atteignent que le double de leur niveau de 1990

La profonde restructuration du peuplement et des economies engagee depuis les independances etant alors bien avancee et la crise des années 1980-1990 digeree, une nouvelle phase de croissance acceleree peut s'engager sur des bases assainies L'image centrale decrite precedemment peut ainsi être atteinte en 2020, moyennant un taux de croissance regional de 5 % Cette croissance acceleree de l'economie regionale est toujours en partie tributaire des transferts et des echanges avec le reste du monde, mais elle profite de façon croissance du developpement des echanges intra-regionaux, dont le taux de croissance depasse 10 % sur la periode 2005-2020



Le PIB par tête reste stable pendant toute la période dans chaque secteur, tandis que change le poids relatif des secteurs Ce n'est qu'à la fin de cette redistribution qu'on peut espérer l'amorce d'une croissance rapide dans chaque secteur. Noter l'évolution du PIB urbain qui témoigne de l'informalisation croissante de la ville

Le groupe de pays du golfe de Guinee qui va d'Abidjan a Yaounde regroupe plus de 80 % du PIB regional, fortement concentre sur une bande coterie de faible profondeur Cette bande polarise l'essentiel du marche regional et c'est la que se trouve le plus grand potentiel d'echanges regionaux Au centre de ce systeme, le Nigeria represente a lui seul 50 % du PIB regional et sa richesse miniere lui assure une prosperite durable c'est le veritable coeur de l'economie regionale Encore faudra t il qu'il arrive a regler ses dissensions politiques internes

Le Nigeria est sur bien des points le geant de la region Il dispose, en 1990, de la moitie de la population ouest-africaine, mais aussi de ressources importantes et durables (petrole et gaz), d'un niveau d'urbanisation superieur a la moyenne regionale (49 %), de 80 % des diplomes de l'enseignement superieur de la region et d'infrastructures denses et de qualite Il est l'un des rares pays africains qui "compte" sur la scene internationale, au plan politique (ou on le compare souvent a l'Afrique du sud comme pôle de developpement) comme au plan economique (il est contributeur net vers le reste du monde depuis plus de 20 ans)

Le Nigeria, un precurseur ?

La structure de population du Nigeria (densite niveau d'urbanisation) est "en avance" de trente ans sur le reste de la region c'est a dire que, pour un certain nombre de phenomenes lies a l'evolution de la structure du peuplement, le Nigeria peut etre vu comme un precurseur, un laboratoire grandeur nature Il en va ainsi de l'intensification agricole la region de Kano ville de plus de 1 million d'habitants, qui ne reçoit que 800 mm de precipitations annuellement et dont les terres sont saturees depuis plusieurs decennies reussit a etre autosuffisante un message d'espoir pour les autres metropoles saheliennes La region Igbo, de meme, connait l'amorce d'un decollage industriel Mais le Nigeria est aussi un laboratoire des risques qui guettent la region la lutte que se livrent les divers groupes pour le pouvoir et les fractures que cette lutte met en evidence illustrent, elles aussi, des phenomenes qui pourraient apparaitre, a terme dans d'autres espaces ouest africains

Comme les autres pays de la region, le Nigeria a developpe, de grands projets industriels avec a la cle de nombreux echecs Du fait de la manne petroliere, il a probablement depense plus que d'autres dans ce domaine Il en est reste des infrastructures de qualite (le reseau routier et autoroutier y est beaucoup plus dense qu'ailleurs dans la region), mais peu d'industries viables Naudet (1993) cite ainsi des sources indiquant une utilisation de la capacite industrielle de 20 a 25 % dans ce pays

Mais, au dela des echecs de l'industrie moderne, on voit se developper (en particulier dans les zones denses du pays Igbo) des petites industries de

transformation fabrication de pieces detachees, de textiles, de produits pharmaceutiques C'est peut-être le debut de ce secteur intermediaire, de cette industrialisation par la base, que l'on guette partout dans la region

En fait, le Nigeria a presque tout pour être un des premiers pays africains a connaître un decollage economique a partir de ses evolutions internes La seule hypothese qui pese sur son avenir est l'evolution de la gouvernance, voire même de la gouvernabilite du pays Cette question sera a coup sûr decisive pour l'avenir du pays et, au-dela, de la region dans son ensemble

La communaute internationale et les pays voisins ne peuvent qu'observer et essayer d'anticiper les evolutions internes du Nigeria, tant il semble difficile et risqué d'influer de l'exterieur sur les transformations politiques en cours dans ce pays

Un edifice politique fragile

La Fédération nigérienne a du mal a trouver son equilibre interne , en depit des efforts importants realises pour l'integration du territoire elle ne s'est pas encore remise de ses crises passees Le Nigeria reste partage entre trois groupes ethno religieux, et le recent mouvement d'indigenisation risque fort de renforcer cette tendance Haoussa et Fulani au Nord qui detenaient traditionnellement le pouvoir, Yorubas au sud ouest, qui detenaient l'industrie et le commerce et Ibos au sud est, qui possedent le petrole et souhaitent disposer de ses dividendes peuvent ils trouver un terrain d'entente a long terme, et permettre ainsi aux forces economiques a l'oeuvre dans le pays de s'exprimer librement ? De nombreux analystes en doutent, a l'instar de ce rapport du departement d'Etat americain notant 'Le pays devient de plus en plus difficile a gouverner Les fissures ethniques et regionales se creusent, une situation encore aggravee par l'augmentation du nombre des Etats de 19 a 30 et le doublement du nombre des autorites locales Les chivages religieux sont encore plus graves le fondamentalisme musulman et le militantisme des chretiens evangeliques se developpent rapidement Et les Musulmans du nord sont particulierement inquietes de l'emprise des populations du sud sur l'economie La volonte de conserver l'unité du Nigeria est desormais bien faible"*

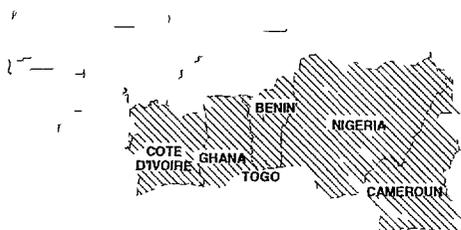
* cite par Robert D Kaplan dans *The Coming Anarchy*

Ghana, Côte d'Ivoire, Cameroun des économies dynamiques dont l'évolution est conditionnée par celle du marché nigérian

Les trois autres pays ouest-africains relativement significatifs en termes économiques (PIB supérieur à 7 % du total régional) se trouvent également dans le golfe de Guinée (ils totalisent avec le Nigeria 78 % du PIB régional) il s'agit du Ghana, de la Côte d'Ivoire et du Cameroun. Ces pays, dépourvus de ressources minières majeures, ont beaucoup plus basé leur prospérité sur les exportations de matières premières agricoles (avec une stratégie mixte pour le Cameroun). La richesse ainsi générée a été moindre qu'au Nigeria, mais le gaspillage et les autres effets induits également, ce qui fait qu'ils ont connu une certaine abondance, qui a permis de gérer facilement les tensions internes de sociétés en transition. Avec la baisse des cours des matières premières et de la capacité de redistribution des États, ces sociétés ont laissé apparaître leur fragilité, les régionalismes et autres tensions s'y développent rapidement.

Les stratégies que pourront suivre ces pays seront influencées par les évolutions des cours des matières premières et par les opportunités de diversification de leur économie.

LES PAYS COTIERS DU GOLFE DE GUINÉE



Ces dernières seront fortement dépendantes des évolutions du Nigeria. Si l'économie de la Fédération redémarre après la dépression actuelle, elle deviendra certainement un des principaux clients de ces pays, par la taille et la proximité de son marché. Si, au contraire, le Nigeria stagne durablement, voire s'il rentre en crise ouverte, ces pays auront beaucoup plus de difficultés à diversifier leurs activités. Il leur faudra alors passer directement du marché national au marché mondial, le cœur du marché régional étant grippé.

Le Bénin et le Togo à l'affût du commerce régional

Le Bénin et le Togo sont des petits pays, comparés à leurs voisins. Leur population est peu élevée, et fortement concentrée près de la côte. Ces pays ont joué plusieurs rôles au cours de leur histoire : couloirs d'extraction des richesses agricoles du temps des colonies (Igue, 1993), zone franche (Togo), ou "État-entrepôt" (Bénin). La petite taille de ces pays limite leurs perspectives de développement endogène, faute de marché intérieur, mais elle limite aussi les contraintes de gestion : coût de l'aménagement physique du territoire, gestion des disparités. Cette situation leur confère une grande souplesse potentielle, une marge de manœuvre dont ne disposent pas les grands pays qui les entourent, dont la gestion est plus contraignante. La santé économique de ces petits pays dépendra à la fois de leur capacité à valoriser cette souplesse et de la santé des grands pays voisins.

Si le commerce régional se développe fortement, ils pourraient développer une fonction de médiateurs entre les quatre grands pays du golfe de Guinée, qui concentreraient vraisemblablement une grande partie des flux régionaux. Dans le cas contraire, ils devraient trouver des créneaux d'activité économique directement sur le marché mondial, ce qui sera beaucoup plus difficile pour eux.

DONNÉES POUR 1990	POPULATION TOTALE millions	(% région)	NIVEAU D'URBANISATION	PIB TOTAL (% région)	PIB/TÊTE US\$	AIDE/TÊTE US\$
CÔTE D'IVOIRE	11,4	(6 %)	47 %	10 %	780	60
GHANA	14,5	(7 %)	31 %	7 %	390	39
TOGO	3,5	(2 %)	29 %	1 %	352	66
BÉNIN	4,5	(2 %)	37 %	2 %	326	58
NIGERIA	93,5	(48 %)	49 %	48 %	434	3
CAMEROUN	11,5	(6 %)	39 %	13 %	964	43
TOTAL	138,9	(71 %)	45 %	81 %	496	18

Les pays de la façade atlantique constituent un groupe relativement autonome par rapport au marché régional et beaucoup plus tournée vers les marchés mondiaux, notamment européens. Les trente dernières années ont vu ce groupe stagner, avec l'essoufflement de l'économie sénégalaise et le repli de la Guinée. Il existe toutefois de réelles possibilités de redémarrage économique, mais l'insertion à la dynamique régionale reste sujette à caution.

Mauritanie, Sénégal, Gambie, Cap Vert le défi de l'emploi urbain

Les pays sahéniens de la façade atlantique sont petits par la taille (par la taille utile pour la Mauritanie, composée essentiellement de désert !). Ils sont remarquablement extravertis par rapport au reste de la région : ils reçoivent plus d'aide en moyenne que les autres groupes (même que les pays sahéniens enclaves, pourtant plus pauvres) pour des performances économiques médiocres, et leur commerce s'effectue essentiellement au loin. Ils ont un domaine agricole très limité (de petite taille en ce qui concerne la Mauritanie, le Cap-Vert et la Gambie, de taille moyenne, mais largement dégradée en ce qui concerne le Sénégal). Ils sont légèrement plus urbanisés que la moyenne régionale et devraient, en toute logique, voir ce mouvement se poursuivre faute d'emploi dans les campagnes.

Leur croissance économique a été fortement basée sur la relation avec l'extérieur, que ce soit au temps colonial (Dakar, capitale de l'AOF) ou depuis (fort niveau d'aide, forte émigration internationale). Cette région, dotée d'un potentiel agricole médiocre, n'a probablement pas vocation à garder une population rurale élevée. Si les villes perdent leur pouvoir d'attraction intrinsèque, il y a fort à parier que les migrations en provenance des campagnes

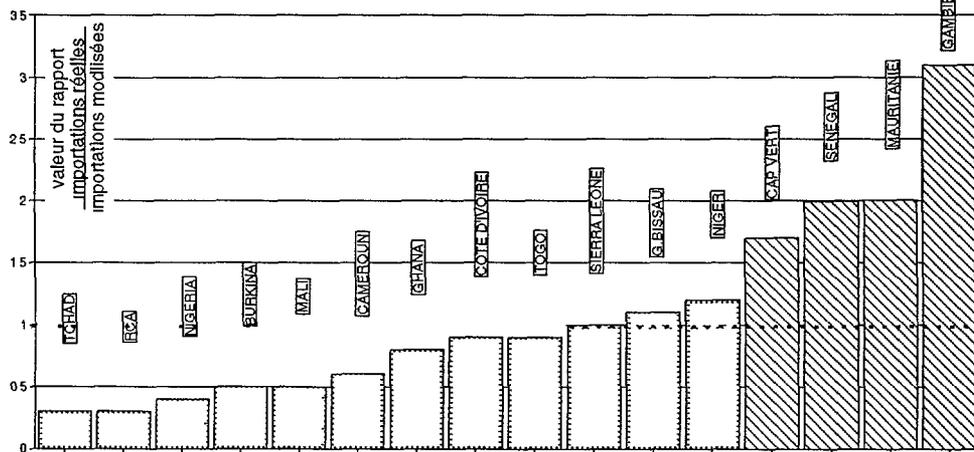


continueront de se développer du fait de la saturation de l'espace rural. Le problème majeur est donc de créer suffisamment d'emplois urbains. La proximité du marché européen pourrait constituer une piste pour ces pays, par ailleurs très éloignés du cœur du marché régional.

Parce qu'elle dépend fortement de cette capacité à diversifier ses sources de revenus, des débouchés migratoires qui s'offrent à ses populations et des transferts internationaux, parce que son agriculture est dégradée et que, moins encore qu'ailleurs, elle n'est en mesure d'accueillir durablement le croît démographique, cette zone est probablement une des plus fragiles de la région. Elle dispose d'une faible marge de manœuvre sur le chemin du développement.

Les pays simultanément sahéniens et côtiers sont caractérisés par une extraversion alimentaire exceptionnelle

On a modélisé pour un ensemble de pays les déterminants structurels des importations agro-alimentaires (comme une fonction de la population, du PIB par tête et du niveau d'urbanisation). Le graphe ci-contre représente le rapport des importations réelles sur les importations suggérées par le modèle. Les pays ouest africains apparaissent dans l'ensemble moins ouverts aux importations que ce que propose le modèle, à l'exception des pays côtiers sahéniens qui apparaissent exceptionnellement extravertis.



Les pays forestiers de la façade atlantique de lourdes incertitudes en dépit de potentiels économiques importants

Ces pays ont connu trois décennies marquées par des successions de crises politiques graves, de la dictature de Sekou Toure en Guinée, à la guerre du Liberia, en passant par de nombreux coups d'État. Ces crises ont été suffisamment graves pour empêcher la croissance économique et la redistribution des populations (sauf, éventuellement, en Sierra Leone). Ainsi, cet espace, en dépit de ses grandes richesses minières et de son potentiel agricole élevé, est resté pauvre. Son PIB par tête est supérieur seulement à celui des pays sahéliens enclavés, et sa croissance urbaine a été lente. Le niveau d'urbanisation est partout inférieur à 30 %.

Ces pays gardent un potentiel important du fait de l'abondance de leurs ressources. Cependant, leurs défaillances dans la gouvernance, pour laquelle tout apprentissage est nécessairement long, risquent de les empêcher durablement de valoriser correctement ces ressources.

À long terme, ce groupe de pays a plusieurs évolutions possibles. Soit il se connecte progressivement, *via* la Côte d'Ivoire, au cœur du marché régional. Soit il rejoint les pays côtiers sahéliens dans un comportement plus franchement extraverti. Soit, enfin, il se replie sur lui-même dans une perpétuation de la succession des crises du passé.

Le rôle de la Guinée sera probablement décisif dans cet espace, mais il est encore trop tôt pour dire dans quelle voie s'engage ce pays dans son renouveau actuel.

Les "années perdues" de l'économie guinéenne

Dotée de richesses minérales très importantes (un tiers des réserves mondiales connues de bauxite, mais également d'importants gisements d'or, de diamant, des perspectives intéressantes de pétrole off shore) la Guinée bénéficie également d'un potentiel agricole élevé. Cependant, la valorisation de ce potentiel a été durablement compromise par les politiques économiques de l'ère Sekou Toure, entre 1958 et 1984. Confrontée à des systèmes de production encadrés à des prix administrés, au monopole d'État dans les domaines de l'approvisionnement en intrants et de la commercialisation et à la surevaluation de la monnaie, l'agriculture guinéenne a progressivement perdu ses incitations aux cultures d'exportations pourtant florissantes au départ. Les exportations de bananes sont passées de plus de 100 000 tonnes à presque rien, celles de café ont chuté de plus de 80 %. La production d'ananas qui était de 25 000 tonnes au début des années 60 ne représentait plus que la moitié de ce volume en 1970 tandis que le cacao et l'arachide subissaient des tendances similaires.

Au début des années 70 le commerce extérieur du pays devenait totalement dépendant de l'exportation de la bauxite et de l'alumine. L'exploitation du diamant était suspendue. Cette dépendance trop étroite doublée de fluctuations importantes des cours mondiaux de la bauxite a finalement aggravé une pénurie de devises déjà latente. En dépit de la baisse des importations, les producteurs ont diminué la mise en marche de leur production. L'incitation commerciale provoquée par la baisse des importations était plus que contrebalancée par l'indigence des réseaux de communications et l'absence de biens à échanger contre les produits agricoles. La récession économique, assortie de la répression politique ont provoqué un exode massif hors du pays. Dix ans n'ont pas suffi à la Guinée pour reprendre le chemin d'un développement qu'on annonçait, à la veille des indépendances, bien plus prometteur que celui de la Côte d'Ivoire !

DONNEES POUR 1990	POPULATION TOTALE		NIVEAU D'URBANISATION	PIB TOTAL (% REGION)	PIB/TETE	AIDE/TETE
	millions	(% region)				
MAURITANIE	2,0	(1 %)	42 %	0 %	466	120
SENEGAL	7,3	(4 %)	43 %	5 %	598	112
GAMBIE	0,9	(5 %)	32 %	0 %	288	108
CAP VERT	0,3	(2 %)	32 %	0 %	528	328
GUINEE BISSAU	1,0	(5 %)	26 %	0 %	172	144
GUINEE	5,3	(3 %)	28 %	2 %	248	54
SIERRA LEONE	3,7	(2 %)	30 %	1 %	256	21
LIBERIA	2,6	(1 %)	26 %	1 %	182	43
TOTAL	23,1	(12 %)	34 %	10 %	373	81

2 4 LES GRANDS PAYS ENCLAVES UNE MARGE DE MANOEUVRE ETROITE ET UN AVENIR NECESSAIREMENT REGIONAL

Les grands pays enclaves souffrent de nombreux handicaps l'enclavement bien sûr, mais également des territoires tres vastes et peu densément peuplés, soumis a de fortes contraintes ecologiques Ces pays doivent maintenir des politiques volontaristes d'encouragement des migrations et continuer a jouer leur rôle traditionnel d'exportateur de main d'oeuvre dans la région Ils doivent également miser sur le secteur agricole et agro industriel pour lequel ils disposent d'avantages comparatifs

Les grands pays enclaves sont, pour la plupart, des pays sahéliens Ils se caractérisent par une grande variabilité du climat, auxquels ils sont d'autant plus sensibles que leur population reste tres majoritairement rurale, le niveau moyen d'urbanisation de ce groupe de pays étant de 22 % Enfin, ce sont les pays les plus démunis de la région, leur PIB par habitant étant la moitié de la moyenne régionale

Cette zone est depuis longtemps une zone d'émigration massive Son avenir continuera a dépendre de la capacité d'absorption des pays côtiers et autres débouchés, plus lointains, de l'émigration

Ces pays sont contraints de trouver un équilibre entre les évolutions de deux paramètres qu'ils ne contrôlent pas

- d'un côté, les évolutions climatiques et environnementales qui, dans des systèmes agricoles encore tres peu artificialisées, déterminent la capacité des sociétés rurales a entretenir leur population ,

- de l'autre, les évolutions de la demande de travail immigré dans les pays côtiers qui, si elle est suffisante, permet un allègement de la pression démographique et genere d'importants transferts vers les zones les plus défavorisées

Selon le rythme relatif de l'évolution de ces deux facteurs, on pourra avoir un développement relativement harmonieux (double évolution favorable dans l'agriculture et dans la migration) ou des crises majeures (double évolution défavorable)

Entre ces deux paramètres externes aux sociétés sahéliennes, la marge de manoeuvre est étroite elle se trouve dans les économies urbaines et dans le dynamisme des zones cotonnières, les seules qui soient a l'abri des sécheresses Dans tous les cas, l'agriculture est appelée a jouer un rôle capital dans ces pays, comme instrument de production mais aussi comme activité de fixation provisoire du trop plein démographique

Dernier handicap des grands pays enclaves leur taille A l'exception du Burkina Faso, ces pays sont

Mali emigration regionale et developpement agro industriel

"Les migrations a l'exterieur ont longtemps constitue une source importante de revenus pour la securite alimentaire et l'investissement La reprise de la croissance economique en Côte d'Ivoire et les potentiels d'une nouvelle croissance rapide au Nigeria laissent presager une augmentation de la demande en main d'oeuvre de ces pays Cependant, l'integration croissante des immigrants maliens dans les sociétés qui les accueillent, pourrait determiner une baisse progressive relative des transferts des Maliens de l'exterieur vers leur pays

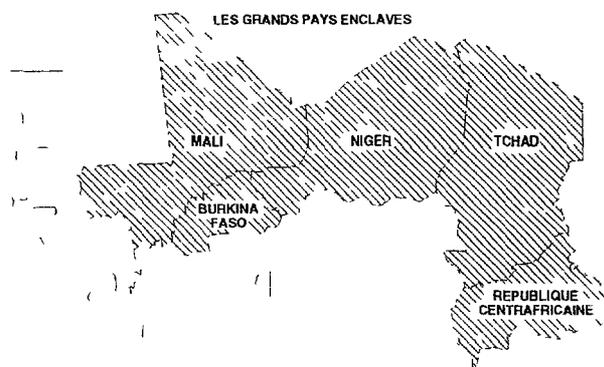
Dans la perspective a long terme, la promotion d'opportunités d'emplois sur place doit donc rester une priorite Le secteur minier dispose de capacités d'emploi limitees par rapport aux enjeux L'industrialisation se heurte a des handicaps structurels par rapport aux pays côtiers

La principale alternative durable reside donc dans le developpement du secteur agro industriel base sur l'exploitation des filieres pour lesquelles le Mali possede un avantage comparatif Ces filieres sont en particulier celles de l'élevage des cereales et des fruits et legumes qui ont conserve leur competitivite malgre la valorisation du franc CFA (l'exportation de ces produits dans la région represente pres des deux tiers des ressources totales d'exportation en 1990) et l'ont renforce depuis sa devaluation

L'enjeu principal de ces filieres sera d'exporter progressivement moins de produits bruts et plus de produits transformés generateurs d'une plus grande valeur ajoutée Les creneaux existents alimentent pour betail a base de son de cereale (les marches senegalais et mauritaniens representeraient actuellement une demande de l'ordre de 100 000 tonnes par an qui ne serait satisfaite qu'a hauteur de moins de 50%) aliment pour volaille a base de maïs, exportation de viande et non plus seulement de betail etc Mais il faut au préalable lever les contraintes qui pesent sur le developpement agricole lui même et creer les conditions pour maintenir la competitivite des filieres "

WALTPS etude de cas du Mali Synthèse M Deme

de grande taille et tres heterogenes Cela les rend particulierement difficiles a aménager et a gerer politiquement Un équilibre delicat doit en permanence y être negocié entre les provinces du sud et celles du nord Les provinces du sud, riches



de leurs cultures de rentes, doivent à tout prix s'arrimer aux marchés des pays côtiers, marchés pour lesquels elles sont en compétition avec les provinces nord de ces mêmes pays côtiers. Elles ont besoin pour cela de mobiliser toutes leurs réserves de productivité. Les provinces du nord, souvent plus densément peuplées et qui abritent les groupes anciennement dominants, sont peu sensibles à ces enjeux et réclament un partage équitable de la richesse nationale. La difficulté de cette gestion risque de se traduire par des irrédentismes récurrents aux marges de ces pays, au nord (comme c'est déjà le cas dans plusieurs pays sahéliens), mais peut-être aussi, demain, au sud.

DONNEES POUR 1990	POPULATION TOTALE millions	(% region)	NIVEAU D'URBANISATION	PIB TOTAL (% region)	PIB/TETE US\$	AIDE/TETE US\$
MALI	8,2	(4 %)	22 %	2 %	238	61
BURKINA FASO	8,7	(4 %)	22 %	2 %	232	38
NIGER	7,7	(4 %)	16 %	3 %	280	49
TCHAD	5,5	(3 %)	24 %	1 %	166	60
CENTRE AFRIQUE	2,4	(1 %)	41 %	1 %	354	100
TOTAL	32,4	(17 %)	22 %	9 %	243	55

Niger comment gérer l'influence du Nigeria ?

Les défis posés à moyen terme à l'économie du Niger apparaissent clairement à partir de la crise que traverse actuellement le pays. Il s'agit d'une part de la capacité de l'État à assurer un niveau de recettes suffisant pour remplir ses fonctions essentielles dans les domaines sociaux et le contrôle du territoire. D'autre part, c'est la survie d'une partie du système productif qui est actuellement en jeu. Cela concerne en premier lieu ce qui reste du tissu industriel moderne, mais aussi la majeure partie du secteur artisanal, fort pourvoyeur d'emplois.

Or, ces enjeux sont étroitement liés à l'évolution des échanges avec le Nigeria. Ceux-ci se poursuivront quels que soient les choix politiques des deux pays et favoriseront ou déjoueront les stratégies étatiques, selon qu'elles auront fait le choix de les accompagner ou de les combattre. De ce point de vue, le programme d'ajustement structurel récemment mis en place par les autorités de Niamey qui ne fait aucune référence à l'influence économique du Nigeria, laisse mal augurer de leur capacité à intégrer le rôle essentiel du grand voisin du sud dans leur gestion du pays.

Ni la dévaluation, ni l'instauration du contrôle des changes au Nigeria n'ont changé la cause profonde des distorsions monétaires régionales qui réside dans la cohabitation d'une devise forte (le CFA) et d'une monnaie faible (la naira). Il est donc à craindre que, comme par le passé et peut-être plus, les produits nigériens pénètrent sur le marché du Niger. Ils pourraient même se substituer aux produits importés du marché mondial devenus trop chers. Seuls les produits agro-pastoraux (bétail, niébe) pourraient voir leur part de marché augmenter au Nigeria.

L'avenir du Niger ne peut guère se concevoir en dehors d'un espace régional intégrant à la fois les autres pays de la zone franc et le Nigeria. L'acuité de ses problèmes doit conduire le pays non pas à attendre l'intégration mais à la préparer et à accélérer le processus surtout avec son grand voisin. Cela peut se faire par une forte extension de la coopération bilatérale dans le domaine des projets conjoints et surtout de la coopération commerciale.

Il n'est pas irréaliste de penser que les deux États pourraient engager rapidement des négociations visant à ouvrir plus facilement le marché de la Fédération aux produits agro-pastoraux du Niger. Quelle serait alors la contrepartie pour le Nigeria ? Le maintien d'un minimum d'État sans lequel le petit voisin dont les liens sociaux sont si profonds avec le nord de la Fédération pourrait entrer dans une période d'instabilité politique dont la contagion ne saurait être exclue.

D'après L. Bossard, Le Nigeria et les perspectives d'intégration en Afrique de l'ouest, Club du Sahel & Solagral, 1994.

L'horizon decennal est largement conditionne par des dynamiques deja engagees , c'est a cet horizon que l'on doit s'efforcer d'imaginer l'articulation entre les actions a mener des a present et les futurs associes Au même titre que l'image a l'horizon 2020, les trois scenarios esquisses ici se veulent avant tout une incitation a la reflexion prospective, ils ne pretendent pas couvrir tout le champ des possibles et ne sont pas necessairement exclusifs les uns des autres

De l'analyse des principaux mecanismes qui ont sous-tendu les evolutions de la region, et des evolutions previsibles de son environnement international, on tire une serie de critères qui permettent de distinguer, a moyen terme (10 ans) trois grandes lignes d'evolution Le tableau ci-contre resume ces scenarios

L'évolution tendancielle ou l'impasse de l'extraversion sans diversification

Le premier scenario est un scenario d'evolution tendancielle Dans ce scenario, les echanges au loin continuent a predominer, et l'ensemble des societes s'organise afin d'en maximiser la rentabilite les grandes villes connaissent une croissance rapide, autour de la captation des rentes internationales et de la consommation des produits d'importation bon marche, le pouvoir lui-même entre dans une logique franchement marchande

Le Nigeria, qui dispose des plus grandes richesses naturelles de la region, renforce considerablement son poids dans le tableau regional L'épuisement des rentes traditionnelles dans certains pays peut progressivement mener au developpement d'une economie illicite plus rentable celle de la drogue, des contrefaçons

Dans ce scenario, les zones côtières connaissent le developpement le plus rapide, tandis que les hinterlands sont delaissees tant qu'ils ne produisent pas de richesse exportable La situation des pays sahéniens, en particulier, peut rapidement devenir critique

Les agences d'aide se replient sur une gestion minimale du developpement, conjuguant limitation des risques encourus par les economies developpees (emigration, drogue, pollution et autres risques ecologiques) et appui humanitaire aux zones les plus desolees Ce scenario est un scenario de laisser-faire et contient des risques eleves de dereglement (affaiblissement et devoiement de l'Etat, accroissement rapide des inegalites entraînant des reactions brutales) D'un autre côté il peut aussi conduire a une sorte d'autonomisation rapide des pays africains, qui apprennent a vivre d'expedients plutôt que de l'aide, et peuvent ainsi apprendre a gerer la precarite C'est un scenario de liberalisme "sauvage"

Une stratégie de croissance orthodoxe libre entreprise et bonne gouvernance, clef du succès des pays les mieux dotes

Le second scenario est un scenario de developpement liberal orthodoxe, base sur l'exploitation rationnelle des avantages comparatifs et l'acquisition progressive de nouveaux secteurs de competitivite, en particulier hors du secteur des matieres premieres La production se developpe, dans les activites non abritees mais tres lentement, en depit de politiques monetaires actives L'investissement prive, national et international, reapparaît lentement, au rythme des ameliorations de l'environnement de la production

L'émergence de pôles de croissance ne depend pas seulement de la mise en valeur des potentialites mais aussi de l'amorce de profondes modifications structurelles separation du marche et de l'Etat, renouveau de l'Etat, developpement de la gouvernance C'est essentiellement par ces caracteristiques que ce scenario se distingue du premier Cette orthodoxie permet aux pays qui la pratiquent de s'assurer l'appui durable de la communaute internationale, cet appui permettant de maintenir un niveau d'activite acceptable dans les villes pendant la phase d'acquisition de la competitivite La qualite des services, en particulier sociaux, s'ameliore, grâce au "renouveau de l'Etat"

Pourtant, certains pays n'arrivent pas (pour des raisons politiques ou de dotation en ressources naturelles) a engager cette dynamique de croissance, et continuent a stagner, exerçant une forte pression migratoire sur les pôles de croissance Ces pays, tentes de suivre une voie opportuniste, compromettent la discipline des pôles par la mise en circulation dans le marche regional de produits declasses de tres bas prix

L'integration regionale comme préalable a une croissance durable

Le troisieme scenario est celui d'une grande ambition la creation d'un vaste ensemble regional, mise au service d'une strategie de modestie l'apprentissage economique par le developpement de petites et moyennes entreprises agricoles ou artisanales, l'acquisition de la competitivite sur un marche regional gere collectivement par les pays membres

Cette dualité est à l'origine d'évolutions en apparence contradictoires. Le premier effet de la création du marché régional sera la réduction des grands flux commerciaux, soit par la protection de certaines filières, soit par la réduction progressive du commerce d'opportunité. Le commerce intra-régional risque de diminuer dans un premier temps, au rythme de l'apparition progressive des productions locales. Le niveau premier de développement recherché est donc davantage le niveau local que le niveau régional.

Le même phénomène vaut pour la circulation des hommes. Alors que l'intégration régionale paraît être l'invitation à de vastes flux migratoires, l'apparition de possibilités de développement au niveau local devrait conduire à l'enracinement des populations. Ce scénario de développement plutôt autocentré marque un retour de l'importance des distances physiques, les flux longs étant surtout liés, directement ou indirectement, aux échanges internationaux.

Bien que profondément réformateur et volontariste, ce scénario ne permet pas d'envisager une amélioration

sensible des niveaux de vie avant un terme lointain. Le tarissement des rentes commerciales, l'augmentation des prix due à une certaine dose de protection généreront plutôt, dans un premier temps, des tendances récessives. Le développement des productions locales ne peut se concevoir qu'à terme et il sera, d'abord, faiblement productif. La conquête du marché régional se fera pour commencer à partir de produits très simples, remplaçant des produits importés plus attractifs.

L'apparition progressive d'entreprises moyennes et d'opportunités d'exportations régionales de produits de consommation aura lieu d'abord au sein des pôles et entre eux. Mais l'ensemble des pays devra progressivement y trouver une place. Des mécanismes correcteurs devraient ainsi veiller à investir dans les périphéries afin d'atténuer leurs handicaps et de leur permettre de tenter leur chance dans la compétition régionale.

Ce scénario "modeste" est le seul à proposer un schéma de croissance réellement régional, permettant d'éviter des tensions trop fortes au sein de l'espace régional, dont l'issue pourrait être violente.

	scénario 1 Extraversion et rente	scénario 2 Orthodoxie des pôles	scénario 3 Intégration régionale
Stratégies de croissance	exacerbation de l'exploitation des rentes internationales, parfois illicites	stratégie de croissance libérale orthodoxe des pôles et stagnation des périphéries	conquête prioritaire du marché régional
Etat et dynamiques sociales	prédominance de la logique privée marchande, jusqu'au sein de l'Etat	séparation et actions synergiques du marché et de l'Etat	de nouvelles dynamiques sociales et politiques, développant les solidarités régionales
Situation monétaire	maximisation des opportunités créées par les hétérogénéités monétaires	autonomies monétaires, utilisées pour développer la compétitivité internationale	renforcement de la compatibilité des systèmes monétaires au sein de la région
Stratégie de la communauté internationale	résignation et laisser-faire sécurité et minimum humanitaire	ajustement keynésien et conditionnalité renforcée	engagement de long terme et développement d'outils régionaux

TROISIEME PARTIE

LES ENJEUX DU PRESENT

La société ouest-africaine réalise, avec un grand retard sur les autres régions du monde, les mutations élémentaires qui doivent la conduire progressivement vers sa propre modernité économique et politique. Cette recombinaison des sociétés se fait à grande vitesse, dans un environnement international relativement peu propice. Elle induit des déséquilibres et des tensions, dont on doit limiter les excès et les effets pervers sans ralentir l'effet moteur sur les changements.

Il s'agit donc d'encourager la souplesse et la capacité d'adaptation des sociétés face à ce grand défi, et les outils sont nombreux pour cela. L'étude montre l'importance de penser le développement sur le long terme en même temps qu'on agit sur le quotidien. L'étude souligne la nécessité de consentir des efforts très importants pour la formation, facteur de développement et d'intégration sociale (→ 3 1)

Elle insiste sur la nécessité de développer des outils d'analyse - notamment macro-économiques - prenant mieux en compte les individus et les caractéristiques de l'espace (→ 3 2)

Au plan des politiques économiques, la priorité doit aller à la création d'un environnement propice au développement d'une économie urbaine plus compétitive et à une gestion plus autonome des villes ainsi qu'à l'émergence d'entrepreneurs ruraux (→ 3 3 et 3 4)

L'aménagement du territoire et la décentralisation constituent un autre pan essentiel de la nécessaire entreprise de stimulation et de responsabilisation de la société civile (→ 3 5 et 3 6)

De même, la liberté de mouvement pour les individus et le développement du marché régional pour les biens et services constituent les deux axes essentiels à la fois pour faire l'apprentissage de la compétitivité, compenser une très probable pénurie de devises et optimiser la croissance (→ 3 7 et 3 8)

Enfin, l'étude souligne la nécessité, pour les États de la région et leurs partenaires, d'engager une réflexion sur la mobilisation des très importantes ressources financières dont aura besoin l'Afrique de l'ouest au cours des prochaines décennies (3 9 et 3 10)

3 1 FORMER ET INTEGRER LA JEUNESSE A LA SOCIETE

Le retard de formation des Africains sur les autres pays en developpement est tres important Il se creuse encore avec la desaffection des ecoles publiques dans de nombreux pays Avec pres de 50 % de la population de moins de 15 ans, l'education devrait pourtant recevoir une tres grande attention C'est a la fois un facteur de developpement des performances economiques et un lieu d'integration et d'acquisition de nouvelles valeurs La rehabilitation de l'ecole s'impose donc comme une tache de grande envergure et d'une extrême urgence mais aussi d'une grande difficulte

L'absence de references collectives ou leur multitude (ce qui revient a peu pres au même) souligne *a contrario* la faiblesse des outils integrateurs au cours des trente dernieres annees

Dans ce contexte, l'education se situe au premier rang des outils qui n'ont pas (ou tres imparfaitement) rempli la mission qu'on pouvait attendre d'eux A la fois porteuse de valeurs collectives, et donc element d'integration nationale, et de savoir, donc d'amelioration des capacites d'innovation et de progres, elle n'a atteint aucun de ces deux objectifs au cours des trente dernieres annees

La situation est peu brillante le taux brut de scolarisation primaire* est de 72 % pour l'ensemble de la region et se serait degrade depuis 1980 pour 7 des 19 pays de la region Le taux brut de scolarisation secondaire varie de 7 a 38 % selon les pays, mais ne depasse 20 % que dans 5 d'entre eux Quant aux etudiants de l'enseignement superieur, on en comptait 406 000 en 1990, dont les deux tiers au Nigeria

Dans une region caracterisee par l'extrême jeunesse de sa population, cette carence de l'outil educatif est particulierement grave Elle constitue une des menaces les plus serieuses sur le developpement a long terme, qu'il s'agisse de la coherence des societes nationales, ou de la capacite des systemes productifs a evoluer au rythme impose par la croissance demographique et les evolutions de l'environnement international

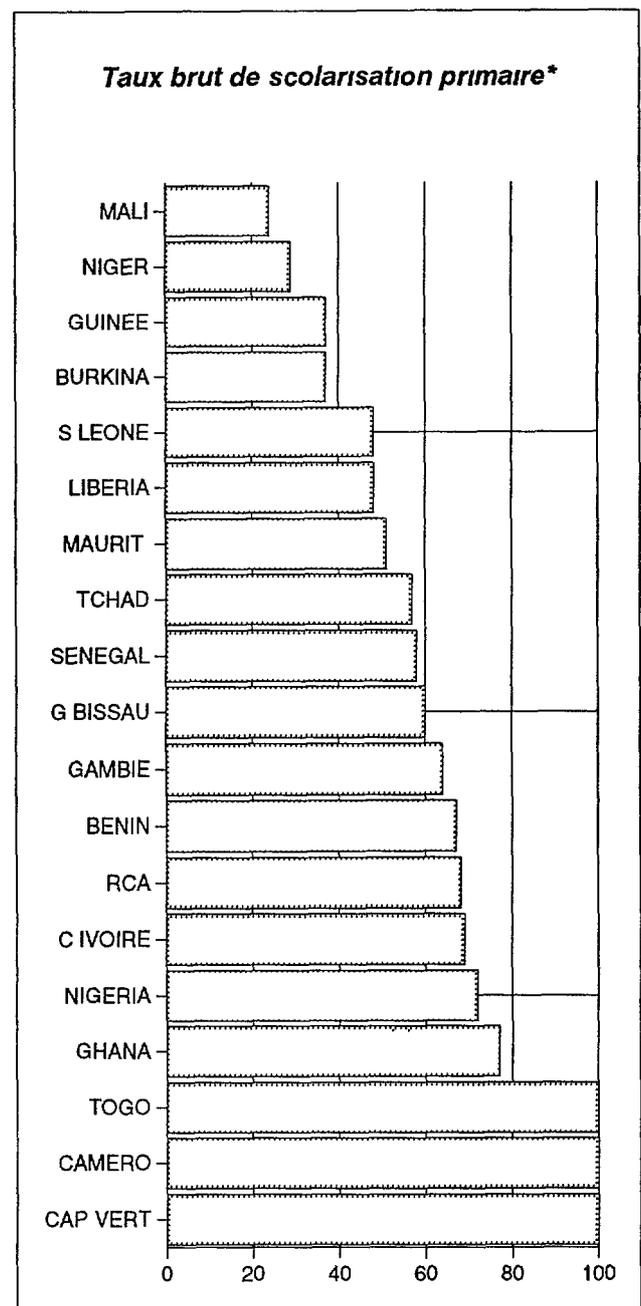
L'education en Afrique de l'ouest souffre en fait de multiples maux, generalement plus marques dans les pays francophones que dans les pays anglophones

- des coûts unitaires d'education tres eleves, même a l'ecole primaire de 0,05 fois le PIB/tête par eleve du primaire (Ghana) a 0,25 au Mali , de 2,5 fois le PIB par tête par eleve du superieur (toujours au Ghana) a 11 fois au Burkina Faso En moyenne, les depenses d'education representent 3 a 4 % du PNB et approximativement 20 % du budget de l'Etat ,

- une allocation tres inegale des ressources, tendant a privilegier l'education superieure sur la

formation de base et la formation technique Au Burkina Faso, 30 % du budget de l'education sert a payer des bourses d'etudes a l'etranger ,

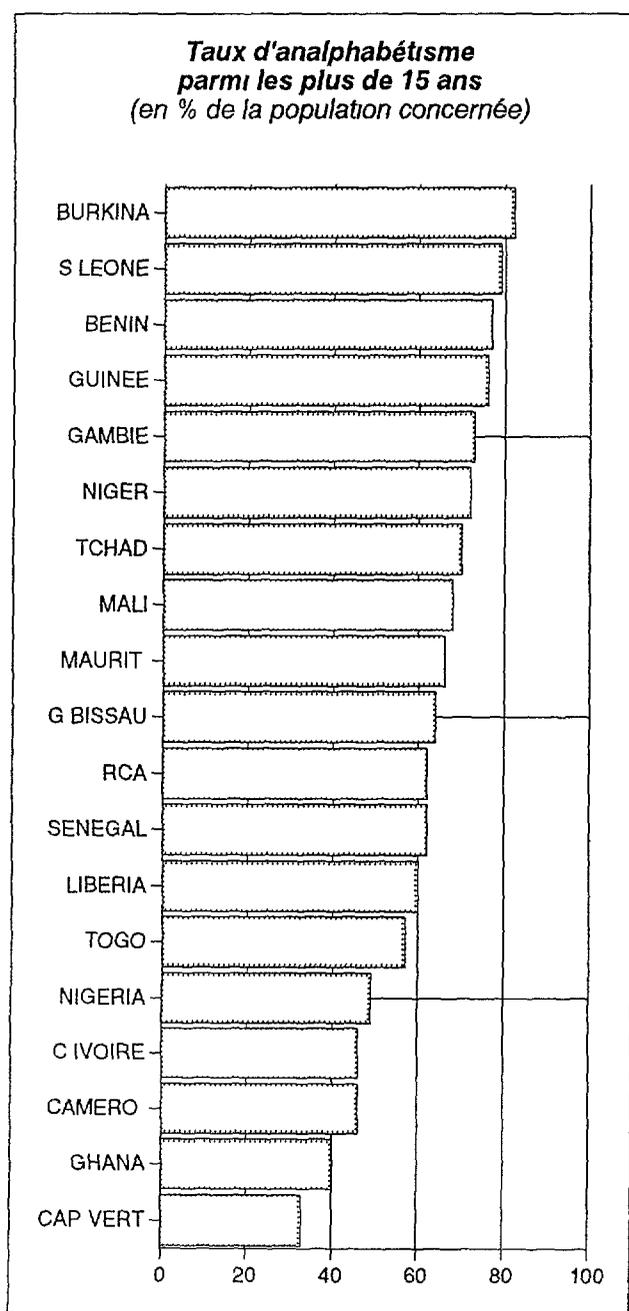
- des budgets de fonctionnement quasiment inexistantes, l'essentiel des depenses courantes allant aux salaires des enseignants



* Taux brut de scolarité rapport du nombre d'enfants dans un niveau scolaire donné sur le nombre d'enfants de la classe d'âge correspondante

L'aide n'a pas aidé à compenser ce biais, bien au contraire. Si l'éducation représente environ 5 à 6 % du total de l'aide, l'éducation primaire n'a reçu que 5 % de ce total, contre 40 % à l'enseignement supérieur.

L'éducation devrait recevoir une haute priorité à l'avenir. Cet effort représente un coût important. Une première estimation (R. Pons, 1994) montre que pour réduire les effectifs des analphabètes, passer de 60 % à 80 % de scolarisation primaire, de 15 à 30 % de scolarisation secondaire et maintenir le taux d'inscription dans le supérieur (objectifs somme toute modestes), il faudrait, au coût actuel, mobiliser annuellement 7 à 8 % du produit régional brut et deux millions et demi d'enseignants¹ (dont deux tiers dans le primaire).



Sept pays sont en régression en matière de TBS pour la période 1980-1990 : Nigéria, Ghana, Côte d'Ivoire, RCA, Guinée Bissau, Sierra Leone et Mali.

Repondre aux mutations socio-économiques de la région

La mobilisation d'un tel effort ne sera possible que si le rôle de l'éducation change radicalement au sein de la société. L'éducation a longtemps été perçue, en particulier dans les pays francophones, comme le meilleur moyen d'accéder rapidement au secteur moderne, mais seulement comme cela. Aussi n'est-il pas étonnant que la crise actuelle du secteur moderne entraîne une baisse de la fréquentation des écoles publiques. Ceci explique aussi que les principaux contestataires des États en place soient les étudiants qui espèrent entrer dans le système et voient ses portes se fermer devant eux. Le renouveau de l'éducation en Afrique et son succès à long terme dépendra de sa capacité à dispenser une formation de base très large répondant aux attentes de la population. C'est d'autant plus complexe que cette éducation doit en même temps ménager des accès à des formations de niveau supérieur, indispensables pour doter la région de cadres scientifiques et techniques et préparer son avenir.

C'est seulement dans une décentralisation réussie de l'éducation primaire, dans un contrôle rapproché des clients sur les services offerts, que la région trouvera la capacité de faire face à grande échelle à ses besoins de formation.

Faire mieux circuler l'information et le savoir au sein de la société

Le domaine du savoir ne doit pas être cantonné aux problèmes du système éducatif. Il concerne également l'apprentissage, la circulation des idées et des expériences (dans et hors de la région), l'information. Les besoins dans ce domaine sont très importants. Qu'il s'agisse de la communication au sein de la région, ou avec l'extérieur, ils supposent également pour affronter l'avenir un investissement important dans les infrastructures de communication. La répartition actuelle des moyens de communication et de savoir - téléphones, ordinateurs, bases de données, publications techniques, dépenses de recherche - donne une image saisissante du chemin à parcourir. Le retard de la région dans ce domaine est bien supérieur à celui accumulé dans le domaine économique.

La faiblesse des effectifs du secteur moderne et du secteur intermédiaire émergent, principaux utilisateurs des moyens de communication modernes, laisse peu d'espoir de voir ces derniers financer des infrastructures de communication coûteuses, qui constituent pourtant un élément clé de leur compétitivité. Il y a probablement un rôle important à jouer de la part des bailleurs de fonds externes, qui sont aussi les principaux détenteurs des technologies en jeu.

3 2 PRODUIRE ET DIFFUSER UNE INFORMATION PLUS ADAPTEE AUX ENJEUX OUEST-AFRICAINS

Les sociétés ouest africaines sont encore a un stade ou la survie quotidienne des individus dans leur milieu represente une large part des activites et de l'economie. Pour que les decideurs soient a même d'accompagner ces sociétés dans leurs evolutions, ils doivent disposer d'informations regulieres sur les comportements des groupes sociaux, leur nombre et leurs mouvements. Toute une batterie d'information que les systemes statistiques ne sont pas encore a même de leur fournir.

La finalite des enquêtes aupres de la population doit être revue, dans le sens d'une simplification et d'une augmentation des frequences, permettant de mieux mesurer les evolutions. La couverture des themes economiques et spatiaux demande, d'une façon generale, a y être systematiquement ameliorée.

Recensements demographiques plus légers, plus souvent

C'est par exemple le cas pour les recensements de population. Leur frequence actuelle (un tous les 15 ans en moyenne) est inadaptée a la situation de pays dont les mutations du peuplement sont extrêmement rapides. Il faudrait se fixer l'objectif d'une enquête tous les 5 ans, quitte a ce qu'un recensement sur deux soit conduit de maniere simplifiée (c'est-a-dire cible sur quelques variables dynamiques tres sensibles a la conjoncture).

Le mode d'exploitation, de presentation et de diffusion des resultats des recensements doit être adapte aux besoins des decideurs.

- publication plus rapide des resultats provisoires, de preference sous forme de fichiers informatiques,
- publication systematique de la cartographie censitaire, de preference sous forme de fichiers directement exploitables pour l'elaboration de systemes d'information geographique (SIG)

Ces resultats doivent faire l'objet de verifications elementaires, au niveau national comme au niveau regional.

- verification systematique de la coherence regionale des resultats nationaux (pour eviter, par exemple, le double compte des migrants, qui est actuellement tres repandu)
- verification de la coherence entre la repartition de la population par secteur d'activite (agricole - non agricole) et par taille d'agglomeration
- elaboration de procedures standardisees pour l'evaluation des divers agregats et ratios d'urbanisation

Une OIG regionale pourrait être chargée, en parallele avec les institutions specialisees des Nations Unies, d'assurer le suivi, l'analyse critique, la conservation et la diffusion des bases de donnees

demographiques des pays de la region. La base de donnees provisoire creee dans le cadre de l'etude WALTPS pourrait constituer un point de depart 1

Economie, espace et population la base de donnees de l'etude WALTPS

Parce qu'elle a choisi de donner une place importante aux individus et a l'espace, l'etude des perspectives a long terme en Afrique de l'ouest a ete l'occasion de creer une importante base de donnees spatialisees sur la population ouest africaine. Pour chacun des 19 pays etudies, on a ainsi reconstitue les evolutions demographiques 1960-1990 pour le decoupage administratif le plus fin possible et propose des projections. Des donnees complementaires sur les infrastructures, la production agricole et l'economie ont egalement ete collectees pour aider a comprendre les motivations et les consequences des transformations du peuplement. Pour plus de details, on pourra se referer au document de travail n°1 "description du peuplement en Afrique de l'ouest" commentaire de la base de donnees B. Kalasa.

Mieux connaître l'economie de base grâce a des enquêtes budget-consommation adaptees

A partir des elements de consommation des divers groupes sociaux identifiés, l'etude propose un cadre de comptabilite demo-economique et une methode d'elaboration des comptes de l'economie "reelle", refletant le mode de vie des populations. Sans qu'il soit bien entendu question de substituer ces comptes "demo-economiques" aux comptes nationaux classiques, ce type d'approche pourrait servir comme outil de controle de la coherence et de la vraisemblance des agregats officiels ainsi que des comptes de production et d'utilisation des biens et services non échangeables, tres mal mesures par la comptabilite officielle.

De ce point de vue, le niveau actuel de connaissance en matiere d'economie des menages est tout a fait insuffisant, au regard de la place qu'ils tiennent dans le tableau economique. Les enquêtes budget-consommation (EBC) sont peu adaptees a la situation socio-economique reelle des pays de la region et les programmes d'enquêtes permanentes sont coûteux au regard des resultats obtenus.

La encore, les enquêtes devraient être conçues de manière à être plus directement exploitables par les responsables des comptes nationaux, ce qui n'est pas fait actuellement. Les enquêtes doivent pour cela répondre avec une fréquence et une fiabilité raisonnables à des questions simples : grands postes de dépenses (nourriture, logement, habillement, transports), montants des prélèvements et des transferts, distribution des dépenses et des revenus. Elles doivent tenir compte de l'existence de strates de population relativement bien typées : populations urbaines et rurales, populations du secteur moderne ou de l'informel et des disparités géographiques.

Enfin, les distributions de revenus tirées des enquêtes EBC traditionnelles sont partielles. Elles ne fournissent aucune information sur les ménages à haut standard de vie (plus de 5 à 10 fois le revenu moyen) : étrangers et élites locales. Or, la connaissance du comportement de ces ménages en termes de dépenses et de revenus est indispensable pour deux raisons : du fait de la structure spécifique et du poids important des revenus (revenus du capital, rentes et transferts, prélèvements) et des dépenses de ces ménages, et du fait des modalités particulières d'adaptation de ces catégories de ménages à la conjoncture.

Pour compléter les résultats obtenus à l'aide des EBC, il faut donc mettre au point des méthodes d'investigation et des procédures de recoupement adaptées pour des groupes spécifiques.

Des tableaux de bord de l'économie locale et des observatoires urbains

Alors que de nombreux pays s'engagent dans la voie de la décentralisation, force est de constater que la qualité de l'information sur l'économie locale est le plus souvent incompatible avec une bonne gestion. Si les données macro-économiques sectorielles sont sujettes à caution, la répartition de ces mêmes données dans l'espace est totalement inconnue. Rares sont les communes urbaines et rurales qui disposent d'informations, même approximatives, sur l'évolution des flux économiques et financiers affectant leur zone d'influence. Rares sont même celles qui disposent de cartes de leur territoire à peu près à jour.

Or, la gestion dynamique du développement urbain implique la mise en place de systèmes d'information démographique, économique et sociale et d'outils de planification et de gestion spatialisés plus concrets et plus explicites que ce qui existe actuellement. La base économique spatialisée et les cartes produites par l'étude WALTPS, pourraient servir de point de départ pour la confection de "tableaux de bord" de l'économie locale. Ces tableaux de bord permettraient aux

responsables urbains non seulement de mieux tenir compte des besoins et des potentialités de l'économie locale, mais aussi de mieux apprécier la capacité contributive réelle de leurs administrés directs, ainsi que des ménages et activités ruraux qui bénéficient des services urbains.

Democratiser l'information économique

Au-delà du nécessaire changement de nature des informations collectées, c'est aussi la diffusion de ces informations et des outils servant à les interpréter pour la gestion quotidienne comme pour l'élaboration des politiques de développement qui doit être améliorée. D'une façon générale, il faut assurer dans la région une déconcentration des réseaux d'information. Ceci passe en premier lieu par le renforcement des systèmes éducatifs, à la fois au niveau de l'éducation de base, de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, pour développer la capacité d'utilisation de l'information. Dans le même esprit, il convient de développer et de dynamiser des pôles de formation et de recherche multidisciplinaires régionaux.

Mais, surtout, l'information ne doit plus seulement servir à quelques décideurs macro-économiques, fussent-ils éclairés. Elle doit à l'avenir permettre à chacun de prendre la mesure des transformations en cours, des enjeux de l'avenir et de se positionner par rapport à ceux-ci.

Les dépenses publiques et les fonds de coopération aussi

Les dépenses publiques et les projets de développement ne devraient pas échapper à cette règle. Ils devraient faire l'objet de recensements précis. Un repérage spatial est évidemment nécessaire aux études d'évaluation ex post des projets et à la réflexion sur les politiques de déconcentration, de décentralisation, d'allocation spatiale des dépenses publiques, de mobilisation des ressources locales, bref à la gestion du territoire.

Une information plus fiable sur la géographie des actions de développement permettrait de mieux comprendre comment la réussite des projets dépend de leur localisation, des caractéristiques du milieu d'accueil, de la cohérence spatiale entre diverses actions de développement et des mesures d'accompagnement local. L'analyse ex ante et ex post des coûts et bénéfices des projets devrait inclure une analyse des changements structurels entraînés par les projets sur l'économie locale, par exemple les effets locaux et nationaux de la dépense engendrée par la réalisation puis la gestion du projet, l'utilisation des revenus engendrés par le projet et les effets induits sur l'économie locale et sur les échanges avec le reste du pays.

Jusqu'à présent les villes ont assuré leur prospérité et leur croissance par la mise en circulation d'une richesse extérieure : taxation des exportations de matières premières ou flux d'aide essentiellement. L'urbanisation rapide, la chute des cours des matières premières, l'émergence de la compétition ont poussé ce système dans ses derniers retranchements. L'avenir des économies urbaines réside désormais dans une mobilisation accrue des ressources internes. Ce défi doit être relevé si l'Afrique de l'ouest veut assumer le triplement probable de sa population urbaine.

Le dynamisme économique dans les villes (et l'accroissement de l'emploi urbain) est à la croisée des enjeux du développement à long terme en Afrique de l'ouest. La croissance et la diversification des activités urbaines constituent les fondements de la lutte contre la pauvreté et du maintien de la cohésion sociale. Elles sont également à la source du processus de division du travail et, partant, de modernisation des économies.

Une croissance de la production urbaine à la fois indispensable et possible

Dans le passé, l'économie urbaine est parvenue à accueillir et intégrer une part croissante de la population, mais en se basant largement sur des revenus extérieurs, et au détriment d'un investissement plus directement productif. Le développement de la compétition internationale dans la dernière décennie a cruellement mis à jour le grave manque de compétitivité de la plupart des activités urbaines soumises à la concurrence.

Les conditions du développement urbain, à l'avenir, seront fortement différentes. Les cours des matières premières ne devraient pas connaître de hausse structurelle, tandis que la saturation des ressources naturelles et la nécessité d'investir de façon croissante dans le renouvellement de la fertilité agricole rongeront les marges des producteurs. La capacité des ruraux de financer le développement urbain devrait, en tout état de cause, croître moins vite que la population urbaine.

En ville, la compétition économique s'accroîtra donc sous l'effet d'une demande en augmentation (ne serait-ce que du fait de la croissance démographique) et d'une proportion de plus en plus importante de la population désirant s'intégrer dans le secteur privé marchand, les autres sources de revenu, liées à la dépense publique, montrant des signes d'essoufflement. L'acuité de cette compétition rendra de moins en moins possible la croissance extensive (par reproduction à l'identique des facteurs de production) dans de nombreuses activités et régions. Ce type de croissance correspondait plutôt à la phase de conquête "pionnière" de marchés urbains en extension très rapide. Faute d'alternative, la réponse de l'économie à la compétition croissante devrait donc s'orienter vers une croissance de la productivité.

Appuyer le développement d'un nouveau type d'entreprise

On assiste de fait, depuis une décennie, à l'émergence de petites et moyennes entreprises en concurrence ou substitution des activités occupées par le secteur moderne. Cette dynamique, souvent masquée par l'importance des activités de survie, encore fortement dominantes dans le secteur informel, s'observe surtout dans le bâtiment, les services (transports, santé, éducation, information, etc.), le commerce de gros (céréales, importations, transit) et les activités de transformation abritées (boulangerie, minoterie, transformation du bois, confection, etc.). En revanche, c'est encore rarement le cas des activités ouvertes à la concurrence extérieure, bien que quelques exemples puissent être cités, en particulier dans le sud-est du Nigeria et, dans une moindre mesure, au Ghana. Ces entreprises entretiennent peu de liens officiels avec l'État, même si leur activité est parfois liée à des stratégies privées de la sphère étatique (commerce d'importation et de réexportation). Elles forment l'embryon de ce que l'on pourrait appeler un secteur intermédiaire.

Encourager le développement de ce secteur intermédiaire, et surtout son extension vers des activités non abritées, voire exportatrices, apparaît comme un enjeu fondamental de l'avenir de la région.

La dynamique se nourrira de la rencontre entre moderne et informel, à travers des effets générationnels - les enfants des entrepreneurs informels ayant reçu une formation de type moderne - ou migratoires - des émigrés investissant chez eux après une expérience à l'étranger. Les entreprises intermédiaires devront au secteur informel l'accumulation initiale de capital, l'expérience entrepreneuriale et les méthodes de gestion. En revanche, elles n'évolueront pas en marge de l'économie officielle, tireront profit de l'éducation moderne et emploieront des techniques de production plus capitalistes que les micro-entreprises informelles. Elles maintiendront une frontière plus nette entre l'économie de l'entreprise et celle du foyer. Ces entreprises se distingueront du secteur moderne actuel, du fait de leur taille réduite, de leur capital privé et national, de leur mode de gestion (sans référence rigide au modèle occidental) caractérisé par exemple par les

procedures comptables, les codes du travail, etc) et leur relation limitee avec l'Etat

Un certains nombre d'actions peuvent être envisagees pour appuyer ces dynamiques, parmi lesquelles l'information professionnelle, sur les prix, les marches, les technologies, au niveau national et regional, constitue sans doute une priorite Il conviendra egalement de donner a ces nouveaux operateurs les espaces de liberte et d'expression necessaire au renforcement des organisations professionnelles et a leur plus grande influence sur la definition du cadre juridique et fiscal (lobbying) Enfin, la reforme du systeme bancaire vers une plus grande ouverture aux entrepreneurs constitue un chantier a ne surtout pas negliger

Prevoir et accompagner le developpement de l'espace urbain

Le developpement physique des villes ouest-africaines a souffert, jusqu'a present, d'une forte dualite Une faible proportion de la ville, generalement moins du quart, a ete traitee selon des standards officiels, voisins de ceux des pays developpes Faute de pouvoir satisfaire a de tels criteres, le reste de la ville s'est developpe hors de tout contrôle, l'integration aux services urbains se faisant *a posteriori*

On a vu dans l'image a long terme que la population des villes devrait environ tripler Ce triplement se fera majoritairement par une croissance du secteur informel Dans le même temps, le niveau de vie urbain restera pour l'essentiel voisin de qu'il est aujourd'hui on peut donc penser que les standards de consommation d'espace et de services urbains resteront stables

Si la consommation d'espace urbain par habitant reste stable, aux alentours de 100 m² par nouvel urbain, ce sont pres de deux millions d'hectares qui vont s'urbaniser dans les trois prochaines decennies, essentiellement occupes par des menages aux revenus modestes C'est d'abord a cette realite que doivent repondre les politiques d'infrastructures et de developpement urbain Elles doivent s'efforcer d'orchestrer en temps reel le developpement urbain, plutôt que d'essayer de normaliser *a posteriori*, et a un coût eleve, des situations d'installation sauvage

L'ampleur de la tâche a accomplir doit inciter a la confier autant que possible au secteur prive L'Etat doit pour sa part assurer les grandes infrastructures, fixer des standards d'amenagement suffisamment simples et peu onereux pour pouvoir être mis en oeuvre a l'échelle du probleme, et proposer, le cas echeant, des systemes de financement permettant de mobiliser l'epargne pour faire face a ce defi

Un nouveau contrat social dans les villes ?

Si la mise en place des infrastructures urbaines est un probleme majeur pour l'avenir, l'entretien de villes grandissantes est en passe de devenir un probleme plus grand encore

On a souligne que la creation de richesses dans les villes, par la relance du secteur moderne et la maturation progressive des entreprises du secteur informel est un prealable a une reprise de la croissance urbaine

Une autre condition du developpement urbain reside dans une meilleure mobilisation de la richesse ainsi creee par les pouvoirs publics, nationaux ou locaux Les villes ouest-africaines contribuent actuellement a 66 % du produit regional brut, et cette proportion pourrait dépasser les 80 % en 2020 Au regard de leur place dans la richesse nationale, et du capital forme dans les villes, les populations urbaines ont pour l'instant tres peu contribue aux recettes publiques, clef de l'investissement structurant Les budgets de collectivites locales sont derisoires par rapport a la valeur economique des villes ou a celle de l'immobilier urbain

Cette faible mobilisation des revenus urbains pour l'entretien de la ville pouvait fonctionner tant que la population urbaine etait tres minoritaire, que l'Etat disposait de ressources importantes et orientait sa depense vers le secteur public, essentiellement urbain Aucune de ces trois conditions n'est plus reunie, entraînant de nombreuses villes ouest-africaines dans un etat de delablement avance

Un des grands enjeux de l'avenir est de mieux mobiliser les ressources locales Comme pour la mise en place des villes, il faudra trouver des formules tres simples, convenant a des populations appartenant majoritairement au secteur informel Les formules les plus adaptees sont probablement des impôts sur le foncier ou sur le bâti Par ailleurs, dans la mesure ou de nombreux menages modestes auront du mal a contribuer financiere-ment a l'entretien des villes, il faudrait proposer a ceux qui n'auraient pas les moyens de payer, de contribuer en nature a des travaux d'interêt public (pavage des rues, curage des fosses) Plus generalement, la depense publique devrait, lorsque c'est possible, s'orienter systematiquement vers des chantiers intensifs en main-d'oeuvre, adaptes a l'offre de service des villes africaines, a l'instar des projets "Agetip" en cours dans plusieurs pays de la region Les revenus modestes distribues au travers de ces activites, presentent l'interêt d'être tres largement depenses dans l'achat de biens essentiels, et donc de stimuler a leur tour l'economie de production locale

3 4 FAVORISER L'INTENSIFICATION AGRICOLE EN PRESERVANT L'ENVIRONNEMENT

Après avoir progressé par l'augmentation des superficies cultivées, l'agriculture doit désormais augmenter la productivité de la terre. Pression démographique, qualité des ressources disponibles et existence de débouchés commerciaux se combinent pour donner un "potentiel d'intensification" très variable selon les zones. Cependant, les opportunités de marché resteront durablement trop limitées pour permettre à toutes les exploitations de passer au stade de l'entrepreneuriat.

La progression de la demande urbaine par agriculteur à un rythme de 3 à 5 % par an est un défi d'envergure pour l'agriculture. Elle témoigne de l'ampleur des mutations nécessaires en matière de productivité, sans doute du même ordre de grandeur que celles de la révolution verte asiatique sans compter le rôle essentiel que doivent jouer les productions agricoles dans la fourniture de devises aux économies de la région.

L'agriculture ouest-africaine est confrontée à un double défi : la densification de l'espace rural du fait de la croissance démographique oblige à un changement de technique. Il n'est désormais plus possible de développer la production en reproduisant les modes de production passés, car l'espace commence à être saturé. Dans le même temps, la connexion au marché oblige à changer les produits et la rationalité de production.

Ces deux mécanismes ont été observés et décrits dans d'autres contextes historiques et géographiques. À chaque fois, les auteurs ont mis en évidence l'existence de seuils, avant lesquels les changements étaient difficilement envisageables, et après lesquels ils devenaient rapidement indispensables. La spécificité de l'Afrique de l'ouest est que ces deux changements s'y produisent simultanément, rapidement, dans un contexte de ressources naturelles relativement fragiles.

Espaces ouverts le développement extensif reste la règle

Tant que les ressources naturelles sont en quantité suffisante, la logique de développement extensif prédomine. Le développement de la production se fait alors par accroissement des superficies cultivées, au détriment des ressources naturelles.

- lorsque la zone est peu connectée au marché, la superficie moyenne par rural reste assez stable, à un niveau permettant de satisfaire les besoins d'autoconsommation et de produire quelque surplus, avec un investissement faible pour le renouvellement des ressources

- lorsque le marché fait irruption dans des zones encore peu peuplées (cas des zones pionnières de production de cultures d'exportations), les incitations économiques fortes et les moyens mis à la disposition des agriculteurs débouchent sur la

structuration d'exploitations de plus grande taille, avec une productivité supérieure des actifs. Ces exploitations, dont certaines ont une orientation franchement commerciale, restent basées avant tout sur la consommation du capital naturel : c'est le cas, jusqu'à présent, de la majorité des zones cotonnières ou des zones de plantation de café et de cacao.

Espaces saturés quand le marché supplée la nature

Dans les zones où la ressource foncière est saturée, on trouve également plusieurs cas de figures :

- lorsqu'il existe un marché centralisé (ville), on assiste en général à une intensification autour de ce marché, par couronnes successives qui s'étendent bien au-delà du jardinage péri-urbain, qui en est la manifestation la plus spectaculaire. Cette intensification permet par exemple à la zone autour de Kano de satisfaire les besoins d'une population rurale d'une densité supérieure à 300 hab/km² et de produire assez de surplus pour les consommateurs urbains des villes voisines, dans un contexte où l'espace rural est saturé depuis plusieurs décennies.

- lorsque le marché est diffus (cas des produits disposant d'un prix fixe dans l'espace comme le coton ou le cacao), l'attraction du marché central ne compense plus les contraintes de la saturation. On voit alors une partie des exploitations rester sur place et engager un processus d'intensification, tandis que d'autres migrent vers d'autres espaces "vierges" pour y reproduire le même comportement mimé. C'est de cette migration que résulte la progression des fronts pionniers, que l'on peut observer aussi bien en savane qu'en forêt.

- enfin, les espaces densément peuplés mais dépourvus de marché (concentrés pour l'essentiel dans les pays sahéliens, avec quelques poches au nord de certains pays côtiers) développent dans certains cas une intensification essentiellement basée sur le travail et utilisant relativement peu d'intrants (voir encadré). D'une façon générale, on observe dans ces dernières zones une forte tendance à la diversification des activités (sur place ou par migrations). Dans bien des cas, l'investissement agricole est limité, et vise prioritairement à couvrir les besoins d'autoconsommation.

Des progres spectaculaires dans l'agriculture

"Il en resulte aujourd'hui dans les zones de la CMDT, mais aussi de l'Office du Niger, une amorce de sedentarisation des exploitations agricoles, un processus d'intensification des cultures, un besoin de main d'oeuvre salariee. Le niveau de revenu eleve de ces paysans modifie leurs habitudes et attitudes de consommation et d'investissement. L'usage de la bicyclette, de la mobylette, de postes radio, de fusils perfectionnes est devenu tres courant. D'interessantes transformations s'operent dans les styles architecturaux et dans l'utilisation des materiaux de construction. Les paysans aises des zones CMDT et Office du Niger deviennent des acteurs de la speculation fonciere au niveau des villes. Les habitudes alimentaires et vestimentaires subissent egalement d'importantes mutations." (Bakary Sanogo. Les relations villes campagnes au Mali. Etude de cas Mali, WALTPS, 1994 page 20)

"Une etude recente sur la Cote d'Ivoire fait etat de l'apparition d'un nouveau groupe d'entrepreneurs agricoles. Ce groupe est heterogene il comprend des femmes et des immigrants ainsi que des entrepreneurs qui etaient auparavant des agriculteurs de type traditionnel ou des salaries urbains. Pour tirer profit des opportunités offertes tant par les marches locaux que par les marches d'exportation ces entrepreneurs creent des entreprises qui infirment la distinction traditionnelle entre secteur formel et secteur informel. Ils font un usage considerable des services bancaires et commerciaux formels ainsi que de techniques modernes de production mais beneficent egalement de l'appui des reseaux traditionnels qui leur permettent d'avoir acces a de la main d'oeuvre, a des terres et a de l'epargne. En combinant des techniques agricoles et des methodes commerciales avancees et une production a moyenne echelle ces entrepreneurs ont pu atteindre des niveaux de productivite tres superieurs a ceux des petites et des grandes exploitations." (De la crise a la croissance durable. Banque mondiale 1989, page 164)

mais qui ne touchent pas toutes les zones

Dugue (1989) conclut ainsi son etude de plusieurs villages du Yatenga (nord ouest du Burkina Faso) "Ces constatations nous amènent a distinguer deux grands types de systemes techniques de production vegetale. un systeme extensif dont la performance repose essentiellement sur le niveau de productivite du travail et la qualite des terres cultivees. un systeme en voie d'intensification (surface par actif cultivee reduite) dont la performance est fortement liee a la qualite des terrains. Dans ce cas on a pu montrer () que le niveau d'utilisation des intrants (engrais fumier) et des techniques d'intensification' (labour semences selectionnees) reste bas par rapport aux propositions habituelles de la vulgarisation. Face a ces deux types de situation le souci logique de la plupart des producteurs a ete de developper des activites extra agricoles au niveau du village et/ou d'encourager l'installation des fils en zone d'immigration.

La necessite d'intensifier induit de fortes inegalites dans l'espace rural

On observe finalement des phenomenes d'intensification (augmentation de la production par unite de surface) quand c'est a la fois indispensable (parce que l'espace agricole est sature) et plus profitable que des alternatives non agricoles (lorsqu'il existe un marche permettant de valoriser les investissements en capital et en travail, ou lorsque l'offre d'emploi non agricole se tarit). Or, les conditions du marche sont tres inegalement reparties dans l'espace. Toutes les zones n'ont pas la possibilite de produire des cultures d'exportation (pour des raisons climatiques ou d'enclavement excessif) et le marche interieur, quoiqu'en croissance rapide, reste limite (environ 0,6 consommateur par producteur).

Toutes les zones ne pourront donc pas financer les investissements necessaires a une agriculture durable par le recours au marche. Dans un contexte de forte liberalisation des marches, ce sont les exploitations les mieux situees geographiquement par rapport au marche, ou beneficant d'une rentabilite exceptionnelle du fait d'effets de structure, qui accapareront l'essentiel du marche vivrier au fur et a mesure qu'il se developpera.

Le developpement de cet entrepreneuriat agricole doit être encourage, même s'il induit naturellement un accroissement des disparites sociales. Les moyens en sont les mêmes que pour les entrepreneurs urbains, ils reposent essentiellement sur le developpement de l'information et la creation d'un environnement favorable au developpement et a l'expression des organisations professionnelles.

Pendant ce temps, les autres exploitants devront progressivement choisir entre sortir de la production agricole ou s'engager dans une agriculture ou l'apport en travail sera maximise par rapport aux apports en capitaux, qui n'assurera qu'une tres modeste remuneration de ce travail.

Ce dernier choix dependra, en ultime ressort, de la sante des economies urbaines. Si l'economie urbaine redemarre, elle creera a la fois une demande soutenue pour les productions agricoles, augmentant le nombre de ceux qui pourront vivre de cette demande, et des alternatives d'emplois pour ceux dont les conditions de vie dans les campagnes seraient trop precaires. On peut alors imaginer que s'établisse un equilibre dynamique entre villes et campagnes. Si, au contraire, les economies urbaines restent en crise, alors le niveau de vie dans les campagnes chutera au fur et a mesure de la saturation des ressources qui, faute d'investissement, fera chuter la productivite du travail agricole, a l'exception des zones les mieux connectees aux marches.

3 5 ACCOMPAGNER LES TRANSFORMATIONS ET GERER LES DISPARITES DE L'ESPACE PAR L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

L'étude met en évidence l'intérêt d'une meilleure compréhension des relations entre les populations et les espaces écologiques, économiques et sociaux dans lesquels elles évoluent. Elle souligne un certain nombre d'enjeux spécifiques face auxquels la région doit se doter d'une véritable stratégie d'aménagement du territoire.

"Amenager le territoire, c'est introduire une rationalité là où jouaient de simples déterminismes naturels, ou des volontés individuelles non coordonnées" (Igue 1993). L'aménagement du territoire est une composante majeure de la politique de gestion régionale, la traduction spatiale d'un projet politique. Il doit permettre, à travers l'allocation différenciée dans l'espace des infrastructures et des services publics, de concilier deux fonctions complémentaires : maximiser l'efficacité économique du territoire et assurer sa cohésion sociale et politique.

Concentration de l'activité économique et gestion des disparités spatiales

Le processus naturel de concentration géographique de la population et des activités économiques sur certains espaces privilégiés a des effets favorables sur la rentabilité des équipements et des services et la compétitivité des entreprises. Il peut aussi jouer sur la maîtrise des disparités de revenu par habitant entre les zones et les pays riches et les zones et les pays moins bien dotés, puisque la migration, des zones pauvres vers les zones riches, tend à réduire les différences per capita.

Un des aspects de la concentration géographique des activités économiques est l'émergence de véritables régions urbaines, au maillage dense et dont l'arrière-pays rural est fortement intégré au réseau urbain. La plus importante de ces zones, centrée sur Lagos, constituera à terme un ensemble d'un poids démographique comparable à la côte est des États-Unis, avec 5 villes millionnaires et plus de 60 millions d'urbains sur 600 km d'est en ouest, de Benin City à Accra. Certains espaces se trouvent ainsi soumis à des pressions particulièrement fortes. C'est par exemple le cas d'une partie du littoral, où l'on trouve le tiers du produit régional brut sur 6 % du total de la superficie régionale. C'est également le cas des "périphéries nationales", zones frontalières où l'initiative privée est particulièrement dynamique et qui sont le siège d'échanges intenses.

Cette concentration du peuplement et de l'activité, conforme aux tendances naturelles du marché, ne peut être laissée aux seules lois de ce marché. Les zones concernées, en transformation profonde et rapide, demandent à être gérées. Les zones côtières, par exemple, qui ont un fort potentiel de croissance

économique, sont aussi le siège d'écosystèmes fragiles et menacés. La gestion dans le long terme de ces zones constitue un objectif prioritaire de l'aménagement régional.

Les vastes espaces situés hors des zones urbaines posent également des problèmes particuliers liés à la faible densité du peuplement et des activités économiques, à la faiblesse des ressources locales mobilisables et au faible impact des politiques, en l'absence d'incitations au changement. L'évolution divergente des zones urbaines et des espaces interstitiels pose le problème de la gestion des disparités et de l'allocation spatiale de la dépense publique.

Les grands fleuves du Sahel, enjeu majeur d'aménagement

L'une des conditions nécessaires à l'intensification de l'agriculture est la mobilisation des ressources naturelles, qui passe entre autres par l'aménagement des bassins fluviaux.

Les deux grands fleuves sahéliens, le Sénégal et le Niger sont un bon exemple de la nécessité d'une coopération régionale dans ce domaine. Alors que ces deux fleuves jouent un rôle décisif dans le Sahel qu'ils traversent de part en part, ils prennent leur source dans le Fouta Djallon, en Guinée, pays dont la sécheresse est le moindre des problèmes.

L'entretien de ce massif montagneux qui conditionne la régulation de ces deux fleuves essentiels à la vie de millions de sahéliens dépend donc de la bonne volonté d'un pays dont les priorités sont de toute évidence ailleurs. C'est l'exemple type d'une collaboration nécessaire entre États de la région dans laquelle les partenaires extérieurs peuvent apporter leur appui afin de concilier les objectifs d'aménagement de chacun.

La gestion des disparités devra sans doute consister d'une part à laisser jouer la mobilité géographique de la population, qui est sa réponse naturelle, d'autre part à faciliter les transferts privés qui sont la contrepartie habituelle de ces migrations. Enfin, on peut envisager de maintenir la distribution des dépenses publiques par habitant des différentes entités dans une fourchette acceptable grâce à une péréquation partielle des ressources publiques totales (nationales et locales). Toutefois, on doit concevoir que ce dernier mécanisme n'aurait d'impact sur les disparités que si l'État conservait

le contrôle direct d'une part importante des ressources nationales, ce qui ne semble pas conforme aux tendances en cours

Restructurer les réseaux urbains régionaux

Tout en conduisant à une certaine balkanisation du territoire, la naissance des États (et la multiplication des États de la Fédération nigérienne) a, d'une certaine manière, contribué à l'aménagement du territoire à l'échelle régionale en facilitant l'émergence de réseaux urbains nationaux. Ces réseaux, centrés sur les capitales politiques ou économiques des États, comprennent un ensemble de villes dont la vocation initiale était administrative, mais dont certaines ont connu un développement rapide au-delà de ces fonctions. L'influence de certaines villes dépasse désormais largement les frontières et les divers réseaux urbains tendent à s'intégrer à l'échelle de sous-espaces, respectivement autour de Lagos, Abidjan et Dakar. Le niveau supérieur de l'armature urbaine régionale est aujourd'hui constitué d'une dizaine de très grandes villes réparties sur une trame de 800 à 1000 km.

À terme, ce niveau urbain supérieur va tendre à se restructurer sur une trame plus dense de 100 à 500 km, comprenant une centaine de centres urbains desservant chacun entre 2 et 10 millions d'habitants et contrôlant un produit local brut de l'ordre de 2 à 10 milliards de dollars. C'est sur cette trame de centres urbains à vocation régionale que devra s'articuler le processus de décentralisation. C'est aussi sur cette trame de centres régionaux que devront se structurer les réseaux de transport et de communication.

Développer les infrastructures de communication

D'ici 2020, les échanges intra-régionaux devraient être multipliés par un facteur dix (contre un facteur quatre pour les échanges avec le reste du monde). La densification des réseaux urbains et l'intensification des échanges villes-campagnes entraîneront également une forte croissance de la demande de transport à moyenne distance. Au-delà de l'entretien et de la réhabilitation des réseaux existants, l'enjeu est, à terme, de densifier ces réseaux, à la fois pour faire face au développement des flux villes-campagnes et des flux intrarégionaux (voir, par exemple, le cas de la frontière Nigeria-Cameroun où les infrastructures de transport sont quasiment inexistantes).

Une image de ce que pourrait être à terme l'aménagement routier de la région est fournie par les réseaux routiers nigériens actuels. L'étude montre en effet que la densité des réseaux routiers nigériens, apparemment quatre fois plus forte

qu'ailleurs, est en fait comparable à celle du reste de la région quand on la rapporte à la densité et à la structure du peuplement de ce pays. Le seul phénomène exceptionnel dans le cas nigérien est l'importance des infrastructures dans la zone située entre les régions côtières et la zone sahélienne qui, même dans ce pays, est la moins peuplée. Cela s'explique à la fois par la nécessité, pour les autorités nigériennes, de maintenir une cohésion forte entre les populations du sud et du nord, et la disponibilité de fonds importants (issus du pétrole) permettant des investissements à rentabilité différée. Le désenclavement de cette zone a d'ailleurs résulté dans une compétition effrénée pour l'accès au foncier.

Une accélération du développement au nord des pays côtiers

L'image 2020 du peuplement régional suggère généralement une densification progressive du peuplement dans l'hinterland des zones côtières, ce que l'étude appelle la "zone 2" (→ 14). Cette zone, qui est restée jusqu'à présent peu urbanisée, a été le siège d'une émigration nette au cours de la période 1960-1990. Elle verrait cette tendance s'inverser, sa part dans la population régionale augmentant respectivement de 25 % à 28 % pour la population urbaine et de 39 % à 42 % pour la population rurale (hors Nigeria). Ce processus de diffusion du peuplement dans l'arrière-pays des zones côtières les plus dynamiques constitue une option essentielle de l'aménagement du territoire à l'échelle régionale, aux implications multiples. La mise en valeur de la zone 2, où se situent les derniers fronts de colonisation et les terroirs libérés de l'onchocercose, doit être conçue à la fois pour servir d'exutoire aux terroirs surpeuplés du Sahel, et comme le lieu privilégié de développement d'exploitations agricoles marchandes servant les centres de consommation côtiers. Elle doit enfin être conçue comme un trait d'union entre les foyers de peuplement côtiers et sahéliens.

Plus généralement, le passage de l'agriculture d'autosubsistance à l'agriculture marchande s'opère à des vitesses et selon des modalités très différentes selon la localisation par rapport aux marchés et le mode d'occupation de l'espace. À la phase actuelle de mise en valeur extensive, en tache d'huile autour des marchés, succède une nouvelle phase d'intensification et de transformation structurelle, donnant naissance à une agriculture plus capitaliste, plus spécialisée, dont la localisation tend à dépendre davantage de la situation foncière que de la proximité du marché, et qui entraînera probablement une accentuation des disparités de productivité entre zones rurales. Les politiques d'aménagement du territoire devront être adaptées à cette différenciation croissante des structures agricoles et de l'économie rurale.

3 6 DU LOCAL AU REGIONAL, UNE SERIE D'ECHELLES DE GESTION ADAPTEES AUX EVOLUTIONS SOCIO-ECONOMIQUES

L'essentiel des transformations necessaires a l'avenir sera fait par les habitants de la region eux mêmes, sous la pression des contraintes et incitations de leur environnement immediat. Pour eviter que les efforts de chacun ne débouchent sur une cacophonie, la coordination de ces efforts necessite une serie d'echelles imbriquées de gestion du developpement

Decentralisation du "local" au "pays"

Le niveau local est celui où continue d'exister le plus fort sentiment d'identification. C'est à ce niveau que doivent de préférence s'organiser les services publics essentiels et se gérer les problèmes institutionnels du quotidien. Le progrès des politiques de décentralisation et l'émergence de classe d'entrepreneurs locaux désireux de s'impliquer dans la gestion de leur environnement immédiat, dans de nombreux pays, ouvre la voie à une telle prise en charge.

Le niveau intermédiaire (celui que John Igue appelle celui des "pays", qui correspond approximativement au niveau des régions administratives) rassemble des espaces plus diversifiés en général, une grande ville, un semis de villes plus petites et leur hinterland rural. Les "pays" sont des espaces dont la cohésion socio-culturelle reste en général assez élevée. C'est un niveau auquel on peut encore espérer mobiliser des "collectivités" réelles pour un avenir perçu comme commun. Ils devraient être le niveau privilégié de la gestion des infrastructures de base et des complémentarités villes-campagnes.

La décentralisation vers les collectivités locales devrait soulager l'autorité centrale de la collecte d'une partie de la fiscalité et de la gestion des services publics. C'est pourquoi, en dépit de résistances, cette décentralisation présente de bonnes perspectives. En revanche, le niveau intermédiaire est perçu comme trop directement concurrent de la construction nationale, en particulier dans des pays très hétérogènes où l'autorité centrale est encore mal assurée. Il a été très peu pris en compte comme échelle d'aménagement du territoire : les régions ont plutôt été utilisées comme instrument de quadrillage administratif que comme espaces intermédiaires d'aménagement. Il faudra probablement encore longtemps pour voir émerger des collectivités locales à cette échelle.

S'inscrire dans une perspective allant du local au régional

La prééminence de l'Etat-Nation dans l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies d'aménagement du territoire ne doit pas faire perdre de vue que la

plupart des pays d'Afrique de l'ouest ont des poids démographique et économique extrêmement modestes, et qu'ils sont très interdépendants : aucun de ces pays ne peut ignorer ce qui se passe chez ses voisins ni espérer se développer durablement tout seul. L'espace de peuplement est régional, les marchés sont sous-régionaux, les bassins fluviaux et les corridors de transport intéressent plusieurs pays, les pays de la zone CFA partagent la même monnaie. Les stratégies d'aménagement du territoire et de décentralisation, qui sont nécessairement mises en œuvre au plan national, doivent donc être conçues en pleine conscience des impératifs régionaux. Les Etats qui s'engagent dans le processus de décentralisation à l'échelle nationale devraient ainsi, progressivement, apprendre à se comporter comme des échelons décentralisés d'entités sous-régionales qui ont disparu avec les indépendances nationales et qui devraient être reconstruites, sur des bases nouvelles. Le principe de subsidiarité dont on admet communément aujourd'hui qu'il doit presider à la répartition des tâches entre l'administration centrale et les entités décentralisées, devrait aussi s'appliquer aux Etats et aux agences de coopération dans leurs rapports à la sous-région.

Les stratégies de décentralisation, qui doivent évidemment être mises en œuvre au plan national, doivent donc être conçues en pleine conscience des impératifs régionaux. Ceci ne signifie pas que la décentralisation doive suivre un schéma standard : elle doit au contraire tenir compte des particularismes locaux. Mais la décentralisation doit être conçue de manière à faciliter la mobilité régionale des facteurs (hommes, technologies, capitaux, biens et services) et les nécessaires redistributions de ressources : elles doivent faciliter l'intégration régionale et non rendre cette intégration plus difficile. Or, surtout en période de crise, le risque est bien réel que la décentralisation freine la mobilité (voir l'exemple de l'indigénisation au Nigeria), réduise les transferts (via l'Etat) et conduise à la politique du chacun pour soi : c'est ce danger qu'il faut écarter.

La décentralisation un processus évolutif

Le processus de décentralisation doit donc rester souple et accompagner le processus de restructuration du peuplement du territoire et les évolutions

sociales La definition des entites decentralisees ne doit donc pas être consideree comme figee, mais rester autant que possible evolutive Comment, par exemple, concilier la notion de commune urbaine, entite aux contours definis, avec celle d'agglomeration urbaine, dont la superficie double tous les dix ans et qui exerce une forte influence sur son hinterland rural, voire qui se "connecte" avec une autre region urbaine, parfois situee dans un pays voisin ?

De même, les autorites en charge de la gestion des entites decentralisees (communautes rurales, communes urbaines et regions urbaines) sont, comme les autorites de tutelle, responsables de leur gestion non seulement devant les menages, mais aussi devant les entreprises, qui en assurent la prosperite L'hinterland rural des villes fait en quelque sorte partie de leur zone d'activite, au même titre que les "zones industrielles" situees a

leur peripherie Les gestionnaires urbains sont donc concernes par ce qui se passe dans l'hinterland rural qui depend souvent d'autres juridictions C'est en tenant compte de cette imbrication de l'urbain et du rural dans le processus de developpement local qu'il faut se poser la question de l'evolution des relations et du partage de prerogatives entre les entites decentralisees et l'administration deconcentree du territoire (prefets, gouverneurs) Comment eviter que le processus de decentralisation, qui tend a accentuer les divisions de l'espace en entites autonomes, ne conduise a negliger la promotion des liaisons et des echanges entre ces entites ? Cette interrogation pourrait deboucher sur une redefinition des fonctions de l'autorite de tutelle, qui pourrait être plus particulierement responsable d'assurer le bon fonctionnement des systemes villes-campagnes par le biais de l'aménagement du territoire

Repenser l'Etat ouest africain dans son espace

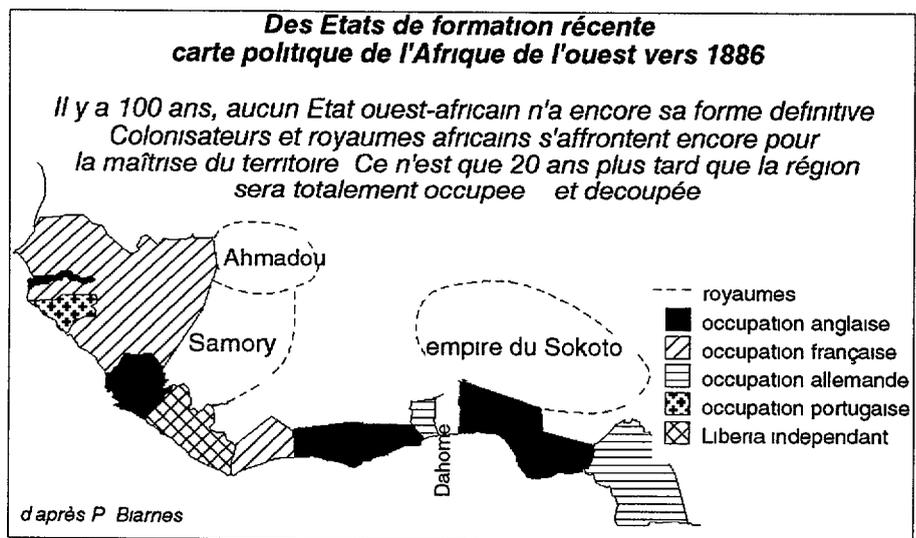
Pour John Igue alors que les etudes macro economiques foisonnent sur les Etats ouest africains, et que les etudes socio politiques connaissent des developpements certains, "l'analyse territoriale des Etats est singulierement moins avancee Quelques travaux geographiques abordent la question, le plus souvent sous l'angle de la regionalisation ou des rapports ville campagne Cette insuffisance est d'autant plus regrettable que l'Afrique heritiere du partage colonial, est le continent le plus balkanise de la planete, et compte de nombreux pays a l'interieur desquels l'exercice du pouvoir et donc la question de l'Etat, sont plus que problematiques

La taille des Etats est une premiere caracteristique Etats sahelien trop etendus et peu densement peuples difficilement gerables pays côtiers trop petits n'atteignant pas les masses critiques de population Mais surtout, 'le plus grand handicap territorial des Etats herites de la colonisation est celui de la contestation frontaliere se traduisant par des conflits parfois tres graves allant jusqu'aux luttes armees"

Ainsi, "le probleme de la territorialite se pose d'abord en termes de necessite d'affermir les frontieres de l'Etat, puis de creer une communaute nationale solide Il se pose egalement en termes d'espace culturel dynamique, c'est a dire de reference morale sans laquelle on peut douter du bon fonctionnement de l'Etat Or, l'emergence d'une veritable communaute nationale soudee par les mêmes references culturelles est souvent mise a mal par la multiplicite ethnique et par les questions tribales, exploitees de façon habile pour conquerir le pouvoir et s'assurer de ses avantages Ces problemes se sont deja poses aux differentes puissances colonisatrices"

Or les populations ouest africaines continuent largement a se definir par rapport a des reperes territoriaux qui ne sont pas celui de l'Etat Nation le reseau hierarchise des marches, qui realise un excellent quadrillage des territoires ou encore les zones frontaliere dynamiques

J Igue souligne ainsi que les Etats ouest africains ont ete incapables de creer de nouveaux espaces de reference et n'ont pas su non plus s'appuyer sur les structures existantes 'nulle part l'equilibre des territoires n'est realise La regionalisation ne fonctionne pas Les Etats se contentent d'utiliser les cadres administratifs pour conduire non pas une politique d'aménagement du territoire, mais plutôt des operations d'equipement qui dans la plupart des cas visent moins la fonctionnalite de l'espace que la satisfaction de l'ambition des hommes au pouvoir"



3 7 LA LIBERTE DE MOUVEMENT DES HOMMES ET DES BIENS, GAGE D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS A VENIR

La mobilité a été un facteur essentiel d'adaptation des populations de la région aux changements de leur environnement. La fluidité de l'ensemble régional a certainement permis d'éviter des tensions et donc des conflits. Alors que cette fluidité tend à se réduire du fait de la crise et des replis identitaires qu'elle entraîne, l'étude souligne qu'il est impératif de la préserver pour

Quelle que soit l'évolution des économies et des mécanismes de redistribution au sein de ces économies, les inégalités, spatiales et sociales, resteront fortes au sein de la région

La mobilité un gage d'adaptation et de réduction des inégalités

Si l'on admet que la compétition est d'autant plus forte et les inégalités sociales d'autant plus élevées que les ressources sont rares, on en déduit que la mobilité intra-régionale a contribué à désamorcer les crises en déterminant une meilleure adéquation entre populations et ressources. Dans la mesure où les migrants sont allés de zones de faible productivité vers des zones où leur productivité était plus élevée, la mobilité a également été un moteur essentiel d'augmentation du revenu moyen

Cela est vrai sous réserve que les distorsions dans le jeu économique ne créent pas des artefacts entraînant les populations vers des lieux où elles n'ont rien à produire. C'est évidemment un des grands reproches que certains auteurs font à la ville, dont l'attraction, dopée par la dépense publique, serait excessive par rapport à l'emploi qu'elle est susceptible d'offrir

La saturation progressive des ressources facilement mobilisables même dans les espaces (urbains ou ruraux) les mieux dotés, l'augmentation de la population dans ces zones désirées de vivre de ces ressources va mettre un frein structurel à la mobilité. Il restera certes encore de grandes différences de potentialités entre zones "pauvres" et zones "riches". Cependant, l'insertion dans les zones "riches" sera une compétition de plus en plus contraignante et coûteuse pour le migrant. Cette contrainte structurellement croissante imposée au mouvement accentuera probablement la tendance, amorcée dans la période passée, de différenciation sociale au sein des zones de départ (entre paysans), comme dans les zones d'arrivée (au sein du secteur informel)

Entretenir la fluidité de l'espace régional

Dans le domaine de la mobilité, le rôle des interventions publiques est triple

■ considérant que la mobilité est généralement une pratique rationnelle d'adaptation de la part du

migrant, elles doivent lever les freins à cette mobilité,

■ elles doivent toutefois éviter d'entraîner une mobilité "artificielle" et trop conjoncturelle, migration vers des pôles d'attraction "éphémère", fuite de crises climatiques ou de troubles de l'ordre. En bref, elles doivent veiller à éviter un "emballement" des migrations en fonction de l'actualité,

■ enfin, les politiques publiques doivent prévoir une action de type "social" pour les populations les plus défavorisées qui ne peuvent pas se déplacer. La difficulté de cette action est de trouver un dosage qui aboutisse à une situation socialement acceptable sans lenifier les populations qui en bénéficieraient au risque de reporter des décisions qui seront de plus en plus difficiles à l'avenir

Au cours de la période passée, la fluidité de l'espace a été élevée, les zones les plus riches ont exercé une forte attraction, entraînant une mobilité importante. Dans ce contexte, à l'exception notable de la Côte d'Ivoire, l'essentiel des politiques a consisté à tenter de freiner la mobilité, soit en contrariant l'arrivée des nouveaux migrants (à l'instar de l'absence de planification de la croissance urbaine, censée éviter l'exode rural¹⁾), soit en développant des activités économiques ou sociales préférentiellement dans les zones de départ

La réduction présente et à venir de la mobilité, sous le double impact de la crise économique et de la saturation progressive des derniers espaces vierges, doit amener les décideurs politiques, des États comme des agences d'aide, à repenser leur allocation des ressources. Il ne s'agit plus, en effet, de compenser les effets d'un emballement des migrations, mais plutôt, désormais, de créer les conditions de leur redémarrage

Cette fluidité et cette interdépendance doivent bien évidemment jouer en premier lieu dans les espaces nationaux. Elles ne pourront cependant avoir une pleine efficacité que dans des espaces vastes et complémentaires, donc probablement supra-nationaux. La pleine application des décisions de la CEDEAO relative à la libre-circulation des biens et des personnes dans l'ensemble ouest-africain, qui restent bien souvent lettre morte, sont, à cet égard, de toute première importance

Les migrations un enjeu passe et a venir

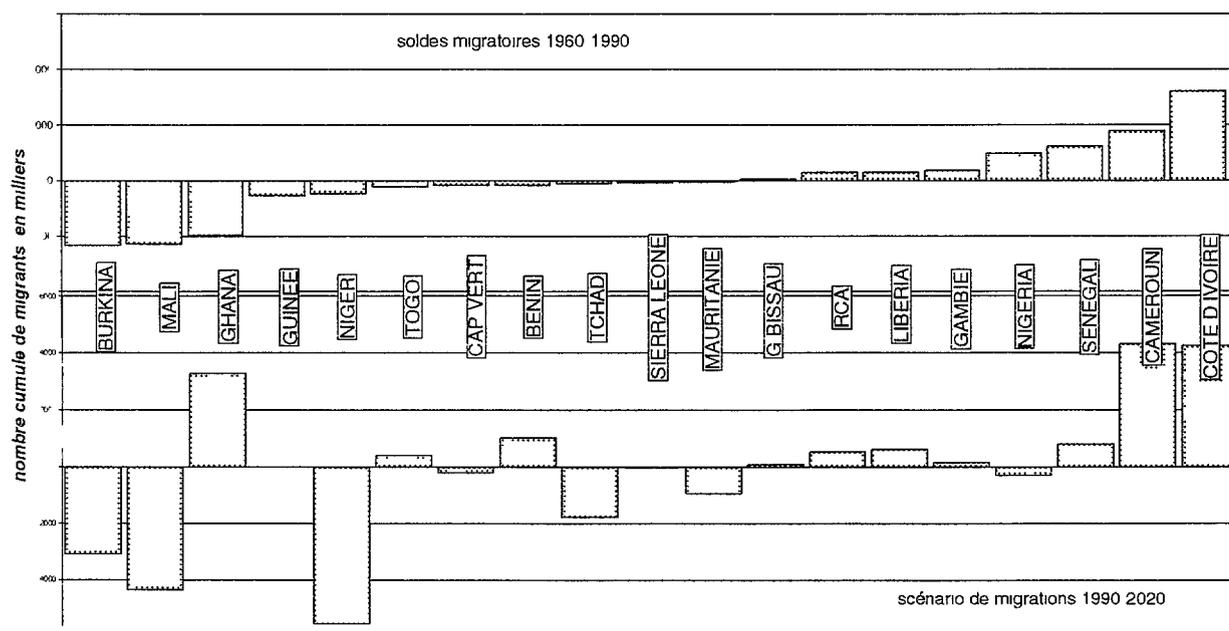
Plus que les taux de fécondité et de mortalité nationaux, ce sont les migrations internationales qui expliquent ces écarts de taux de croissance nationaux. Sur l'ensemble de la période 1960-1990, ils s'échelonnent de 1,6 % aux Îles du Cap Vert à un maximum de 4,4 % en Côte d'Ivoire, pour un taux naturel d'accroissement régional de 2,7 % par an en moyenne. En ne comptant que les flux nets, on estime à 11 % la proportion de la population totale (hors Nigeria) qui réside dans un pays de la région autre que son pays natal. La Côte d'Ivoire est de loin le principal pays d'immigration, avec un flux net cumulé de 3,2 millions d'immigrants, soit un taux moyen d'immigration de 1,2 % par an, taux parmi les plus élevés du monde. Viennent ensuite le Cameroun, le Sénégal et le Nigeria, avec des flux nets de 1 à 2 millions de personnes. Le pays dont le taux d'émigration est le plus élevé est le Cap Vert (1,4 %). Les pays d'émigration sont tous les pays sahéliens enclavés, mais aussi quelques pays mieux dotés mais dont les évolutions internes (politiques ou économiques) ont contrebalancé l'attrait.

Ces migrations internationales ne sont que l'un des aspects de la redistribution de la population dans l'espace régional. On estime que 30 à 40 % des habitants de la région ne résident plus dans leur district ou leur commune d'origine, alimentant ainsi une grande mobilité au sein de chaque pays. Les migrations internationales et internes sont étroitement liées aux opportunités économiques. Les entités d'immigration, qui regroupaient en 1960 31 % de la population régionale et 48 % du produit régional brut sur 30 % de la superficie totale, regroupent en 1990 51 % de la population et 66 % du produit régional brut total. La densité moyenne actuelle de peuplement de ces zones d'immigration est 2,4 fois plus forte que celle des zones d'émigration, et leur produit moyen par habitant est 80 % plus élevé que celui des entités d'émigration.

L'image du peuplement à l'horizon 2020 et les migrations internationales

La répartition d'une population totale de 430 millions d'habitants dans l'espace régional dépendra de nombreux facteurs d'ordre macroéconomique, géopolitique et social. L'image centrale du peuplement de la région à l'horizon 2020 suppose une relative liberté de mouvement des populations au sein de l'espace régional, qui devrait se traduire par la poursuite du processus de migration de l'intérieur vers les côtes (portant au total sur une vingtaine de millions de migrants nets entre 1990 et 2020). Les principaux pays d'immigration devraient être le Cameroun (+0,6 %), la Côte d'Ivoire (+0,5 %), le Ghana, la République centrafricaine et le Libéria (+0,3 %). Et les principaux pays d'émigration devraient être les Îles du Cap Vert et le Niger (1,1 %), le Mali et la Mauritanie (0,8 %), le Burkina Faso et le Tchad (0,6 %). Sur l'ensemble de la période 1990-2020, les flux migratoires nets entre les pays d'émigration et les pays d'immigration s'élèveraient à un total d'une vingtaine de millions de personnes, contre 8 millions en 1960-1990.

soldes migratoires des pays ouest-africains 1960-1990 et scénario de migrations 1990-2020



L'étude montre que si les hommes se sont fortement déplacés dans l'espace régional, les échanges commerciaux régionaux ont été très limités, au profit des échanges avec les marchés mondiaux, et basés sur des distorsions des politiques plutôt que sur une compétition économique régionale. En rapide croissance du fait de l'augmentation de la population, constituée principalement de biens simples, exprimant une demande régulière pour ces biens essentiels, le marché régional est le lieu idéal d'apprentissage de la compétition économique. Sa conquête doit faire l'objet d'une attention toute particulière.

Le marché intérieur et régional des pays de la région croît et continuera à croître à un rythme soutenu, du simple fait de la croissance démographique (de 193 à 430 millions de consommateurs en 30 ans¹) et de la division du travail entre villes et campagnes (de 78 à plus de 250 millions de consommateurs urbains). Il est composé de biens et services assez rustiques : les dépenses des ménages, par exemple, sont composées pour 40 à 60 % de dépenses alimentaires, et dans des proportions importantes de dépenses d'habillement et de logement. Ces produits sont, en principe, facilement appropriables par les artisans et industriels locaux.

Des échanges régionaux conjoncturels et peu développés, une extraversion exceptionnelle

Les échanges régionaux par le passé ont surtout été le fait de la conjonction d'opportunités économiques artificielles (différences de politiques monétaires entre les pays de la zone franc et les autres, essentiellement, ou différences de politiques commerciales) et de l'existence de réseaux commerciaux transnationaux à base ethnique qui ont permis d'exploiter pleinement ces opportunités. Le commerce régional basé sur de réelles différences d'avantages comparatifs est resté minime au regard de ces flux. Or, à long terme, quelle que soit l'évolution de la zone franc, il est peu probable que de telles distorsions économiques se maintiennent. On doit donc plutôt penser les données du commerce régional sur la base des avantages comparatifs que chaque pays possède ou dont il pourrait éventuellement se doter.

Pour les besoins de l'étude, on a réalisé une analyse, au niveau mondial et à diverses dates, des relations entre caractéristiques démographiques des pays (taille, population et PIB) et leur degré d'ouverture. On trouve, dans cette analyse, une relation significative et relativement stable dans le temps entre ces paramètres. On a ensuite appliqué cette relation aux pays de la région pris séparément, puis à la région prise comme un ensemble unique. Cette application montre que les pays ouest-africains pris un par un présentent un taux d'ouverture approximativement conforme à ce que laisserait pressager le modèle. En revanche, la région prise dans son ensemble est caractérisée au contraire par une extraversion tout à fait

exceptionnelle. Cela montre que les pays ouest-africains privilégient de fait les échanges au loin (notamment avec les anciennes métropoles) au détriment d'un commerce de proximité au sein de la région. Cette observation est d'ailleurs cohérente avec la faiblesse du secteur intermédiaire dans l'économie (→ 1.3). Si l'Afrique de l'ouest suivait un comportement conforme à la norme internationale, les échanges régionaux y seraient 4 à 5 fois plus importants que ce qu'ils sont aujourd'hui.

Cette faiblesse est évidemment à tempérer du fait que le recensement des échanges ne prend pas en compte les principaux flux intra-régionaux du passé : les migrations des hommes, et leurs envois de fonds dans leurs zones d'origine. Migrations et commerce régional sont en effet deux moyens de régulation des disparités au sein de l'espace régional. Alors que, dans le cas des migrations, c'est le travailleur qui se déplace pour offrir son travail, dans le cas du commerce régional, il travaille sur place et expédie sa valeur ajoutée. L'analyse montre néanmoins l'existence d'un gisement potentiel d'échanges de biens et services dans la région qui devrait recevoir une grande attention à l'avenir, d'autant que la mobilité des hommes risque de se réduire.

Un complément aux échanges internationaux, au potentiel de croissance rapide

Dans l'image à long terme, on a supposé que la région allait progressivement se rapprocher du comportement moyen suggéré par le modèle. On a alors calculé le taux d'ouverture qui en résulterait pour chaque pays et pour la région dans son ensemble. Si cette hypothèse se réalisait, la région fournirait 22 % du total des importations des pays de la région, soit un taux d'ouverture (import+export/PRB) vers la région de 9 % du PIB régional, contre 30 % vers le reste du monde. Ces valeurs sont respectivement de 3 et 36 % pour 1990. Cela représenterait un taux de croissance des échanges régionaux de l'ordre de 8 % par an.

On doit considérer qu'il s'agit là d'une estimation optimiste des évolutions possibles du commerce régional, l'éclatement de la région en 19 pays lui donnant probablement une tendance à une certaine extraversion. On voit néanmoins que le commerce régional offre des perspectives très importantes de

developpement Il n'est pas pour autant une panacee même s'il soutient ces taux de croissance record, le commerce regional restera une contribution minoritaire aux flux commerciaux totaux a l'horizon 2020 Il existe neanmoins des differences notables selon les secteurs le même exercice de modelisation, realise pour les seuls produits agro-alimentaires, laisse presager un rôle tres important des echanges regionaux dans les echanges agro-alimentaires totaux des pays de la region a l'echecance 2020 (46 % du total des importations agro alimentaires proviendraient d'autres pays de la region)

En fin de compte, il apparaît que la region est contrainte a une strategie diversifiee

- elle doit profiter au maximum du potentiel d'echanges intra-regionaux, important en volume et particulierement accessible, du fait de sa proximite et des biens concernes En outre, on doit considerer les benefices importants que la region pourrait tirer du developpement des echanges regionaux, en terme de cohesion de l'ensemble regional une plus

grande diversite des liens entre pays (pour l'instant, surtout flux de travail et d'argent en retour), une moindre dependance envers le marche mondial, d'ou une plus grande resilience de l'economie regionale, un reequilibrage des territoires vers l'interieur autour des zones de production et des routes commerciales

- elle doit pourtant conserver le souci de sa competitivite sur les marches internationaux, pour les matieres premieres comme pour l'exploration de nouveaux creneaux d'activite plus "urbains" En effet, elle continuera a avoir des besoins d'importations du reste du monde tres importants (environ les trois quarts du commerce exterieur des pays de la region a l'horizon 2020) Le maintien de cette competitivite est indispensable pour eviter de décrocher de l'economie mondiale

- enfin, elle doit s'efforcer de renouveler les flux de capitaux qui se sont progressivement reduits dans le passe et ont change de nature, la part des investissements prives directs etrangers et des prêts s'étant fortement contractee au profit des dons

Indonesie-Afrique de l'ouest
L'ouverture n'est pas forcement le gage d'une croissance rapide

L'Indonesie et l'Afrique de l'ouest possèdent sur la periode 1970-90 plusieurs points communs De populations tres voisines ils sont également proches au milieu de la periode par le niveau de vie moyen (PIB par tête en parité de pouvoir d'achat) De plus il s'agit de deux exportateurs de petrole a des niveaux comparables Enfin si l'Afrique de l'ouest est morcelee par l'histoire en de multiples pays l'Indonésie l'est elle, par la geographie en de nombreuses îles

La difference tient dans le fait que l'Indonesie est un pays asiatique dynamique alors que l'Afrique de l'ouest n'a pas connu de croissance forte Cela peut il tenir dans une plus grande performance a l'exportation de l'Indonesie ? Le tableau ci dessous compare les ratios exportations sur PIB a prix courants en utilisant le PIB calcule en parité de pouvoir d'achat (PPA exprime en dollars internationaux)

	1970		1980		1990	
	WA	IDN	WA	IDN	WA	IDN
Population (10 ⁶ hbt)	114	118	149	148	194	178
PIB/hbt PPA (\$inter)	363	267	1010	1140	879	2234
Export petrole (10 ⁹ \$)	0.7	0.3	24.7	15.7	13.8	11.2
Export totales (10 ⁹ \$)	3.0	1.1	32.1	21.9	21.6	25.6
Export petrole/PIB PPA (%)	5.5%	2.2%	4.9%	3.7%	4.6%	3.6%
Export totale/PIB PPA (%)	7.2%	3.3%	21.3%	13.0%	12.7%	6.4%

Source World Tables Penn World Tables

En utilisant le PIB en parité de pouvoir d'achat (a priori preferable pour la comparaison de pays aux monnaies tres heterogenes) l'Afrique de l'ouest apparaît largement plus ouverte a l'exportation que l'Indonesie, même pour les exportations non petrolieres en 1990, alors que le niveau de vie moyen est 2.5 fois plus eleve dans ce pays Cela est remarquable dans la mesure ou les performances economiques globales ont ete bien meilleures en Indonesie Mais elles ont ete avant tout basees sur une croissance rapide du marche interieur qui est au contraire reste extrêmement faible en Afrique de l'ouest

Dans sa phase de transformation, l'Afrique de l'ouest a besoin de financer de nombreux "chantiers" formation de la population, constitution d'un appareil productif, construction des villes, mise en place des infrastructures. Face a ces besoins, des ressources importantes sont mobilisees par les societes, mais elles restent tres dependantes de la conjoncture internationale. La degradation du pouvoir d'achat international des pays cree un effet de penurie sur le marche regional. Cette penurie va-t-elle entrainer une baisse de la qualite et de la quantite des produits consommes, ou un sursaut de la production locale ?

Les economies ouest-africaines sont restees extremement dependantes de leurs relations avec l'exterieur. Elles n'ont pas gere le boom des matieres premieres avec suffisamment de clairvoyance pour renforcer leur competitivite et diversifier leurs exportations, les richesses produites etaient fortement sollicitees pour d'autres usages (maintien de la cohesion entre les groupes par redistribution, financement des infrastructures, depenses de souverainete), dont on ne peut nier l'importance.

Or, tandis que ses besoins augmentent rapidement, l'Afrique perd des parts de marches dans presque tous ses domaines d'exportation. L'epuisement des fronts pionniers diminue progressivement la marge beneficiaire des cultures d'exportation, grignotee par le coüt du renouvellement des ressources et la baisse des cours mondiaux.

La problematique des matieres premieres minerales est differente, et depend plus exclusivement des evolutions des cours mondiaux. C'est particulierement vrai pour le petrole. Sauf chute brutale des cours, le Nigeria est ainsi assure de ressources importantes et durables, qui renforcent son importance dans le tableau regional.

Le financement du developpement par les exportations sera difficile

Globalement, il est pourtant peu probable que les sources de devises traditionnelles (exportations de matieres premieres et flux de capitaux) suivent l'evolution des besoins. Et les perspectives de diversification des exportations sur les marches mondiaux, en particulier par les villes, ne sont guere favorables a court terme.

Au cours des annees 1970 et 1980, la delocalisation d'activites vers les pays a main d'oeuvre bon marche paraissait pouvoir constituer le fondement d'une nouvelle division internationale du travail et a permis l'industrialisation de nombreux pays du tiers-monde. Cette strategie semble a l'avenir remise en cause par les innovations technologiques et les evolutions des strategies des entreprises multinationales. De ce fait, les delocalisations ne devraient fournir que peu d'opportunités a la region a court terme, si ce n'est eventuellement au Nigeria, du fait de sa taille et de sa dotation exceptionnelle en ressources naturelles.

La drogue, ultime rente du continent africain ?

"Alors que le continent subsaharien se colore de plantations illicites, les structures du trafic changent. Les cohortes de "mules", "fourmis" et autres courriers grossierement organises, qui repondaient a la necessite premiere d'importer les drogues d'Asie ou d'Amerique Latine pour les reexpedier vers l'Europe laissent place, avec le passage a la production locale a de nouvelles organisations autrement plus structurees. Il s'agit, en somme d'une professionnalisation du trafic.

Dans toute la region, c'est le transit de l'heroine qui est a l'origine des flux d'argent illicite les plus importants. Reinvesti, ce pactole vient stimuler a son tour la production, transformant de simples plaques tournantes en zones d'elaboration et de consommation des drogues.

Au coeur du trafic on trouve le pays le plus peuple du continent : le Nigeria. En matiere de cocaine les Nigeriens prennent une place de tout premier ordre dans le trafic mondial. (Aux Etats Unis), selon les services specialises, l'heroine nigerienne representerait 25 % du marche, et jusqu'a 50 % dans la region de Washington et Baltimore."

La drogue nouveau desordre mondial Observatoire geopolitique des drogues, 1993, pages 203 207

La diversification des exportations par amelioration de competitivite des entreprises regionales est une voie plus probable de diversification des revenus de la region, mais on a vu qu'elle sera longue. Des prealables sont en effet necessaires a l'apparition de la competitivite industrielle : renforcement du capital humain, diffusion large d'un savoir economique et industriel, developpement des marches financiers, amelioration de l'environnement des entreprises, emergence d'une nouvelle generation d'entrepreneurs, transformation du "contrat" entre public et prive, etc.

Dans ces conditions, la penurie de devises menace le fonctionnement de l'economie et la stabilite des institutions. Elle augmente la tentation de rechercher des solutions de rechange dans le developpement des exportations nuisibles, a commencer par la drogue. Ce risque commence a devenir realite dans un certain nombre de regions (encadre).

Mobiliser le potentiel économique et humain régional en réponse à la pénurie

Si le développement à long terme de la région nécessite des transferts structurels (→ 3 10), il nécessite aussi, et surtout, une mobilisation maximale des forces à l'intérieur de la région. L'extrême dépendance vis-à-vis d'un environnement international très variable a compromis les processus de développement en cours dans la région. Dans un contexte où très peu d'entreprises locales étaient à même de répondre à la demande urbaine, la baisse du pouvoir d'achat international a entraîné le recours à des produits très bon marché et de très basse qualité, qui contrarient l'émergence, pourtant indispensable, du marché régional. Aucun producteur n'est à même de lutter contre des chaussures usagées importées à la tonne, contre les bas morceaux de viande surgelée importés du marché européen, contre l'ensemble de ces produits de très basse qualité qui ne trouvent plus de marché qu'en Afrique. Or, cette baisse de

qualité des produits consommés a elle-même des limites. La dévaluation, à Abidjan, a vu les classes aisées acheter des produits moins coûteux, mais les pauvres, qui consommaient déjà la protéine la moins chère (le poisson surgelé importé) ont baissé leur volume absolu de consommation (Akindes, 1994).

Le cas du Nigeria, où le pouvoir d'achat "international" des populations est devenu quasiment nul du fait de l'effondrement du naira et a stimulé simultanément l'offre agricole intérieure et le développement d'une industrie de transformation locale montre que, sous certaines conditions (capitales, savoir faire, marché) un développement rapide de l'offre locale est possible. Les conséquences de l'effondrement de la monnaie nigériane sur l'économie de ce pays et celle de la région sont toutefois désastreuses. Il serait nécessaire de trouver un mécanisme plus approprié pour protéger la région de l'invasion des "soldes mondiaux".

Dynamisme industriel au Sud-Est du Nigeria

"Du fait des investissements effectués dans les unités de production, comme les usines de pièces détachées basées pour un bon nombre de produits sur l'imitation de la technologie du sud-est asiatique, le secteur des affaires n'a pas connu un ralentissement important de ses activités. En effet, la demande de pièces détachées bon marché s'est accrue car le coût des pièces importées, est devenu prohibitif en raison de la dévaluation du naira. De ce fait, la demande en pièces détachées des usines d'Aba Nwenu a énormément augmenté, créant de la sorte une relance de la production et de la distribution. Grâce aux réseaux de distribution nationaux et régionaux déjà en place, la production des usines a été écoulee facilement et les ventes ont profité à la fois aux producteurs et aux revendeurs. Ce phénomène a encouragé la fabrication locale de pièces et en même temps, beaucoup de sociétés sont passées de la production de pièces pour véhicules à la production de pièces pour machines industrielles. Beaucoup d'usines incapables de remplacer leur matériel et n'ayant pas les moyens financiers de recourir aux pièces importées se sont tournées vers les complexes industriels d'Aba Nwenu. L'augmentation de la production de pièces détachées locales est peut-être l'élément le plus important de la relance de l'activité industrielle du complexe industriel d'Aba Nwenu, mais il faut également souligner l'émergence de productions textiles ainsi que l'importance grandissante de l'agro-alimentaire et de la production pharmaceutique. Tout comme pour la production de pièces détachées, ces autres unités de production sont appuyées par des réseaux de distribution solides qui sont principalement aux mains de commerçants orientaux, dans le pays et dans le reste de l'Afrique."

Les experts nigériens associent ce dynamisme à des phénomènes de peuplement. Cet esprit d'entreprise très fort qui caractérise les réseaux commerciaux et industriels Igbo à l'est du Nigeria ainsi qu'à l'extérieur du pays n'est pas sans lien avec les défis qui se posent aux populations de cette région en raison d'une pression démographique importante dans un contexte de saturation foncière."

Ils l'associent également à des aspects migratoires et des effets générationnels. "Les organisations des Igbo et des Ibido prélèvent une partie des salaires de ceux qui sont en ville afin de financer le développement de projets communautaires dans leurs villages d'origine et les succès remportés par ceux de leurs fils (et plus récemment de leurs filles) qui se sont exportés ont pu être mesurés à leur capacité de mettre en place des entités économiques à leur retour au pays et à recruter sur place des personnes qualifiées pour des postes bases en ville. Il semblerait qu'un tel réseau d'entraide ait contribué à l'expansion de la population du sud-est capable d'amasser des richesses à l'étranger qui sur base des expériences passées ont pu être collectées pour la mise en place d'industries de pièces détachées intensives en capital."

Enfin, l'émergence de cette industrie semble montrer un effet de synergie entre activités commerciales et industrielles. "De Lagos à Kano, de Makurdi à Aba, ils (les hommes d'affaires de l'est) ont mis en place de solides réseaux de distribution de produits d'occasion revendus aux particuliers beaucoup moins cher que les mêmes biens sortant neufs des usines, qu'ils soient produits localement ou importés. C'est pourquoi les biens d'occasion sont devenus une source d'accumulation non négligeable, qui a contribué à la relance économique dans l'est et ailleurs dans le pays, comme à Lagos" (A O Olukoshi, B Ahonsi, Etude de cas Nigeria, WALTPS)

En depit d'une mobilisation de l'epargne interieure superieure a ce que les statistiques laissent generalement apparaître, même si la region maintient sa place sur les marches internationaux et même si le recours au marche regional est maximise, les ressources disponibles seront probablement inferieures aux besoins Il ne sera donc materiellement pas possible de faire tout ce qui serait souhaitable Des transferts nets du reste du monde sont necessaires sur la longue duree, dont les modalites devront eviter les effets negatifs des decennies passees Premiere condition de leur utilite la programmation des investissements publics doit se faire sur la base d'une hierarchie des priorites du developpement, portée par une vision volontariste de l'avenir

L'Afrique de l'ouest est une région en transformation structurelle Une partie des desequilibres qu'on y observe est le moteur des changements sur la longue periode, une autre en est la consequence directe Parmi les consequences des profondes mutations que connaît la region, se trouvent ses enormes besoins de financements Au cours des trente dernieres annees, les pays de la region auraient dû a la fois financer leur processus d'urbanisation la mise en place d'un appareil productif competitif, la formation du capital humain, la construction de l'unité nationale On a vu que les resultats dans ces divers domaines ont ete varies la formation de capital immobilier a ete intense tandis que l'activite economique ne se developpait fortement dans certaines branches, mais peu dans d'autres et que la formation des hommes stagnait

L'ampleur des transformations de la région entraîne un déficit naturel des economies

On peut contester les priorites des populations de la region (et des politiques qui les ont guidees) En revanche, on ne peut guere nier que ces populations aient fourni un effort financier tout a fait important, beaucoup plus important que ce que met en evidence la comptabilite nationale, du fait de son caractere majoritairement informel Sauf a penser que le gaspillage a ete important, et que la mobilisation des fonds prives aurait pu être beaucoup plus importante, il faut bien admettre que, de toutes façons, l'ampleur de la tâche dépassait les capacites financieres des populations de la region

Au demeurant, la phase de developpement demographique a toujours ete, dans l'histoire des peuples, une phase de tensions Dans bien des cas dans le passe, ces tensions se sont resolues par l'expansionnisme (guerrier, colonial ou simplement migratoire), ou bien par des crises interieures (guerres civiles, disettes) Arrivant en dernier, la croissance demographique du continent africain se fait dans des conditions tres differentes Le monde exterieur impose deux limites aux phenomenes "traditionnels" de regulation des limites fortes a la migration hors du continent et aux reorganisations internes (intangibilite des frontieres, limitation des migrations intercontinentales), et des limites aux

phenomenes de regulation internes (disettes et conflits), qui se sont concretisees recemment par l'apparition de la notion de droit d'ingerence humanitaire

Faute de recourir aux moyens "traditionnels" des peuples en transition, l'Afrique (et l'Afrique de l'ouest en particulier) a donc dû puiser au maximum dans ses ressources Cela explique l'importance prise par les exportations dans l'economie et l'importance des flux migratoires internes dans la restructuration du peuplement Parallelement, elle a fait massivement appel aux fonds de la communaute internationale pour combler, au moins en partie, les deficits structurels inherents a sa transition

L'aide internationale n'a pas su trouver des modalites adaptees aux specificites africaines

La nature, le volume et les modalites des ressources apportees par la communaute internationale ont ete extrêmement variables au cours du temps Disons tres nettement qu'elles n'ont pas ete adaptees aux conditions du continent africain

■ ces transferts ont ete tres variables, beaucoup plus liee a la disponibilite de liquidites sur les marches internationaux qu'aux besoins reels ou a la capacite d'absorption des pays africains On a ainsi assiste a une envolée des transferts dans les annees 1970, en consequence de l'abondance de liquidites induite par le choc petrolier, puis a son contrecoup au debut des annees 1980, les transferts devenant même temporairement negatifs en moyenne dans les pays côtiers

■ les flux prives ont ete tres faible Les sommes rapatriees ont toujours superieures aux sommes investies durant les vingt dernieres annees Ces dernieres ont fortement diminue dans la periode recente

■ les bailleurs de fonds multilateraux ont pris un rôle croissant dans les flux monetaires, mais sans reellement trouver de formules adaptees au continent africain Il en est resulte une evolution de la structure de la dette, dans laquelle les multilateraux sont regulierement majoritaires

Dans l'évolution des transferts, depuis les années 1970, les pays sahéliens ont fait figure de privilégiés, tout particulièrement ceux de la bande côtière. Ces transferts sont devenus structurels, ils servent à financer un décalage croissant entre importations et exportations. Le cas des pays forestiers est plus complexe : ces pays ont connu des transferts très importants dans les années 1970, débouchant sur un fort endettement, puis ces transferts sont devenus négatifs au cours des années 1980 et ils reprennent seulement maintenant. Le Nigeria est un cas spécifique : les transferts nets y sont négatifs sur l'ensemble de la période 1970-1990.

Au total, les flux nets consolidés vers la région ont représenté, entre 1970 et 1992, 50 milliards de dollars, soit 3 à 4 % seulement du produit régional brut cumulé sur la période. Ces transferts, essentiellement sous forme de prêts, ont débouché sur un endettement massif de la région qui, pour de nombreux pays, croît désormais de façon autonome au gré des reechelonnements. Plus inquiétant, la part de la dette multilatérale dans les dettes des pays ouest-africains est en croissance, elle dépasse 50 % dans 5 pays de la région. L'impossibilité théorique d'annuler ces dettes mène plusieurs pays vers une situation de cessation de paiement qui obligera à repenser en profondeur les données de la dette africaine.

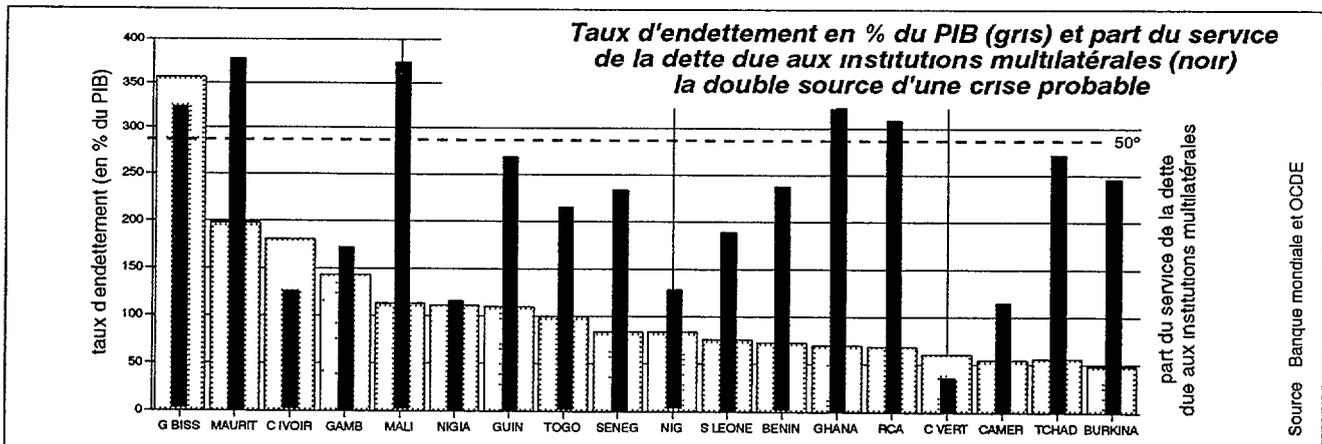
Penser le financement sur le long terme

Il a été plusieurs fois souligné que le développement de la région repose sur l'évolution de phénomènes longs : peuplement, éducation, savoir, transformation de l'équilibre des pouvoirs. Les médiocres perspectives des exportations soulèvent la crainte de voir considérablement retarder, voire empêcher, la maturation de ces phénomènes longs dépendant en partie, du fait du moteur extérieur de l'économie, des ressources extérieures. Il est illusoire de penser que des prêts, établis sur une logique strictement financière de court ou moyen terme, peuvent suppléer durablement à la faible capacité d'exportation sur les marchés mondiaux pour financer ce processus.

L'engagement des ressources extérieures, en majeure partie sous forme de transferts sans contrepartie, est donc probablement un facteur déterminant du temps que prendra le processus de développement, notamment de diversification des systèmes productifs. Cela nécessite d'accepter l'idée de déséquilibres sur la longue durée des ressources des pays ouest-africains. C'est vrai pour les pays les mal dotés en matières premières exportables. Mais il faut aussi éviter d'amplifier les déséquilibres dans les pays mieux dotés : ceux-ci sont en général fortement endettés et, du fait de la fluidité régionale, jouent un rôle d'exutoire des pays plus pauvres. La rupture avec la logique de rétablissement à court ou moyen terme des équilibres extérieurs est déjà consommée dans les faits, comme le montre l'exemple des pays sahéliens mais aussi celui du Ghana, sous ajustement structurel depuis 10 ans. Il reste pour l'avenir à conceptualiser cette rupture et à tenter de la gérer le mieux possible, car elle n'est pas exempte de danger. Cela signifierait pour les donateurs

- l'engagement vers ce qu'on pourrait appeler des partenariats de long terme, ou des déséquilibres durables seraient admis, sans exigence de résultats immédiats, dans la mesure où les processus de développement semblent progresser,

- une diminution de l'interventionnisme, tout particulièrement dans le domaine politique et social. L'implication croissante des donateurs dans la définition des objectifs poursuivis par les politiques nationales aboutit en effet systématiquement à des effets d'éviction et de détournement des objectifs. L'aide devient un objectif et non un moyen. L'aide pourrait ainsi rechercher à l'avenir une action plus neutre ou indirecte. Elle interviendrait peu dans les dynamiques sociales et économiques, mais de façon importante dans l'accroissement du potentiel dont peuvent bénéficier ces dernières. Parmi les actions prioritaires : l'installation d'un "décor" favorable au développement suppose une action soutenue d'aménagement du territoire, la circulation et la capitalisation du savoir, des politiques actives de soutien à l'éducation, la communication et l'information.



ANNEXES

Annexe I les publications et documents	59
Annexe II une etude largement diffusee et debattue	65

Previous Page Slant

PUBLICATIONS ET DOCUMENTS DE L'ETUDE

I LISTE DES PUBLICATIONS

- Synthese de l'etude WALTPS* SAH/D(94)439
- **Pour preparer l'avenir de l'Afrique de l'ouest une vision à l'horizon 2020**
S Snrech preface de Anne de Lattre decembre 1994 70 p + annexes Version anglaise disponible
 - **Base de donnees demographique de l'Afrique de l'ouest** B Kalasa, avec la collaboration de J M Cour et de B Ninnin Document bilingue Parution premier trimestre 1995
 - **WALTPS recueil cartographique** Document bilingue Parution premier trimestre 1995
 - **Compte rendu de la rencontre regionale sur les perspectives a long terme en Afrique de l'ouest, Ouagadougou 26 29 septembre 1994** 37 p Version anglaise disponible
- Document de travail n° 1* SAH/D(93)415
- **Description du peuplement en Afrique de l'ouest commentaire de la base de donnees**
B Kalasa, decembre 1993 124 p + annexes Version anglaise disponible
- Document de travail n° 2* SAH/D(93)410
- **Analyse demo-economique retrospective et esquisse d'image demo-economique a long terme de la region Afrique de l'Ouest** J M Cour, janvier 1994, 80 p + annexes Version anglaise disponible
- Document de travail n° 3* SAH/D(93)411
- **Elements de vision economique prospective l'Afrique de l'ouest a l'horizon decennal** J D Naudet (DIAL), novembre 1993 62p Version anglaise disponible
- Document de travail n° 4* SAH/D(94)433
- **Geographie economique du milieu ouest africain , marchés, peuplement, agriculture, routes , elements de modelisation 1960-1990** B Ninnin, juin 1994 107 p + annexes Version anglaise disponible
- Document de travail n° 5* SAH/D(93)421
- **Etats, frontieres et dynamiques d'aménagement du territoire en Afrique de l'ouest**
J O Igue et B G Soule, decembre 1993 74 p + annexes Version anglaise disponible
- Document de travail n° 6* SAH/D(94)434
- **Le financement exterieur du developpement en Afrique de l'ouest analyse des transferts et reflexion sur l'aide au developpement (1960-1990)** J M Cour et J D Naudet (DIAL), juillet 1994 124 p Version anglaise disponible
- Document de travail n° 7* SAH/D(94)432
- **L'education en Afrique de l'ouest situation, enjeux et perspectives** R Pons, juin 1994 47 p
- Document de travail n° 8* SAH/D(93)412
- **L'urbanisation en Afrique de l'Ouest mecanismes et logiques** M Arnaud, decembre 1993 30 p + annexes Version anglaise disponible
- Document de travail n° 9* SAH/D(94)444
- **Evolutions socio-politiques en Afrique de l'ouest synthese des reflexions menees dans le cadre de WALTPS** L Bossard, decembre 1994 30 p
- Document de travail n°10* SAH/D(93)417
- **Les consequences demographiques de l'epidemie de VIH/SIDA en Afrique de l'Ouest**
J J Gabas, M Postel et B Kalasa, decembre 1993 23 p + annexes

■ **Peuplement et économie en Afrique de l'ouest** J D Naudet (DIAL), novembre 1992 51 p + annexes

■ **Performances du secteur agricole et redistribution de la population en Afrique de l'ouest** J M Cour, decembre 1993 33 p + annexes Version anglaise disponible

■ **Modélisation des flux d'échanges extérieurs internationaux 1970-90 (effets structurels, inclinaisons spécifiques) et analyse des modèles d'ouverture en Afrique de l'ouest** J D Naudet (DIAL), fevrier 1993 33 p + annexes

■ **Modélisation demo-économique des pays en voie de peuplement** J D Naudet, janvier 1993 33p

II DOCUMENTS INTERMEDIAIRES ET NOTES DE TRAVAIL

Synthese des travaux a l'issue de la premiere phase

Resume des conclusions a l'issue de la premiere phase et compte rendu de la reunion de presentation des travaux (Abidjan 18-19 janvier 1993), SAH/CR(93)80

Reprofilier l'Etat africain, A Bourgi, P H Chalvidan, E Fall, P Weiss, novembre 1993

Les mutations politiques en Afrique de l'ouest, M Diouf, decembre 1993

Senegal

Les villes senegalaises population, espace et developpement, M C DIOP, A Diop, dec 1993

Les villes senegalaises population, espace et developpement Compte rendu de la reunion de Dakar, 1993

Nigeria

Population, space and development in Nigeria Summary of the Lagos Workshop I Jibrin, nov 1993

Population, space and development in Nigeria The Southwestern case, J A Ariyo, nov 1993

Population Dynamics in Eastern Nigeria and their Socio-Economic and Political Consequences A O Olukoshi, B Ahonsi

The History and Contemporary Trends in Nigeria Rural-Urban Migration and Urbanization D J Abin

Population and Socio-Economic Change in Southeastern Nigeria A Ahonsi, A Olukoshi

The Southwestern Nigeria Case Study A Momoh, Lagos State University

Population Change and Socio-Economic Processes in the Nigerian Middle Belt Z A Bonat,

Population, Space and Development in Northern Nigeria Jibrin Ibrahim

Population dynamics in eastern Nigeria their socio-economic and political consequences Olukoshi, B Ahonsi

Ghana

Structure and growth prospects of the economy of Ghana from a demoeconomic perspective N K Sowa, 1993

A study of urban-rural linkages in Ghana, S T Addo, K Adarkwa, nov 1993

Regional development and land use in Ghana G Botchie, dec 1993

Regional integration issues in Ghana, K A Ninsin, J B Abban, dec 1993

Population dynamics, urbanization and migration in Ghana, J S Nabila, A F Arye, nov 1993

Mali

Mouvement des populations, spatialisaton de l'economie S Diarra, B Sacko, novembre 1993

Les relations villes-campagne au Mali, B Sanogo, janvier 1994

Aperçu sur les tendances lourdes de l'histoire Analyse demo-economique et du nomadisme dec 1994

Les politiques d'aménagement du territoire, O M Diallo, novembre 1993

Burkina Faso

Etude de cas national, document de synthese

III PRESENTATION DES PUBLICATIONS

Document de travail n° 1

SAH/D(93)415

Description du peuplement en Afrique de l'Ouest Commentaire de la base de données B KALASA
Decembre 1993 124 p + annexes disponible en français et en anglais

Le document commente la base de données démographiques constituée dans le cadre de l'étude des perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest : une dynamique démographique sans précédent dans l'histoire, une urbanisation rapide mais relativement équilibrée, une forte hétérogénéité du peuplement rural, des flux migratoires intenses, etc. Le document présente également des extraits de cette base de données portant sur les 19 pays étudiés (effectifs totaux, urbains et ruraux 1930-2020, taux de croissance, migrations internes), ainsi que quelques tableaux de synthèse régionale.

Document de travail n° 2

SAH/D(93)410

Analyse démographique et économique rétrospective et esquisse d'image démographique et économique à long terme de la région
Afrique de l'ouest J M COUR Janvier 1994 80 p + annexes disponible en français et en anglais

Du fait de l'insuffisance des statistiques de base, les comptes nationaux des pays d'Afrique de l'Ouest fournissent une image incomplète et déformée de la réalité. Ce travail se propose de fournir une deuxième image, différente et complémentaire, également incomplète et déformée, utilisant le cadre de la comptabilité démographique et économique. Après un rappel méthodologique sur la construction et la portée des matrices de comptabilité sociale (MCS), l'auteur propose un essai de diagnostic d'ensemble des performances démographiques et économiques de la région entre 1960 et 1990. Cette analyse démographique et économique met en évidence des éléments porteurs d'avenir qui pourraient déboucher sur une nouvelle phase de croissance économique accélérée et soutenable.

Document de travail n° 3

SAH/D(93)411

Éléments de vision économique prospective, l'Afrique de l'Ouest à l'horizon décennal J D NAUDET (DIAL)
Novembre 1993 62p disponible en français et en anglais

Fixée sur un horizon décennal, l'étude laisse aux dynamiques actuellement engagées un fort pouvoir d'orientation de l'avenir. Quelles sont ces dynamiques ? Un développement remarquable du secteur informel, un secteur moderne en forte récession, une croissance extensive sans gain de productivité, une économie basée sur l'extérieur, le commerce et les logiques rentières. Au total, cependant, une croissance économique globale qui a néanmoins réussi à suivre la croissance démographique et à s'adapter à la structuration du peuplement.

Document de travail n° 4

SAH/D(94)433

Géographie économique du milieu ouest-africain, marchés, peuplement, agriculture, routes, éléments de
modélisation 1960-1990 B NINNIN Juin 1994 107 p + annexes disponible en français et en anglais

Les outils mis à la disposition de la géographie quantitative ont singulièrement évolué au cours de la dernière décennie. Ils offrent désormais des possibilités réelles pour la prise en compte de la dimension spatiale de l'économie, en particulier en milieu rural. L'objet de ce travail est de présenter l'approche par les "tensions de marchés" mise au point dans le cadre de l'étude WALTIPS. L'étude se propose d'établir une mesure des phénomènes de structuration spatiale du peuplement et de l'agriculture par les marchés et définit les possibilités d'utilisation de cette mesure pour la construction d'une image à long terme. Enfin, cette même grille de lecture que constituent les tensions de marchés permet de proposer une explication (en termes d'ordres de grandeur) de la très forte disparité géographique dans la densité du réseau d'infrastructures routières.

Document de travail n° 5

SAH/D(93)421

États, frontières et dynamiques d'aménagement du territoire en Afrique de l'Ouest J O IGUE et B G
SOULE Decembre 1993 74 p + annexes disponible en français et en anglais

Comment les cadres territoriaux issus du partage colonial ont-ils été aménagés ? Le document passe en revue le cadre institutionnel des politiques d'aménagement et dresse le bilan des équipements (communications, éducation, santé, agriculture, industrie) des pays de la région. À quelques exceptions près, ce diagnostic met en évidence l'inconsistance de ces politiques, souvent mal formulées, dénuées de moyens et basées sur des cadres spatiaux inadéquats. Cette inadéquation du cadre territorial des politiques explique le développement de dynamiques d'aménagement spontanées, comme les réseaux de marchés ou les espaces frontaliers. La nécessité de repenser l'aménagement du territoire est donc à l'ordre du jour.

Le financement extérieur du développement en Afrique de l'Ouest analyse des transferts et réflexion sur l'aide au développement (1960-1990) J M COUR et D NAUDET (DIAL) Juillet 1994 124 p disponible en français et en anglais

L'étude WALTPS a montré par ailleurs l'intérêt de percevoir l'Afrique de l'Ouest comme une région en voie de peuplement dans laquelle la plus grande partie de l'investissement interne a été consacré au cours des trente dernières années à l'installation des populations. Qu'en est-il des apports financiers extérieurs dans cet endroit du monde généralement perçu comme une région portée à bout de bras par la communauté internationale ? C'est à cette question que le présent document tente d'apporter des éléments de réponse. D'abord par une analyse consolidée de l'ensemble des financements extérieurs puis par une étude de l'aide au développement qui est 'un transfert parmi d'autres mais pas comme les autres'. Il s'agit de deux textes complémentaires qui ont en commun de souligner la nécessité d'adapter les flux financiers internationaux en direction de l'Afrique de l'Ouest aux dynamiques endogènes au premier rang desquelles figure l'évolution du peuplement dans l'espace régional.

L'éducation en Afrique de l'Ouest situation, enjeux et perspectives R PONS Juin 1994 47 p disponible en français seulement

Des défis générés par la fantastique dynamique démographique de l'Afrique de l'Ouest l'éducation est sans aucun doute l'un des plus importants. Exercice de synthèse des informations quantitatives et des analyses les plus récentes ce document montre l'ampleur des problèmes que la région doit et devra affronter en la matière : 24 millions d'enfants scolarisés dans le primaire en 1990 (60% de la population en âge de l'être) et plus de 50 millions d'enfants à scolariser en l'an 2000.

L'urbanisation en Afrique de l'Ouest mécanismes et logiques M ARNAUD Décembre 1993 30 pp + annexes disponible en français et en anglais

L'étude décrit le phénomène d'urbanisation ouest africain qui entre 1960 et 80 a été trois fois plus rapide que celui de l'Europe au plus fort de la révolution industrielle. Cette rapidité explique la structure et l'occupation de l'espace ainsi que la prédominance du mode de production informel "lieu d'accueil privilégié des nouveaux migrants". La ville détermine également une structuration sociale particulière ou la "proximité du pouvoir" demeure le mode majeur d'enrichissement individuel et collectif. La satisfaction des besoins essentiels, la gestion de l'espace urbain, l'activité économique et les changements sociaux sont abordés à la fois dans leurs dynamiques et dans leurs adaptations à la crise économique des années 80.

Évolutions socio-politiques en Afrique de l'ouest synthèse des réflexions menées dans le cadre de l'étude WALTPS, L BOSSARD, Décembre 1994 30 p disponible en français seulement

Dans une première partie le document retrace l'évolution du pouvoir et de l'État dans les sociétés ouest africaines de la période pré-coloniale à nos jours. Dans une deuxième partie les enjeux sociaux et politiques de l'avenir sont ébauchés à la lumière des conclusions de l'analyse démographique de WALTPS : émergence de nouvelles classes d'entrepreneurs ruraux et urbains, développement de l'économie locale et décentralisation, rôle de l'État, enjeux sociaux liés à l'urbanisation, etc.

Les conséquences démographiques de l'épidémie de VIH/SIDA en Afrique de l'Ouest J J GABAS, M POSTEL et B KALASA Décembre 1993 23 p + annexes disponible en français seulement

Comme dans beaucoup d'autres domaines les connaissances sur l'étendue de l'épidémie de SIDA en Afrique sont limitées. Ce que l'on sait en revanche avec certitude c'est que contrairement aux autres régions du monde le mode de transmission en Afrique est majoritairement hétérosexuel. Il est donc acquis que son impact démographique sera sans doute plus important qu'ailleurs.

Peuplement et économie en Afrique de l'Ouest J D NAUDET (DIAL) Novembre 1992 51 p + annexes disponible en français seulement

L'objet de ce travail est dans un premier temps d'essayer d'appréhender l'économie réelle de la région par le recoupement de différentes bases de données internationales et d'informations issues des pays d'Afrique de l'Ouest. Les résultats de cette analyse sont ensuite relus à travers deux visions démographiques volontairement contrastées (et polémiques) : la ville prédatrice d'un poids trop important qui fausse les phénomènes de régulation naturelle avec la campagne et qui génère dépendance alimentaire et chômage et la ville structurante qui même si elle est porteuse de déséquilibres crée une demande solvable et structure son hinterland.

**Performances du secteur agricole et redistribution de la population en Afrique de l'Ouest J M COUR
Decembre 1993 33 p + annexes disponible en français et en anglais**

Entre 1930 et 2030 la population de l'Afrique de l'Ouest aura été multipliée par 10 et la population urbaine par 100. C'est à travers le prisme de cette fantastique dynamique de peuplement que sont analysées les performances agricoles de la région au cours des trente dernières années. Il est vrai que globalement les bilans alimentaires régionaux se sont progressivement dégradés traduisant un décalage d'adaptation de la production à la demande de l'ordre de trois ans. Mais il apparaît également que contrairement à des idées répandues les habitudes alimentaires urbaines n'ont pas évoluées vers une extraversion croissante et que la région est après le reste de l'ASS la région du monde où les importations alimentaires par tête sont les plus faibles.

**Modélisation des flux d'échanges extérieurs internationaux 1970-90 (effets structurels, inclinaisons spécifiques) et analyse des modèles d'ouverture en Afrique de l'Ouest J D NAUDET (DIAL) Fevrier 1993
33 p + annexes disponible en français seulement**

L'étude a pour objet de construire et d'analyser un modèle économétrique explicatif des comportements mondiaux d'échanges extérieurs en fonction de paramètres structurels caractéristiques des pays. Elle tente d'apporter un éclairage sur deux thèmes précis : 1) cerner les liens entre dimension et/ou population d'un pays et degré d'ouverture aux échanges extérieurs et 2) définir des niveaux théoriques (ou potentiels) d'échanges entre pays destinés à servir de base prospective ou à appréhender les échanges extérieurs de régions (regroupement ou divisions de pays). L'Afrique de l'Ouest fait ensuite l'objet d'un exemple d'analyse de la spécificité du comportement d'ouverture d'une région. Cette analyse montre notamment que l'Afrique de l'Ouest considérée dans son ensemble ne semble pas présenter de caractéristiques spécifiques quant au niveau de ses exportations et de ses importations compte tenu de ses paramètres de dimension, de richesse et de prix intérieurs.

**Modélisation demo-économique des pays en voie de peuplement J D NAUDET Janvier 1993 33p
disponible en français seulement**

En Afrique de l'Ouest la population est le plus souvent étrangement absente de la modélisation et donc de la réflexion économique. Les modèles de demande ignorent l'influence des phénomènes démographiques. Quant aux modèles d'offre ils présupposent le plus souvent à juste titre que l'offre de travail est illimitée et désamorcent donc la relation demo-économique. L'étude explore des voies de recherche pour intégrer la croissance de la population ainsi que l'évolution de sa répartition dans l'espace dans des modèles économiques de demande. Elle se base d'une part sur l'idée que la distribution de la population joue un rôle dans les comportements économiques. Elle part également de l'hypothèse que les mouvements de population ont principalement pour fonction et déterminant de répartir les évolutions de revenu entre les différentes composantes de la société. Ils ont donc un rôle régulateur (multiplicateur ou atténuateur) des chocs endogènes et exogènes que subit l'économie.

UNE ETUDE LARGEMENT DIFFUSEE ET DEBATTUE

L'étude WALTPS a donné lieu à des *réunions d'étape* et des *présentations débats* dans les pays ouest-africains comme chez les bailleurs de fonds. Les membres de l'équipe ont également contribué à plusieurs *seminaires et réflexions internes* à certaines institutions. Enfin, l'étude a fait l'objet d'une *diffusion dans les médias* ouest-africains, grâce au réseau de journalistes animé par CINERGIE.

Réunions d'étape de l'étude

- Comité scientifique de l'étude Abidjan, novembre 1992 et Bruxelles, janv 1994
- Réunion sur les évolutions socio-politiques au Nigeria, Lagos, sept 1993
- Réunions sur les villes ouest-africaines et sur les mutations politiques en Afrique de l'ouest (Dakar, nov 1993)
- Comité d'experts ouest-africains Abidjan, janv 1993
- Réunion nationale sur l'étude de cas du Mali Bamako, juin 1994
- Rencontre régionale sur les perspectives à long terme en Afrique de l'ouest, Ouagadougou 26-29 sept 1994 (voir liste des publications)

Présentations et débats

- Coopération néerlandaise La Haye, dec 1992
- Commission européennes Bruxelles, fev 1993 et janv 1994
- ACIDI Ottawa, mars 1993 et dec 1994
- Banque mondiale Washington, avril 1993 -en relation avec la présentation de l'équipe NLTPS- et dec 1994
- USAID Washington, avril 1993, mars 1994 et dec 1994
- Ministère Français de la Coopération Paris, sept 1993 et juil 1994
- BAD Abidjan, mars 1994
- Coalition mondiale pour l'Afrique Dakar, juin 1994
- Caisse française de développement Paris, mai 1994
- Présentation aux chefs de missions USAID en Afrique, nov 1994
- Réunion inter-ministérielle au Sénégal, nov 1994

Contributions

- Communication au séminaire désertification et migrations Almeria, février 19

- Contribution à l'évaluation des politiques et projets dans le domaine du transport routier CCE, Bruxelles, fev 1994
- Rencontre sur les enjeux de la coopération économique entre le Nigeria, le Bénin, le Cameroun, le Niger et le Tchad Cotonou, mai 1993
- Rencontre sur les interactions Niger-Nigeria Zinder, Octobre 1993 Cotonou, mai 1993
- Participation à l'étude des énergies renouvelables au Sahel (Banque mondiale, AFTPS, 1994)
- Contribution au séminaire gestion municipale et décentralisation (Ouagadougou, PDM, Banque mondiale, mars 1994)
- Contribution à la stratégie post-UNCED "Towards environmentally sustainable development in Africa" Banque mondiale AFTES
- Préparation d'une réflexion sur les politiques et projets urbains de l'an 2000 en Afrique de l'ouest Banque mondiale, AF5IN et AF1IN, 1994
- Participation au Conseil scientifique du CIRAD sur le thème "Nourrir les villes" Montpellier, juin 1994
- Participation au séminaire de formation des coopérants français du secteur urbain (Paris, septembre 1994)
- Conférence mondiale sur la population (Le Caire, septembre 1994)

Diffusion dans les médias

- Articles dans la presse de plusieurs pays à l'occasion des différentes réunions en Afrique de l'ouest
- Séminaires de sensibilisation des journalistes ouest-africains (Dakar, novembre 1993 et Abidjan, avril 1994)
- Émission "Echos d'Afrique" sur Radio France International, mars 1994
- Émission sur Radio Nederland, décembre 1993
- Reportage TV sur Télévision Burkina
- Articles dans la presse malienne et débat télévisé à l'occasion de la réunion nationale malienne (juin 1994)

**- DIFFUSION DE L'ETUDE SUR LES PERSPECTIVES
A LONG TERME EN AFRIQUE DE L'OUEST**

Une premiere diffusion est assuree par la cellule CINERGIE et par le Club du Sahel. Par la suite, la diffusion est confiee aux centres suivants

Europe

CIRAD/CIDARC - Service IST
Avenue du Val de Montferrand
BP 5035 10-5
34032 MONTPELLIER cedex - France
Telephone (33) 67-61-58-00

Asie

Institut de recherche de JICA
International Coop Centre Building
Ichiguya Hommura-cho
Shinjuku-ku - TOKYO 162 Japon
Telephone (81) 3-269-32-01

Amerique du Nord

Centre Sahel - Universite Laval
(local 0407)
Pavillon Jean-Charles de Koninck
QUEBEC - Canada GLK 7P4
Telephone (1-418) 656-54-48

Afrique

RESADOC
Institut du Sahel
BP 1530
BAMAKO - Mali
Telephone (223) 22-21-78

66